Gérard Bergeron

Professeur d'économie politique
École national d'administration publique

(1997)

Révolutions tranquilles à la fin du XIX^e siècle

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web : http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

Bergeron Gérard.

Une édition électronique réalisée à partir du texte de Gérard Bergeron, (prix Léon-Gérin 1989), **Révolutions tranquilles à la fin du XIX^e siècle**. Montréal : Les Éditions Fides, 1997, 232 pp.

Autorisation accordée par l'auteur le 12 avril, 2005.

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2003 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 28 décembre, 2005 à Chicoutimi, Québec.

Bergeron Gérard

Professeur émérite de l'Université du Québec, Gérard Bergeron est l'auteur d'une œuvre volumineuse sur les problèmes politiques du Canada et du Québec. Il s'est surtout fait connaître, hors de son pays, par des ouvrages sur la théorie de l'État, ainsi que sur l'analyse historique de la Guerre froide. Comme autre filon de recherche, Gérard Bergeron s'intéresse également aux idées politiques. Il signe des études

récentes sur Alexis de Tocqueville et André Siegfried, puis sur Étienne Parent et sur François-Xavier Garneau.

Des treize premiers ministres et chefs de gouvernement qui ont émergé au Québec entre 1867 et 1900, deux figures se démarquent et franchissent la barrière du temps : Honoré Mercier (au pouvoir de 1887 à 1891) et Félix-Gabriel Marchand (au pouvoir de 1897 à 1900). L'auteur montre comment ces deux hommes politiques ont animé, à la fin du siècle dernier, de véritables « révolutions tranquilles » avant la lettre.

Ce qui réunit Mercier et Marchand, qu'on qualifierait assez justement de libéraux progressifs, c'est la force de changement des politiques qu'ils ont mises en œuvre et l'originalité des réformes opérées sous leur gouvernement. Ils demeurent deux des hommes politiques les plus intéressants du xix^e siècle. Si l'un (Honoré Mercier) est un grand nom de l'histoire politique québécoise, l'autre (Félix-Gabriel Marchand), pour sa manière générale moins flamboyante, est à peine connu que de spécialistes ou d'initiés. Cette petite étude en duo contribuera certainement à rééquilibrer leurs mérites respectifs.

DU MÊME AUTEUR

Le Canada après deux siècles de patience Paris, Éditions du Seuil, collection « L'histoire immédiate », 1967.

Incertitudes d'un certain pays Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1979.

Pratique de l'État au Québec, Montréal, Québec-Amérique, 1984.

Notre miroir à deux faces : Trudeau, Lévesque Montréal, Québec/Amérique, 1985.

Quand Tocqueville et Siegfried nous observaient..., Sainte-Foy, Les presses de l'Université du Québec, 1990.

Lire Étienne Parent (1802-1874) : notre premier intellectuel, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université du Québec, 1994.

Lire François-Xavier Garneau (1809-1866) : « historien national », Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1994.

Tout était dans Montesquieu, Paris, l'Harmattan, 1996.

Table des matières

[Avant-propos](#)

[Première partie](#)

HONORÉ MERCIER (1887-1891)

[Chapitre 1](#)

Un « national » québécois qui s'impose en se faisant d'abord élire à Ottawa

[Chapitre 2](#)

La longue marche d'une lente opposition

[Chapitre 3](#)

Enfin au pouvoir, c'est-à-dire à l'œuvre : 1887-1891

[Chapitre 4](#)

Chassé du pouvoir, c'est-à-dire l'épreuve : 1891-1894

[Chapitre 5](#)

Fin de régime dans des ambiances de scandales publics

[Chapitre 6](#)

En partie fondée, en partie mythique, la renommée d'Honoré Mercier

[Appendice](#)

La postérité politique de Mercier sur deux générations

[Deuxième partie](#)

FÉLIX-GABRIEL MARCHAND (1897-1900)

[Chapitre 7](#)

Aux antipodes, mais aussi continuateur de Mercier

[Chapitre 8](#)

La maturation d'un « brillant second »

[Chapitre 9](#)

Au temps de la destitution d'Honoré Mercier

[Chapitre 10](#)

Une autre « révolution tranquille » avec Marchand

[Chapitre 11](#)

Coexistence de l'homme politique et de l'homme de lettres

[Chapitre 12](#)

« C'est l'édifice fédéral renversé »

[Index](#)

GÉRARD BERGERON

RÉVOLUTIONS TRANQUILLES À LA FIN DU XIX^e SIÈCLE

*Honoré Mercier
Félix-Gabriel Marchand*

Données de catalogage avant publication

Bergeron, Gérard, 1922-

Révolutions tranquilles à la fin du XIX^e siècle

Comprend des réf. bibliogr. et un index.

ISBN 2-7621-1891-3

1. Mercier, Honoré, 1840-1894.
2. Marchand, F.-G. (Félix-Gabriel), 1832-1900.
3. Québec (Province) – Politique et gouvernement – 19^e siècle.
4. Québec (Province) – Histoire – 19^e siècle.
5. Parti libéral du Québec – Histoire – 19^e siècle.
6. Premiers ministres – Québec (Province) – Biographies.
I. Titre.

Avant-propos

[Retour à la table des matières](#)

De toute la liste des premiers ministres du Québec que nous avons eus jusqu'en 1900, à notre avis deux noms se dégagent par l'action objective et globale de leur gouvernement. Selon l'ordre chronologique, Honoré Mercier apparaît au neuvième rang de cette liste (du 29 janvier 1887 à décembre 1891, ayant été réélu en 1890, puis destitué l'année suivante) et Félix-Gabriel Marchand, au treizième rang (du 24 mai 1897 au 25 septembre 1900, date de son décès). Entre ces courts règnes libéraux, s'intercalent les administrations conservatrices, plus grises, de Charles Boucher de Boucherville, Laurent-Olivier Taillon et Edmund J. Flynn. Tandis que le premier et le troisième ne restèrent qu'environ une année au pouvoir, le terme de Taillon dura quatre ans.

D'Honoré Mercier, un dictionnaire biographique disait qu'« il demeure l'un des hommes politiques les plus intéressants du XIX^e siècle ». Cette qualification nous paraît tirer quelque peu sur l'euphémisme. Quant à Félix-Gabriel Marchand, le même dictionnaire nous apprend qu'il mourut « au comble de la gloire¹ ». À l'inverse, cette seconde formule en disait peut-être un peu trop.

Si ce travail réunit les deux hommes, c'est pour plusieurs raisons dont la principale est certes qu'ils ont été des instigateurs efficaces de ce qu'on n'appelait pas encore une « révolution tranquille ».

Une autre explication de ce rapprochement est la proximité dans le temps, les deux hommes d'État ayant l'un et l'autre gouverné peu de temps pendant la période fermant le XIX^e siècle. Les deux hommes, qu'on qualifierait assez correctement de libéraux progressifs, sont, par ailleurs, en matière de tempérament et de caractère, aussi différents qu'il se peut. Ce qui les réunit pourtant, c'est qu'ils ont tenté de mettre en œuvre des politiques de nécessité pour leur société. L'effort était beau, et l'audace, impressionnante. Peut-être l'un et l'autre ont-ils trop osé, ou osé trop tôt ? Si l'un est un grand nom de notre histoire politique, l'autre, pour sa manière générale moins voyante, est à peine connu que de spécialistes ou d'initiés. Mais cette petite étude en duo pourrait peut-être comporter une certaine part de

¹ Réginald HAMEL, John HARE, Paul WYCZYNSKI, *Dictionnaire pratique des auteurs québécois*, Montréal, Fides, p. 496-497, 478-479.

rééquilibration des mérites respectifs. Enfin il ne sera certes pas question que de ces deux-là. D'autres célébrités rôdent ici et là, qui font partie de la même histoire : en plus de Mercier lui-même, un Adolphe Chapleau, un Wilfrid Laurier...

Nous n'avons pas fait mystère de nos sources. Il convient d'en dire un mot car, d'emblée, on n'évite pas le cas de Robert Rumilly. Les neuf premiers des quarante-et-un volumes de son *Histoire de la province de Québec* traitent de nos deux héros, ainsi que sa monumentale œuvre, en deux volumes et 800 pages, consacrée à *Honoré Mercier et son temps*, publiée en 1975 et qui reprenait une première version de 1936. Cette abondance est « incontournable », selon le lieu commun aujourd'hui en vogue... Songez seulement au nombre d'heures sauvées par un chercheur en début de travail, s'il peut disposer d'un premier déblaiement du terrain par Rumilly ! Au delà, tout reste encore à faire ou, si l'on y tient, à refaire, bien entendu !

PREMIÈRE PARTIE

Honoré Mercier

(1887-1891)

[Retour à la table des matières](#)

CHAPITRE PREMIER

Un « national » québécois qui s'impose en se faisant d'abord élire à Ottawa

I

[Retour à la table des matières](#)

D'être né, « non loin d'Iberville ¹ », d'un père prénommé Jean-Baptiste et qui avait fait le coup de feu quelques années plus tôt lors des désastreux « troubles » de 1837 et 1838, ne fonde pas le déterminisme certain d'un destin personnel, d'autant que devaient être assez nombreux les enfants nés, ces années-là, sur les mêmes bords du Richelieu, et dont les pères s'étaient également insurgés. Il reste tout de même intéressant d'évoquer telle ou telle ambiance familiale, rappelant des souvenirs pénibles d'un *hier* qu'on pouvait supposer n'être pas de sitôt oublié. Cela peut être dit sans prendre en compte tout ce qu'un historien admiratif a pu raconter à propos d'Honoré, le fils, qui avait « de qui tenir ² ».

Cultivateur, Jean-Baptiste Mercier savait lire et écrire, était même familier avec un journal auquel il était abonné. Il s'acquittait d'un devoir civique comme commissaire d'école de son patelin. Son exploitation agricole, relativement prospère, lui permettait tout aussi bien de faire don d'un lot, à même sa terre, en vue de la construction d'une école, que de pousser fièrement ses fils à des études avancées pour l'époque. Aussi le jeune Honoré allait-il faire des études classiques au collège Sainte-Marie plutôt qu'au renommé Séminaire de Saint-Hyacinthe de la proche région montréalaise. Les communications avec la métropole étaient, en effet, plus commodes, grâce à un chemin « ponté » ainsi qu'à un célèbre chemin de fer, pionnier, joignant Saint-Jean et Montréal. Cadet de la famille, Honoré aura été favorisé par l'accès à ce qui se dispensait de mieux comme instruction de niveau

¹ Rappelons d'abord la biographie classique de Robert RUMILLY, *Honoré Mercier et son temps*, d'abord publiée en 1936, puis chez Fides, en 1975, en deux parties (tome I, 1840-1888 ; tome II, 1888-1894). Nous citerons d'après cette seconde édition. Au début de l'ouvrage, Rumilly écrit : « Honoré Mercier est né à Sabrevois, non loin d'Iberville, le 14 octobre 1840 » (tome I, p. 10). Si l'on ne relève pas de variante quant à la date, d'autres auteurs font mention, quant au lieu, de « Saint-Athanase d'Iberville ».

² RUMILLY, tome I, *ibid.*, 10.

secondaire. Parmi ses maîtres, s'était dégagée la figure du jésuite Larcher, pédagogue humaniste et animateur convaincant.

Le collégien se fit tôt remarquer par ses dons oratoires, et même par le fond d'exposés littéraires dont Montalembert pouvait être le sujet, ou bien encore la liberté de l'enseignement public. Déjà. Et le jeune homme ne manquait pas d'allure, non plus. Un document photographique d'époque montre le collégien aux traits forts mais réguliers, encadrant le nez qui accusait une tendance bourbonnienne, ainsi que la mâchoire volontaire d'un jeune homme décidé mais n'arborant aucun air d'impertinence. Honoré sera bientôt prêt à entamer la cléricature et l'étude du droit, et même à se manifester par la parole publique sur des sujets politiques. Et le tout en vue d'une incursion dans le journalisme, espèce de passage initiatique obligé en un siècle où le journal était encore l'unique médium de masse.

Le trait marquant de sa personnalité était un fort instinct de mobilisation, de rassemblement et d'unification¹. Étant né en 1840, Mercier était encore un jeune homme au moment de l'institution de la Confédération en 1867. Le nouveau système pouvait s'analyser comme une *sortie*, mais en plus large, de l'étouffant régime de l'Union, devenu presque ingouvernable depuis une décennie. Entre les deux chefs canadiens-français, qui étaient alors Antoine-Aimé Dorion et George-Étienne Cartier, l'homme politique en devenir choisissait d'abord de renier le premier à cause de son affiliation avec George Brown et ses *Clear Grits*, pour se déclarer plutôt prêt à tenter la chance avec le second. Entre le libéralisme et le conservatisme, la place que Mercier se fera — à ses risques et périls — sera bien celle d'un *nationalisme* à instituer politiquement sans l'avoir, à lui seul, inventé.

Honoré Mercier n'avait que vingt-deux ans lorsqu'il fut nommé rédacteur en chef du *Courrier de Saint-Hyacinthe*. Tout de suite, il donne la preuve que ses talents oratoires peuvent se transposer à la plume. Lorsque sont annoncées des élections partielles dans la région, le rédacteur ne craindra pas de prendre position contre les patrons de l'étude prestigieuse où il fait son droit, s'opposant d'abord à Maurice Laframboise dans Bagot, puis à Auguste Papineau dans Saint-Hyacinthe. Il s'attaquera même à beaucoup plus coriace, comme sujet et comme adversaire : l'évolutionnisme de Darwin et Louis-Antoine Dessaulles², défenseur de la doctrine hardie. À propos de sa vie laborieuse, il confie à celle qui deviendra sa première

¹ Par exemple, on ne s'étonnait pas d'entendre ce jeune homme, au tournant de la vingtaine, proclamer : « Cette union de l'élément national doit être savamment opérée et habilement dirigée. Un esprit patriotique doit présider à sa formation ; et cet esprit devra inspirer et commander des sacrifices communs et réciproques ; au nom de la patrie et de ses intérêts, les ressentiments du passé et les jalousies du présent doivent disparaître ; il faut s'unir » (cité *ibid.*, p. 27-28).

² Pour mesurer l'envergure du défi, il conviendrait de reproduire les belles pages que Rumilly consacre à la vie culturelle de Saint-Hyacinthe, ainsi qu'à Louis-Antoine Dessaulles qui, parmi les hommes d'âge mur, y était « le plus en vedette » (*ibid.* p. 16-19). On se contentera de signaler aussi le remarquable livre récent d'Yvan LAMONDE, *Louis-Antoine Dessaulles : un seigneur libéral et anticlérical* (Montréal, Fides, 1994).

épouse, Léopoldine Boivin, ces lignes exprimant sa détermination de jeune adulte ¹ :

Je travaille avec le courage d'un homme qui a des espérances pour lui donner de la force. L'étude, loin de m'effrayer, avec ses difficultés et aspérités, me sourit au contraire comme une mère qui doit me donner la vie, comme le ciel qui me promet la fortune et le bonheur.

Une telle assurance, dans l'écrit autant que dans la parole, allait lui valoir d'être traité de « hâbleur de hustings » et même de « petit Marat de la localité ² » !

II

Nous sommes au printemps 1864, l'époque où le régime de la Confédération commence à prendre forme. Le clerc Honoré Mercier achève alors ses études de droit et même songe sérieusement à se marier. Il entretient une correspondance passionnée avec Léopoldine ³.

Côté politique, tout est beaucoup moins clair : le jeune homme est tiraillé entre toutes sortes de manœuvres qui se transigent entre partis et sans excès de clarté devant l'opinion ⁴. Officiellement, il est encore du clan des conservateurs : comme rédacteur responsable du *Courrier de Saint-Hyacinthe*, il avait déjà le pied dans l'étrier... Mais, passant du doute à la méfiance la plus affirmée, il en arrive à offrir sa démission au *Courrier* en juillet 1864.

Tout en suivant de près le déroulement des événements politiques, il s'occupe à tout autre chose : d'abord à terminer ses études de droit, puis à sa vie sociale ; un futur candidat à un mandat électoral doit savoir se faire des amis, n'est-ce pas ?

Mais, tel Pygmalion, ce sont les manières et le « fini » de Léopoldine qui semblent absorber Honoré. Il insiste d'abord sur la primauté de la lecture, surtout pour la confiance en soi : « Lis avec profit, soigne ta conversation et tu feras l'admiration », car « je connais ton esprit comme je connais celui des autres personnes, et tu es une des plus favorisées sous le rapport de l'intelligence, comme sous celui du cœur. Tu peux briller dans la conversation si tu le veux, et si tu

¹ Cité par Gilles GALLICHAN, *Honoré Mercier : la politique et la culture*, Sillery ; Les Éditions du Septentrion, 1994, p. 22.

² Rapporté *ibid.*

³ « Avec toi, avec ta pensée, je fais de grands rêves, j'ai de grandes espérances [...]. Oh, ma tête s'élargit, de grandes destinées m'apparaissent ; une splendide carrière s'ouvre devant moi » (cité RUMILLY, p. 40). Il n'est certes pas courant, ni facile, de croire plus ouvertement à sa bonne étoile !

⁴ Mercier exprime cette crainte que « la Confédération donnera pour toujours à l'Ontario une prépondérance qui laissera possiblement le Québec et les autres provinces dans un rôle de colonies intérieures [...]. « Il est convaincu que le nouveau régime [...] consacrera la minorisation définitive des francophones au Canada » (GALLICHAN, *op. cit.*, p. 93).

m'aimes tu brilleras pour moi [...] » Il se transforme presque en précepteur qui offre des livres en demandant d'en « faire une appréciation ». Une pédagogie en quelque sorte intimiste : « Une fois marié on ne s'amuse pas seulement avec le cœur, mais encore et surtout avec l'esprit. Et tu dois t'habituer, si tu aimes ton Honoré, à causer littérature, poésie, art, etc., quand l'occasion se présentera ¹. » « Il n'était pas riche le père Mercier », précisera Robert Rumilly ². Non plus que le fils, futur avocat, et qui en est rendu à devoir faire de menus emprunts à gauche et à droite. En réalité, il explose d'impatience :

La question d'argent est épouvantablement bête ; excuse l'expression, mais ça caractérise bien tout ce qui a rapport à ce préjugé qu'on appelle l'argent [...].

Je n'ai d'autres richesses que mon courage et mes espérances : avec ces deux choses, Léopoldine, un homme est fort, il est pimpant. Quand avec cela il a l'amour d'une femme comme toi pour comprendre son courage et redoubler ses forces, il peut combattre tout, tout, jusqu'à la mort ³.

Justement, elle ne tardera pas, la grande faucheuse : elle frappera trois ans après le mariage. La mère n'allant pas survivre à la naissance d'une fille (Eliza), Honoré est devenu veuf avant d'avoir atteint la trentaine. Pour lécher ses plaies, il ne lui reste plus qu'à s'investir totalement dans le travail professionnel et l'activité politique. Trois ans plus tard, il épousera une cousine de Léopoldine, Virginie Saint-Denis, qui vient d'avoir dix-huit ans. Mariage heureux dont Pierre Dufour et Jean Hamelin diront, avec le doigté qu'il convient, que, par cette union, Mercier « a graduellement retrouvé sa stabilité affective, sa joie de vivre et son goût pour une grande aventure politique ⁴ ». Du couple allaient naître cinq enfants, dont Honoré, qui fera carrière en politique une génération plus tard, étant comme on dit « ministre influent » dans les gouvernements libéraux de Louis-Alexandre Taschereau, et qui avait épousé Jeanne, fille du poète Louis Fréchette. Il y avait aussi Eliza, l'aînée, qui avait épousé Lomer Gouin, futur premier ministre du Québec, et qui était la mère du sénateur Léon Mercier-Gouin et de Paul Gouin, fondateur, en 1935, de l'Action libérale nationale.

III

Finalement admis au Barreau en avril 1865, Mercier contribuera, avec quelques amis, à la fondation de l'Union catholique de Saint-Hyacinthe. Il s'agit d'un centre de débats d'inspiration conservatrice, visant à faire contrepoids au libéralisant Institut canadien — où l'on pressent que c'est peu à peu, et lentement, que Mercier allait finir par prendre ses distances d'avec les conservateurs. Ce choix est d'autant

¹ RUMILLY, *op. cit.*, p. 47.

² *Ibid.*, p. 13.

³ RUMILLY, *op. cit.*, p. 49.

⁴ Pierre DUFOUR et Jean HAMELIN, dans le *Dictionnaire biographique canadien*, vol. XII, 1891-1900, p 785.

plus crucial que le projet de la Confédération est, dans l'ensemble, décidé et qu'il reçoit de moins en moins l'assentiment du jeune Mercier. Il craint la forte tendance centralisatrice manifestée par John A. Macdonald, la minorisation graduelle de la francophonie au sein d'une fédération élargie. Et à vrai dire il n'a plus guère confiance en Cartier. Le temps venu, conjointement avec son ami Paul de Cazes, il a su se retirer du journal conservateur de Saint-Hyacinthe avec une dignité non feinte :

Comme nous ne reconnaissons en politique de plus grande cause que la cause du pays, et de cause plus sainte que la cause nationale, et qu'aucune influence ne saurait être assez forte pour nous faire consentir à sacrifier les intérêts de nos compatriotes, l'avenir de la race canadienne-française, à ceux des chefs que rien ne nous oblige à croire impeccables, nous n'hésitons pas à nous retirer de la rédaction d'une feuille où, malgré des engagements sacrés, nous ne saurions trouver la liberté entière de nos opinions et de nos convictions¹.

Ce ne sera qu'en 1867 que Mercier joindra définitivement les rangs libéraux, ce qui fait dire à Gilles Gallichan qu'il n'aura pas pris « le plus court chemin pour faire une grande carrière politique² » car il y avait le risque d'être accusé de trahison par les ultramontains, les bleus et d'être même longtemps relégué aux froides travées de l'opposition. Mais qu'importe, maintenant la pensée de Mercier tourne plutôt autour de l'idée du rassemblement dans un nouveau parti qui se dirait *national*, en transcendant les traditionnelles divisions entre bleus et rouges. De jeunes avocats y adhèrent, Louis-Amable Jetté, Laurent-Olivier David, Joseph Doutre et même Félix-Gabriel Marchand. Les adhésions proviennent de milieux aussi bien conservateurs (Augustin-Norbert Morin, Denis-Benjamin Viger) que libéraux (Côme-Séraphin Cherrier ou Ovide Perreault). Ces forces se réunissent pour contre-attaquer les ultramontains qui avaient commencé à se grouper autour d'un dit *Programme catholique*.

Ce que le Parti national prônait ? D'abord, négativement, toute une série d'abolitions structurelles et de réformes institutionnelles : abolitions du Conseil législatif, du vote secret, du double mandat fédéral et provincial, de la police provinciale ; réductions de l'indemnité des députés et de l'Orateur de l'Assemblée législative, du nombre des ministres, du nombre des employés au strict nécessaire pour l'efficacité du service public ; réformes de nos lois de l'éducation, dans l'administration des terres publiques, etc. Une catégorie spéciale s'occupait, en sept points, de « la Puissance », c'est-à-dire de l'autorité centrale du *Dominion*³ :

1. Élection des sénateurs par le peuple ou par les législatures locales.
2. Réforme des lois électorales comme pour la province de Québec.
3. Réduction du nombre des ministres.

¹ Cité RUMILLY, *op. cit.*, p. 54.

² GALLICHAN, *op. cit.*, p. 26.

³ *Le manuel de la parole : manifestes québécois* (textes recueillis et commentés par Daniel Latouche), tome I, 1760 à 1899, Montréal, les Éditions du Boréal Express, 1977, p. 167-168.

4. Réduction du nombre des employés publics au strict nécessaire pour l'efficacité du service public.
5. Réorganisation de la milice en prenant pour base le maintien de l'ordre intérieur.
6. Amélioration de nos voies de communication intérieures pour faire prendre au commerce de l'Ouest la voie du Saint-Laurent.
7. Obtention du droit absolu de régler nous-mêmes nos relations commerciales avec les autres pays, de manière à assurer l'établissement de manufactures au Canada.

On voit l'acuité et la complémentarité, virtuellement fécondes, d'un tel train de mesures réformistes au moment de l'instauration d'un nouveau régime constitutionnel. Le mot « moderne » avait alors peu cours et la *modernisation* n'était pas encore promue concept d'usage en analyse politique ; mais il s'agissait bien de cela.

Il convient encore de rappeler l'arrière-fond psycho-idéologique du traitement réservé à l'enseignement du français dans les provinces anglaises. Cet état de choses ne cédait en importance qu'à la première phase de l'affaire des Métis de la Rivière-Rouge et de leur chef, Louis Riel, né au Manitoba mais instruit au Québec, et qui avait dû s'exiler aux États-Unis. Dans de telles conditions, l'ambiance des élections de 1872 ne pouvait être que très passionnée, seulement cinq ans après l'instauration du nouveau régime.

Honoré Mercier avait joué un rôle initial et capital dans l'établissement de la nouvelle formation politique. Il en était l'un des membres fondateurs avec Louis-Amable Jetté, Laurent-Olivier David, Cléophas Beausoleil. En plus d'être, en tant que secrétaire, la cheville ouvrière du quatuor, il en était aussi l'orateur propagandiste le plus efficace et son principal inspirateur. En principe, le parti se faisait également accueillant aux conservateurs aussi bien qu'aux libéraux.

Mais les cueillettes d'adhésions n'étaient pas égales de part et d'autre. Du côté du parti « confédéral » des conservateurs, la fêrle de Cartier n'était guère appréciée ; aussi très peu de partisans joignirent les rangs des « nationaux ». Et encore, venaient-ils d'un petit groupe admettant être encore moins sympathique aux ultramontains favoris de Mgr Bourget. Le passage du libéralisme, en besoin de rénovation, au nationalisme nouveau constituait de fait un moindre écart en comparaison. D'ailleurs, les rédacteurs du programme du Parti national n'avaient-ils pas pillé des éléments du programme libéral (comme l'article I pour l'abolition du Conseil législatif) ? Sans organisation ni ressources, ce parti se joignit aux effectifs libéraux de Mackenzie et Dorion.

La bataille électorale de 1872 fut épique, mais nous n'avons toutefois pas le loisir ni l'espace de la raconter. Les conservateurs l'emportèrent de justesse avec une majorité de seulement huit sièges mais l'aspect d'une victoire douteuse

s'estompait pour une autre raison, particulièrement par la défaite personnelle de Cartier devant le national Jetté qui obtint une majorité décisive de 1 300 voix. Il y avait de quoi stupéfier même les adversaires du chef conservateur. C'est alors que se produisit ce que Rumilly qualifia naguère de « très bel épisode ¹ » :

Au Manitoba, Riel va être élu député de Provencher. Mgr Taché, dans une pensée de conciliation, lui demande de se désister en faveur de Cartier. Docile à la suggestion de son évêque, Riel se désiste et Cartier est élu par acclamation. C'est fort adroit : il sera obligé de déclarer l'amnistie. Mais trop tard. Surmené, surtout atteint d'une maladie incurable, le « Fils de la liberté » des rébellions de 1837-1838, devenu « père de la Confédération », meurt à l'âge de 56 ans. Alors que disparaît ce grand Canadien français au niveau fédéral et avant même que le jeune Wilfrid Laurier ² n'ait eu l'occasion de faire sa marque au fédéral, Honoré Mercier va, lui, opérer sa première percée électorale au Canada. Ayant présenté sa candidature dans le comté voisin de Rouville, il est tout juste élu.

Nous sommes devant deux bizarres, et presque simultanées, inversions de destins : tandis que le plus brillant « fédéraliste » des Canadiens français en ce siècle débutait « au provincial », le plus important chef « nationaliste » québécois de la même époque accédait au palier fédéral. Les deux hommes avaient ceci de commun d'être des orateurs hors pair ; cependant, Laurier aura une longue et fructueuse carrière et mourra à l'âge de 78 ans ; celle de Mercier sera brève, s'achevant dans le drame et le déshonneur, à l'âge de 54 ans.

Honoré Mercier

¹ RUMILLY, *op. cit.*, p. 79.

² Wilfrid Laurier fut, en premier lieu, élu à l'Assemblée législative de la province de Québec en 1871.

CHAPITRE DEUX

La longue marche d'une lente opposition

I

[Retour à la table des matières](#)

Malgré une légère infirmité¹, Honoré Mercier affichait de l'allure, ce qu'accentuait encore un air à la fois avenant et combatif. Pendant la tranche de sa vie qui va de 1872, année de son élection comme représentant fédéral du comté de Rouville, jusqu'à son accession, quinze années plus tard, au poste de premier ministre de la province de Québec, notre histoire a connu plusieurs personnages brillants et hauts en couleurs.

Nous avons déjà salué au passage Wilfrid Laurier qui, après une première et courte escale « au provincial », ne jettera plus l'ancre ailleurs que dans la capitale outaouaise. Pour sa part, Honoré Mercier y aura mis le temps avant d'opter résolument pour la politique québécoise. Ses choix d'un niveau plutôt que de l'autre n'étaient pas dictés par des calculs stratégiques, ni même tellement par des libres choix. Les options auront dorénavant d'autant plus d'importance objective que 1872 marque l'abolition du double mandat législatif. Au-delà de cette date, l'on ne pourra plus siéger dans l'une et l'autre capitale simultanément.

Honoré Mercier eut aussi comme rival un homme qui fut, à tous égards, aussi brillamment doué que lui, Joseph-Adolphe Chapleau. Ils étaient nés la même année et ce dernier survivra quatre années à Mercier. Il a déjà été dit de ces deux hommes qu'ils se démolissaient sans vraiment se détester. Retenons surtout que Chapleau, cinq années avant son adversaire, remplit la fonction de premier ministre pendant trois ans, de 1879 à 1882. Mais l'objet de notre étude n'est pas d'établir un parallèle Mercier-Chapleau ; c'est plutôt le raccord entre les ministères Mercier et Marchand du fait de la constance appliquée de Félix-Gabriel Marchand,

¹ D'après le livre récent de Gilles Gallichan, le jeune Mercier « boitait légèrement de la jambe droite à la suite d'un reliquat de fièvre ; cette infirmité lui aurait rendu l'état de cultivateur plus pénible et a sans doute favorisé son entrée au collège » (Gilles GALLICHAN, *Honoré Mercier : la politique et la culture*, Sillery, Septentrion, 1994, p. 29).

député sans interruption de 1867 à 1900, ainsi que pour l'ensemble des raisons que suggère la page titre de notre ouvrage.

Mais pour voguer à l'aise à travers les événements qui formaient la trame de ce chapitre, il devient utile de prendre connaissance du parallèle suggestif qu'a dessiné Robert Rumilly du duo Mercier-Chapleau :

Même taille, même carrure, même degré d'éloquence, Chapleau et Mercier approchent la quarantaine, parfois appelée le midi de la vie parce que c'est — jeunesse et maturité à la fois — l'âge de la pleine force. Cette plénitude est, pour Chapleau, la chose la plus palpable du monde : premier ministre de la province, il atteint le zénith. Chapleau est beau, éloquent, chevaleresque, et la chance le suit. Il est populaire, et même, retenant les noms, les visages, le nombre d'enfants et les petites vanités de chacun, il est un virtuose de la popularité.

[...]

Mercier se sent lui aussi en possession de moyens exceptionnels, et brûlé d'une ambition qui n'est pas seulement personnelle, car il a de grandes idées pour son peuple. Qu'on lui donne sa chance, et on verra bien ! Mercier se sent l'égal de Chapleau et quand ces deux rivaux se rencontrent, hors des assemblées contradictoires et de la curiosité populaire, ils sympathisent et se tutoient. Mais à Chapleau tout réussit, et quand Mercier croit tenir la chance, elle se dérobe dans une pirouette¹.

Les débuts du député Honoré Mercier à la Chambre des communes après les élections de 1872 furent on ne peut plus décevants. Ils allaient le convaincre, s'il en était besoin, qu'il s'était trompé de capitale. La Chambre étudiait la demande des Acadiens du Nouveau-Brunswick d'obtenir des garanties de leurs droits scolaires selon l'économie générale de l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Cette disposition avait été introduite dans le texte constitutionnel pour la protection des droits scolaires des Anglo-protestants du Québec. La question avait surgi lors de la campagne électorale de 1872. Elle avait été remise à l'ordre du jour des travaux de la Chambre nouvellement élue. Voici qu'Honoré Mercier a la parole et peut s'exprimer selon ses plus profondes convictions.

Il soutient qu'il est des principes plus élevés que la sauvegarde à tout prix de l'autonomie stricte des législatures provinciales : tels sont les principes de la liberté religieuse et linguistique qui doivent l'emporter en la matière soumise à l'examen. Des membres libéraux de la Chambre offrent leur appui gouvernemental aux conservateurs afin de faire passer la motion en discussion. Il soutient enfin que la province de Québec possède un droit, doublé d'un devoir, de protéger l'éducation religieuse et l'enseignement du français dans une région comme l'Acadie. John A. Macdonald, le premier ministre, ne l'entend pas ainsi, mais finit tout de même par accepter que l'affaire soit soumise au Conseil privé de Londres. Dans cette affaire sérieuse et délicate, et qui allait au surplus constituer un précédent, le tribunal londonien donne raison au gouvernement central. Mercier avait compris dans l'instant même et se souviendra à l'avenir.

¹ Robert RUMILLY, *Honoré Mercier et son temps*, tome I, Montréal, Fides, 1975, p. 127.

Le proche avenir, c'est pour l'heure le fameux scandale du chemin de fer du Pacifique. Il force le gouvernement conservateur à démissionner, amenant en conséquence les libéraux d'Alexandre Mackenzie au pouvoir. Mais ils y sont sous l'obligation de déclencher des élections dans un court délai. Ce qui fut fait. Ce ne sera toutefois pas l'état-major du parti, mais bien les libéraux de la base dans le comté de Rouville qui feront sentir à leur ex-député qu'il n'est plus le candidat agréé par eux. Mercier rentrera « à la maison », quitte à s'interroger sur la façon de la rendre plus habitable ! Il y avait bien eu un premier Parti national presque mort-né ; mais un second, mieux pensé et organisé, reste concevable. En attendant, Honoré Mercier prend de la distance et ne sera pas candidat aux élections de 1874.

II

Le jeune homme de 34 ans ne s'applique donc pas à fourbir tout d'abord ses armes de représailles. Il s'emploie plutôt à consolider sa réputation de brillant criminaliste, cette branche de la pratique du droit étant également la spécialité professionnelle de Chapleau. Et puis, il y a aussi la famille qui a ses droits et peut en appeler à des urgences ! Pendant que s'écoulaient des mois et même quelques années, la politique au Québec suit un cours plutôt tumultueux, avec des affaires qualifiées de ces bizarres noms de « coup d'État » et d'« influence indue ». La première est un fait constitutionnel, dû à un hasard électoral ; la seconde relève d'abus d'influence par la confusion du politique et du religieux dans des causes de contestation judiciaire, par les libéraux, de résultats électoraux présumément influencés par l'intervention de curés et autres manœuvres cléricales...

Pour introduire à la première affaire, il faut rappeler des personnages dont trois sur quatre portaient ce qu'on appelle en France des « noms à rallonge ». D'abord le premier ministre, conservateur traditionnel et même ultramontain, Charles-Eugène Boucher de Boucherville, qui, à l'intérieur de son cabinet, peut compter sur de fortes personnalités comme les ministres Auguste-Réal Angers et Joseph-Adolphe Chapleau. Devant lui, comme chef de l'opposition libérale, Henri-Gustave Joly, Suisse d'origine qui estime devoir s'ennoblir en rattachant à son patronyme le beau nom « de Lotbinière ». Entre eux, et pour compléter la trinité, le lieutenant-gouverneur, d'obédience libérale, peut arborer sa propre rallonge : Luc Letellier de Saint-Just. Ce dernier avait maille à partir, et à tout propos, avec le chef d'opposition Boucherville.

À une époque où l'abcès de fixation des scandales publics est devenu la question des chemins de fer, le Québec n'y échappe pas. Fort de ses pouvoirs de chef d'État, ou de la façon qu'il a de les interpréter en régime fédératif, Letellier disqualifie le chef du gouvernement pour mauvaise administration et force même le gouvernement à démissionner. Dans l'incapacité de pouvoir légiférer avec une Assemblée conservatrice, Joly convoque des élections pour le 1^{er} mai 1878.

Chapleau fait montre alors de toute l'éloquence de circonstance dont il est capable, c'est-à-dire qu'il mène la campagne avec un train d'enfer. Le résultat ne réglera rien, il compliquera plutôt tout ! Les deux partis ont fait élire un nombre égal de leurs candidats, soit 32 pour chacun ! Heureusement, il reste un député indépendant dans le décor, Arthur Turcotte, représentant de Trois-Rivières. En bonne logique, le solitaire se retrouve désigné président de l'Assemblée législative... sans droit de vote ou avec vote prépondérant en cas d'égalité. Que faisait Honoré Mercier ? Il observait comme tout le monde et sans doute s'amusait-il à l'instar de plusieurs autres militants. Mais on va apprendre sous peu qu'il n'avait pas cessé de lorgner du côté d'Ottawa, car il se porte de nouveau candidat, mais libéral, aux législatives fédérales qui doivent se tenir ce même été 1878...

Les conservateurs font une campagne féroce à ce *vire-capot* qui, déjà en 1864... On va jusqu'à lui servir ses propres armes du temps, pas si lointain, où il était rédacteur responsable du *Courrier de Saint-Hyacinthe* en publiant une brochure d'une quinzaine de pages de ses articles parmi les plus acidulés... On l'estampille de diverses amabilités : « hypocrite », « caméléon » et même « petit Marat » — quel qu'en soit le sens ! Mercier n'était pas sans munitions pour contre-attaquer, mais, lors du compte fatidique des votes, il lui en manquera six pour être élu ! Défaite peut-être honorable, quoique cuisante dans son propre comté, mais défaite quand même.

Peu de temps après cette mésaventure, une autre chance se présente, cette fois au niveau provincial et, par voie de nomination d'abord, en attendant la confirmation électorale. En effet, Joly vient de perdre son ministre des Finances avec le décès de Pierre Bachand, âgé de 43 ans ; mais le premier ministre ne fait pas de Mercier son successeur. Procédant à un remaniement ministériel, il lui offre plutôt le poste de solliciteur de la province et, bien sûr, l'investiture libérale officielle comme présumé. Les conservateurs avaient à peine rengainé après leur succès précédent contre ce même « hypocrite » de Mercier. Et, parmi eux, ferraille encore le redoutable Chapleau. Mais, cette fois-ci, et surtout au provincial, Mercier ne peut se permettre de perdre, ni même de ne remporter qu'une victoire médiocre « en queue du gouvernement Joly », selon l'expression vinaigrée de son ancien journal *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*¹. Par chance, Mercier est, cette fois-ci, élu avec une très confortable majorité.

Mais le *confort* reste toujours relatif lorsque, même en occupant un poste ministériel, on a de l'autre côté de la Chambre un adversaire personnel de la taille de Chapleau. L'opération se fera en deux temps. D'abord, le Conseil législatif, qui n'a pas les moyens d'*initier* des projets législatifs, peut, d'autre part, entraver considérablement, et même, théoriquement, bloquer tout ! Mais à cette condition qu'il soit majoritairement conservateur, ce qui est le cas ; le Conseil s'emploie donc à bloquer l'adoption de rien de moins que les crédits publics. Et voici maintenant

¹ Du 17 mai 1879 cité par GALLICHAN, *op. cit.*, p. 43.

que Chapleau entre en scène. La majorité de Joly à l'Assemblée est fragile et même friable, ce que va aisément démontrer Chapleau en faisant décrocher du bloc conservateur une poignée de transfuges libéraux traversant du côté de l'opposition. Mais en nombre suffisant pour qu'au test de force prévu, le gouvernement se trouve minoritaire et qu'il soit conséquemment forcé de donner sa démission !

Dans cette situation marécageuse, Chapleau accepte de former le nouveau gouvernement, renforcé de quelques sièges conservateurs comme résultat d'élections partielles récentes. Suivront les élections générales qu'allaient naturellement remporter les conservateurs. Chapleau occupera la fonction de premier ministre pendant trois ans (de 1879 à 1882). Mercier, quant à lui, aura la direction du Parti libéral et de chef de l'opposition à l'Assemblée législative. Sous l'invitation pressante de Macdonald, Chapleau avait, pour sa part, accepté après trois ans de changer de capitale et d'abandonner son poste de premier ministre à Québec. C'est J.-Alfred Mousseau qui sera un temps premier ministre (pendant 18 mois), comme une espèce de successeur provisoire à Chapleau. Après la démission de Mousseau, la fonction la plus importante dans l'État est occupée par quelqu'un qui n'est pas ministre et dont la personnalité est, de surcroît, plutôt falote. Il s'agit de l'ancien ministre John J. Ross, mais qui n'a plus d'autre titre que celui de simple conseiller législatif. C'est le député Louis-Olivier Taillon qui doit répondre, en Chambre, au chef de l'opposition, Honoré Mercier.

III

Une telle situation ne peut permettre qu'un fonctionnement gouvernemental plutôt bancal, pas tellement cohérent, et qui n'a pas de quoi nous intéresser longtemps. Le véritable intérêt, à ce point de notre chronique rapide, c'est l'évolution de Mercier lui-même dans et par les circonstances du moment. Il a fini par opter pour la capitale qui convient le mieux à son grand rêve. Il a pris le tournant de la quarantaine. Il ne reste plus que la largeur de la salle d'Assemblée qui sépare le chef de l'opposition du pouvoir, virtuellement énorme, du premier ministre. Les quelque cinq années passées à une certaine distance de la politique et de ses tumultes lui avaient fait du bien : elles lui avaient permis d'acquérir davantage de maturité, d'affermir sa vie de famille et de reconstituer ses réseaux d'amitié.

On peut même constater que le chef de l'opposition, pendant cette période grisâtre pour ne pas dire presque morne, se comporte vraiment comme un premier ministre en devenir : qui sait ce qu'il veut, s'y prépare consciencieusement et avec esprit de décision. En 1883, est fondé à Montréal, par Marchand, *Le Temps*, un journal sérieux, responsable, où les idées¹ ont leur place justifiée, à côté des

¹ Parmi les collaborateurs occasionnels du journal, il y avait Wilfrid Laurier, Laurent-Olivier David, Félix-Gabriel Marchand.

nouvelles politiques le plus souvent ternes. Un de ses grands amis, Charles Langelier, brossait ainsi, dans un livre de souvenirs, vingt ans après le fait, l'image du nouveau Mercier, s'apprêtant enfin à s'emparer du pouvoir :

Il passait ses jours entiers dans les Comités ou à la Chambre ; rien lui échappait ; le soir, lorsque la Chambre ne siégeait pas, il travaillait chez lui, recevait des amis avec lesquels il discutait les événements. Le dimanche, il consacrait toute sa journée au travail ; il s'enfermait au Palais législatif dans une petite chambre qu'on lui avait choisie comme chef de l'opposition, et là, il dépouillait les dossiers ministériels dont il avait demandé la production dans le cours de la semaine ¹.

Les historiens ont généralement la perception des événements accélérateurs de l'histoire : soit qu'ils aillent en son sens ou la contredisent, soit qu'ils s'opposent ou confirment des destins humains, déjà hors catégorie et reconnaissables à ce titre. Le second épisode du soulèvement des Métis du Nord-Ouest en 1885 est de ce dernier ordre de signification.

Un autre premier ministre qu'Honoré Mercier, ou éventuellement le même, mais dans des circonstances autres (disons, étant plus jeune par exemple), n'aurait peut-être pas pu se solidariser aussi intégralement au cruel destin de son « frère Riel ». L'important n'est certes pas que cette proposition puisse être pleinement exacte — qui, du reste, pourrait en décider ? L'important et, pour nous, le décisif, c'est que cette hypothèse apparaisse tout à fait plausible et s'insère convenablement à ce point de la narration.

Entre l'épisode I de « l'affaire Riel » et l'épisode II, il y avait eu une quinzaine d'années et surtout l'exécution de l'officier Thomas Scott dont les violences de langage orangistes étaient telles que le commandement métis crut devoir le passer en cour martiale et le condamner à mort. En 1885, les mêmes abus des Blancs, se comportant comme en pays conquis lors de la construction du chemin de fer transcontinental, entraînèrent une réaction similaire des Métis et de leurs amis indiens. Leurs chefs rappelèrent Louis Riel, réfugié au Montana depuis l'échec du premier soulèvement de 1870.

Avec l'assistance de Gabriel Dumont, Riel organisa la résistance, malgré la désapprobation d'autorités religieuses et de missionnaires, dont le légendaire père Lacombe, missionnaire oblat. Après quelques affrontements sans trop de conséquences, le combat décisif de Batoche rendit les troupes de la répression maîtresses du terrain. Fait prisonnier, Louis Riel aura à affronter la justice des vainqueurs. Cette fois-ci, elle s'annonçait comme devant être sans pitié. Malgré l'ardeur de ses avocats, plaidant autant l'incompétence du tribunal que l'état de maladie mentale de l'inculpé, Riel fut quand même condamné à mort pour haute trahison. Il mourut sur l'échafaud le 16 novembre 1885. La mort de Scott était

¹ Charles LANGEЛИER, *Souvenirs politiques de 1878 à 1890*, tome I, Québec, Dussault et Proulx, 1909, p. 191.

vengée, et c'est ce qui comptait pour l'honneur britannique et les intérêts ferroviaires.

Au Québec, la consternation est générale, que Gilles Gallichan évoque en ces termes : « On ferme les boutiques et les commerces, on arbore des crêpes noirs, on met des drapeaux en berne et on chante *La Marseillaise* dans les rues en y adaptant des paroles de circonstance :

Enfants de la Nouvelle-France
Douter de nous n'est plus permis !
Au gibet, Riel se balance
Victime de nos ennemis ¹. »

Les demandes de groupements spontanés au Québec requérant la grâce, ou réclamant l'adoucissement d'une peine plus appropriée (par exemple, d'internement thérapeutique dans une maison de santé), restèrent lettres mortes devant toutes les autorités constituées. Sauf des exceptions au Québec dont celles de Wilfrid Laurier et, surtout, d'Honoré Mercier.

Aux dernières heures précédant l'exécution, Mercier tenta un ultime appel auprès de Chapleau l'implorant de prendre la direction d'un mouvement national de protestation en train de se former. Ce fut peine perdue, car le chef conservateur, entre autres risques, semblait craindre les conséquences pensables d'un autre soulèvement. Ses deux autres collègues du cabinet fédéral, Hector-Louis Langevin et René-Adolphe Caron, firent de même, c'est-à-dire rien. On arguait qu'une question de cet ordre relevait clairement des autorités fédérales.

Une semaine plus tard, le 22 novembre 1885, une immense clameur prolongée se fit entendre du Champ-de-Mars à Montréal. S'y étaient réunis 40 à 50 000 manifestants. De différentes tribunes de la grande place, des orateurs, par dizaines, font entendre leurs protestations indignées. Parmi eux, deux vedettes dominant dont les carrières franchissaient alors un pas décisif vers un plus grand pouvoir, chacun dans sa sphère : Laurier et Mercier.

L'homme d'Ottawa parle le premier et met carrément en cause Chapleau ² : « Si j'avais été sur les bords de la Saskatchewan, j'aurais moi aussi épaulé mon fusil. » Mais, demande-t-il par deux fois : « Où est monsieur Chapleau ? Que de fois je l'ai entendu [...]. Par la seule puissance de sa haute éloquence, il arrachait au jury un verdict libérateur ! Il a sauvé des innocents, il a fait acquitter des criminels. Doué par la nature d'un talent transcendant, adoré de son peuple, que n'était-il pas à Regina pour défendre son compatriote Louis Riel, un malheureux dément ? »

¹ Gilles GALLICHAN (*op. cit.*, p. 43) reproduit au complet les cinq couplets de *La Marseillaise rielliste*, texte très peu connu.

² Cité par Robert RUMILLY, *Histoire de la Province de Québec*, tome V, Montréal, Éditions Bernard Valiquette, 1941, p. 19.

Mercier, qui parle immédiatement après, est accueilli par un intense silence. Ce sera jusque-là le discours le plus important de toute sa carrière, comparable à celui qu'il prononcera sous peu et auquel il sera référé par la petite phrase impérative qui passera à l'histoire : « Cessons nos luttes fratricides ! » Il faut s'excuser de ne pouvoir, d'un texte assez long, ne reproduire ici que quelques paragraphes particulièrement percutants :

Riel, notre frère, est mort victime de son dévouement et de la cause des Métis dont il était le chef, victime du fanatisme et de la trahison ; du fanatisme de sir John et de quelques-uns de ses amis ; de la trahison de trois des nôtres qui, pour garder leur portefeuille, ont vendu leur frère.

En tuant Riel, sir John n'a pas seulement frappé notre race au cœur, mais il a surtout frappé la cause de la justice et de l'humanité...

[...]

En face de ce crime, en présence de ces défaillances, quel est notre devoir ? Nous avons trois choses à faire : nous unir pour punir les coupables ; briser l'alliance que nos députés ont faite avec l'orangisme ; et chercher dans une alliance plus naturelle et moins dangereuse la protection de nos intérêts nationaux.

Nous unir ! Oh que je me sens à l'aise en prononçant ces mots ! Voilà vingt ans que je demande l'union de toutes les forces vives de la nation [...]. Il fallait le malheur national que nous déplorons, il fallait la mort de l'un des nôtres pour que ce cri de ralliement fût compris.

Aujourd'hui, affolés de douleurs, nous reconnaissons notre faute et en face du cadavre de Riel nous nous tendons une main fraternelle.

[...]

Mais cette union, messieurs, que nous avons faite et que nous vous prions de bénir, au nom de la patrie que vous représentez, ce n'est pas une union de races contre d'autres races, de religion contre d'autres religions...

Et l'orateur d'informer son auditoire que, « devant l'imminence de danger », il avait délégué le député libéral de Beauharnois « d'aller dire de ma part » à M. Chapleau :

Si Riel est pendu sans que tu résignes, tu es un homme fini ; si tu résignes, tu sauves Riel. Dans le premier cas, le Parti libéral a un puissant adversaire de moins ; et le pays une honte de plus. Dans le second cas, le pays a une gloire de plus et le ministre résignataire devient l'idole de ses compatriotes. J'ai tout à gagner comme chef de parti si tu restes ; tu as tout à gagner si tu résignes. Résigne, Chapleau et mets-toi à la tête de la province. Je serai à tes côtés pour t'aider de mes faibles efforts, et bénir ton nom à côté de celui de notre frère Riel, sauvé de l'échafaud.

Quelle réponse a reçu l'émissaire du puissant ministre d'Ottawa ?

M. Chapleau a refusé la main d'un frère pour garder celle de sir John ; il a préféré les hurlements de quelques fanatiques aux bénédictions de toute la nation canadienne française ; il

a préféré la mort à la vie ; la mort pour lui, la mort pour Riel : sa carrière est brisée comme celle de Riel ! Seulement celui-ci est tombé en homme, celui-là en traître ¹.

Même si l'on pouvait considérer ce dernier mot comme étant de trop, quelle philippique vengeresse et pourtant noble ! Et dont nous n'aurons reproduit qu'une fraction, entre le tiers et le quart...

IV

Telle que vécue au Québec, la crise de l'Affaire Riel tombait à point nommé pour procurer aux *mercieristes* le carburant indispensable à une propulsion du Parti national. Une chance nouvelle serait donnée à une idée qui, avec le premier Parti national, n'avait guère levé une première fois, en 1872. Mercier s'était mis à y songer de nouveau huit ans plus tard, ce qui n'avait toutefois pas entraîné de meilleurs résultats. Au terme de ce va-et-vient de faibles espoirs et de gros doutes, voilà que sainte Conjoncture, patronne des politiciens chanceux, se mettait de nouveau à lui sourire.

Par cette histoire hautement dramatique de l'Affaire Riel, Mercier sentait que sa chance historique était arrivée, tout en sachant que son mérite personnel se réduisait à celui d'un réflexe opportun à une conjoncture ne dépendant pas de lui, ce qui, par ailleurs, ne mettait absolument pas en doute sa profonde sincérité. Les « nationaux » pourraient récolter les avantages électoralistes que commençait à produire le manifeste-programme de Mercier, eux qui avaient reçu l'appui de comités régionaux au mois de juin 1885. Surtout après le discours-choc du Champ-de-Mars, on verra nombre de « conservateurs-nationaux » rallier ouvertement l'union sacrée du parti de Mercier.

Aux élections de la mi-octobre, la coalition libérale et conservatrice-nationale l'emporte avec 35 députés, mais, bizarrement, l'intérimaire John J. Ross, conseiller législatif et non député, refuse de démissionner, convaincu qu'il obtiendra la confiance de l'Assemblée législative. L'imbroglio ne se réglera qu'à l'hiver 1887. Ross finit par démissionner et cède la fonction de premier ministre à son porte-voix Taillon, lequel forme dans la hâte un gouvernement fantôme qui n'allait durer que quatre jours ! Il n'avait même pas réussi à faire élire son candidat au poste de président de la Chambre. C'est l'homme de Mercier, Félix-Gabriel Marchand, que nous retrouverons en II^e partie, qui sera l' élu chargé de présider les travaux de la Chambre. Voilà donc comment Honoré Mercier, qui avait reçu l'onction électorale beaucoup plus tôt, devint finalement premier ministre de la province de Québec. À l'âge de 46 ans. Depuis le temps qu'il y pensait...

¹ Reproduit par J.O. PELLAND, *Biographie, Discours, Conférences, etc.*, Montréal 1890, p. 328-333.

Pour faire quoi ? Du neuf et du vieux. Dans son premier discours en Chambre, en qualité de premier ministre, le 18 mars 1887, Honoré Mercier déclarait :

Côté neuf. En premier lieu, le gouvernement n'est pas un gouvernement libéral, mais national, et je suis ici comme chef du Parti national. Je présente les idées de la majorité de mes compatriotes, les idées de ceux qui veulent un changement pour le mieux. On a voulu en finir avec les choses du passé et c'est cette pensée féconde qui a donné naissance au mouvement qui a fait arriver au pouvoir un gouvernement national, c'est-à-dire un gouvernement comprenant dans son sein toutes les classes et toutes les nationalités, et toutes les nobles aspirations du peuple.

Côté vieux : Quant à la seconde question, je lui dirai carrément (au chef de l'opposition) que je ne proposerai pas, à cette session, l'abolition du Conseil législatif. J'ai quelque chose de plus pressé à faire, dans le moment. J'ajouterai que j'en veux si peu au Conseil législatif que j'y place, autant que possible mes meilleurs amis ¹.

Au sujet de l'inspiration devant animer tout cela, un court extrait du milieu du manifeste-programme du mois de juin précédent la résume remarquablement bien en ces trois lignes, prônant « l'existence d'une administration provinciale fortement constituée, agissante, économe des deniers publics, indépendante du pouvoir central et fortifiée par l'appui du sentiment national ² ».

Quant au contenu spécifique et normatif du programme manifeste, le résumé qui suit en donne une judicieuse illustration : « Ses principaux articles concernent : l'affirmation de l'autonomie des provinces ; la décentralisation de l'administration provinciale ; le maintien d'un système scolaire confessionnel qui, cependant, s'ouvrirait à l'enseignement technique et professionnel ; la garantie des droits des minorités ; le redressement des finances publiques ; des amendements à la législation sur les terres de la Couronne dans un sens favorable aux colons ; une meilleure réglementation sur les heures de travail et une réforme du système judiciaire ³. » La table était mise pour le Parti national au pouvoir sous la gouverne d'Honoré Mercier.

¹ Reproduit *ibid.*, p. 182.

² Le manifeste-programme de Mercier (1886) est reproduit par Daniel LATOUCHE dans *Le manuel de la parole : manifestes québécois*, tome I, 1760 à 1899, Montréal, Les Éditions du Boréal Express, 1977, p. 201.

³ Pierre DUFOUR et Jean HAMELIN, à l'article consacré à Honoré Mercier, *Dictionnaire biographique canadien*, vol. 12 (1891 à 1900), p. 798.

CHAPITRE TROIS

Enfin au pouvoir, c'est-à-dire à l'œuvre : 1887-1891

I

[Retour à la table des matières](#)

De même que Louis-Hippolyte Lafontaine, par la grâce d'un opportun jumelage avec Robert Baldwin, avait rendu à peu près viable un régime aussi bétonné que celui de l'Union, ainsi que George-Étienne Cartier, par l'effet d'un partnership au moins d'intention avec John A. Macdonald, avait porté l'espoir, non complètement illusoire aux Québécois, d'un fédéralisme dualiste, pourrait-on dire, au contraire, du nationalisme d'Honoré Mercier qu'il est apparu comme une espèce de provincialisme actif spécifiquement québécois ? Quoi qu'il en soit de la réponse, il faudrait prendre en compte deux facteurs constants : toute sa vie Mercier sera critique envers le fédéralisme, mais en restant toujours en deçà d'un séparatisme conséquent. Et même, n'avait-il pas tâché, dans ses premières années de vie publique, de faire son nid politique au niveau fédéral, ce qui s'était fait, d'ailleurs, mais avec un succès très relatif ?

Les clameurs de l'Assemblée du Champ-de-Mars comportaient leurs leçons, et non seulement pour ceux des *conservateurs-nationaux*, rompant alors avec les conservateurs. D'autre part, les membres du Parti national devaient dorénavant ne plus oublier les minorités françaises hors de la province de Québec. Lors de ce tournant, les valeurs se rattachant à la tradition avaient rejoint les poussées de nouveauté (on dirait aujourd'hui « de modernité »). Le chef, lui-même, paraissait être un innovateur, non seulement par la promotion des projets classiques d'industrialisation et d'urbanisation, mais par l'utilisation d'une presse davantage populaire et même susceptible de multiplier les adhésions de circonstance.

Aussi n'y aura-t-il pas à s'étonner qu'Honoré Mercier semble avoir été le premier leader à conquérir le pouvoir avec une certaine résonance, pour ne pas dire une vogue, démocratique. Il s'agit de plus que d'un simple élan destiné, par nature, à se distendre, mais d'un véritable train de mesures que n'épuisera certes pas la première session de mars 1887. Fini, donc, ce que Mercier appelait « le langage

méprisant » a l'adresse d'une « province serve », selon les fortes expressions du nouveau premier ministre quelques semaines auparavant ¹.

Honoré Mercier estimait encore que le temps était venu, après vingt ans de mise en place du système fédéral, de procéder à l'évaluation de ce régime. Il invita ses homologues des autres provinces, ainsi que le premier ministre du Canada. Ce dernier, encore John A. Macdonald, aurait estimé déchoir en acceptant. Il refusa même d'y envoyer un représentant, ce qui n'empêcha pas les chefs de gouvernement de cinq provinces d'y participer activement.

La tendance centralisatrice générale, dont le difficilement défendable droit de *désaveu* (des législations provinciales), fut contestée et, à l'inverse, le principe d'autonomie provinciale fut hautement revendiqué. Le premier ministre Macdonald ne donna aucune suite aux propositions dont le premier ministre ontarien, Oliver Mowat, lui avait fait rapport en son propre nom et en celui de ses collègues des autres provinces.

Courtois et matois, Mercier avait offert à son collègue de l'Ontario de présider la rencontre, ce qu'il allait faire avec fierté et doigté. Quant à la position du premier ministre du Québec, Mercier l'avait plus ou moins calquée sur celle du juge Thomas-Jean-Jacques Loranger. Ce juriste avait élaboré une théorie du Pacte ou de la Charte constitutionnelle, opposée à celle du Contrat, qu'avaient négocié les participants très *politisés* des rencontres de fondation de 1864 et 1867. (Le gouvernement Lesage, élu en juin 1960, allait proposer de ranimer la coutume, depuis longtemps désuète, de ces conférences interprovinciales. Depuis la reprise de cette coutume, les rencontres des premiers ministres provinciaux se tiennent régulièrement au mois d'août de chaque année. L'on sait que cette dichotomie conceptuelle, tout à fait fondamentale, *Pacte* ou *Contrat*, persiste encore, sous d'autres noms, au cœur des débats constitutionnels Canada-Québec.)

Quant au rôle tenu par Mercier, lors de la première conférence interprovinciale d'octobre 1887, l'histoire rapporte ce mot de Mowat, qui semble n'avoir pas été une boutade ni une taquinerie : « Mercier nous dépasse tous de la tête et des épaules ². » À prendre littéralement, il y aurait eu de quoi se rengorger.

II

Le premier acte, avec effet de coup d'éclat, qu'allait poser le gouvernement Mercier, fut le règlement du dossier dit des « biens des Jésuites ». Longue et

¹ D'un discours prononcé à Québec le 26 janvier 1887, cité Par Charles LANGELE, *Souvenirs politiques*, vol. I, p. 252-253.

² Cité par Pierre DUFOUR et Jean HAMELIN à l'article *Mercier* du *Dictionnaire biographique canadien*, vol. 12, 1891-1900, p. 789.

épineuse histoire, qui requiert, pour l'intelligence du dossier, le rappel de certains faits d'histoire. D'abord, la suppression de la Société en 1773 par le pape Clément XI, puis son rétablissement, une quarantaine d'années plus tard, en 1814. Secondement, leur extinction démographique avec la disparition du dernier jésuite canadien, le père Casot, en 1800, en conséquence de quoi la Couronne avait pris possession des biens de la Compagnie de Jésus, constituant des terres équivalant à sept grandes seigneuries. Dès lors leurs revenus avaient été affectés aux progrès de l'instruction protestante au Canada.

Mais, leur société ayant été rétablie à partir de 1842, les jésuites revinrent graduellement au pays, tout en étant encore dépouillés de leurs biens. Aussi, appuyés par leurs évêques, les dirigeants de la Société présentèrent des requêtes à l'autorité politique pour un recouvrement, ressemblant, dans les circonstances, à une restitution. Encore que la solution éventuelle d'une compensation indirecte n'était pas écartée... Il n'est pas besoin d'évoquer, par le détail, les tensions, susceptibilités et incompatibilités de tous les agents mis en cause à divers paliers. Non résolue, cette affaire persistante risquait de pourrir ou, au moins mauvais, de stagner. D'un gouvernement à l'autre, on se renvoyait le dossier. Le gouvernement de Mercier, s'affichant comme le symbole d'un temps nouveau, releva le défi dès la session de 1888, ne se satisfaisant pas de l'esquiver comme le faisaient les gouvernements précédents. Le premier ministre commença par s'assurer en haut lieu, à Rome même, qu'il aurait l'autorisation de régler l'affaire. C'était, certes, de bonne prudence.

Il propose donc un mode de partage ingénieux dans les proportions suivantes : d'une indemnité globale de l'ordre de 400 000 dollars, le pape lui-même ferait la répartition entre des diocèses et l'Université Laval. Les jésuites obtinrent une somme correspondant au quart de ce montant, ce qui n'était pas négligeable ; pas plus, du reste, qu'un montant de 60 000 dollars, dévolu au réseau d'éducation protestante. Au Québec, l'opération sera considérée comme un coup de maître, accompli en un minimum de temps et de casse !

Dans le Canada de l'autre langue et de l'autre religion, il n'en allait pas tout à fait de même. Des expressions comme *Rome Domination* ou *Aggressive Romanism* avaient cours. En certains milieux, on espérait provoquer le désaveu fédéral d'une législation provinciale. Devant l'inaction de l'État central à ce propos, s'organisa l'*Equal Rights Association* pour lutter contre les privilèges estimés abusifs dont jouissaient les catholiques et francophones au Canada. Dans un texte récent, un historien fait observer que « les equalrightistes font plus de bruit que de mal au gouvernement Mercier. Ils représentent cependant une phalange très active qui fera tout pour nuire à ce gouvernement qui flaire la subversion papiste. On surveille les discours de Mercier qui soulèvent régulièrement des réactions négatives [...]. Au Canada anglais on n'aime pas son attitude frondeuse et cette habitude qu'il a de rappeler — et jusqu'en France — qu'il représente un pays conquis, mais jamais

soumis ¹. » À l'autre bout du spectre des opinions, il n'est pas besoin d'insister sur le fait que le règlement des biens des jésuites avait plutôt eu de quoi plaire aux ultramontains : soit dans la proportion inverse où s'agitait, de l'autre côté, l'esprit orangiste...

La colonisation, en ce siècle, c'était plus qu'une promesse, ou qu'un premier investissement, en agriculture : elle évoquait d'abord des routes et des chemins de fer à construire d'après d'autres tracés que ceux des sentiers de chasseurs ou de forestiers. Et même, son symbole devenait au Québec une personne énorme jusqu'à en être statuesque, tel une espèce d'ogre bienfaisant, le curé Labelle... Bientôt on trouvait bon de scinder les ministères de l'Agriculture et de la Colonisation, quitte à les faire dépendre d'un même titulaire gouvernemental. Le ministère de la Colonisation pouvait aussi être considéré subsidiairement comme une espèce de ministère de la Population. Car il s'imposait d'abord de contrer la saignée migratoire, de plus en plus massive, par delà la frontière de la Nouvelle-Angleterre en offrant aux citoyens du Québec de nouvelles terres à fertiliser. *Emparons-nous du sol !* fut un slogan qui aura eu plus d'un auteur et beaucoup de répétiteurs.

Pour Honoré Mercier, le curé Labelle n'était pas porteur de références spécialement convaincantes. Lié au clan des Nantel de Terrebonne, il était plutôt étiqueté conservateur et, ce qui n'arrangeait rien, il se considérait comme un ami très cher de Chapleau. Mais le premier ministre Mercier disposait d'une grande force de persuasion. Il venait de procéder à un remaniement ministériel, gardant pour lui l'Agriculture et la Colonisation, mais il avait convaincu le curé de Saint-Jérôme d'en être sous-commissaire afin de pouvoir l'organiser comme il convient. Et puisque Mercier croyait, ainsi que Labelle, qu'il y avait telle chose qu'une noblesse terrienne, pourquoi ne pas fonder l'Ordre du Mérite Agricole ? Et pourquoi ne pas faire équivaloir une récompense au mérite spécifique, par exemple, en accordant à une famille qui compte douze enfants vivants une terre de cent acres, ce qui faisait « sourire » l'historien rapportant ce fait ² ?

III

Comme tête de la coalition imprécise qu'était devenu le Parti national, Honoré Mercier avait de la difficulté à rassembler et, même, à reconnaître « tout son monde ». Les libéraux de stricte obédience ne se sentaient guère à l'aise dans le voisinage des conservateurs-nationaux, lesquels se seraient trouvés encore plus désorientés s'ils étaient restés à la position désavantageuse de laquelle ils venaient de glisser... D'autre part, des intimes dans l'entourage du premier ministre n'inspiraient guère confiance. Ainsi, le clan des Langelier (prénommés Charles,

¹ Gilles GALLICHAN, *Honoré Mercier : la politique et la culture*, Sillery, Septentrion, 1994, p. 51-52.

² *Ibid.*, p. 48.

Jean-Chrysostôme et François) et, davantage encore, le journaliste Ernest Pacaud suscitaient carrément de la méfiance. Les *Rouges* n'avaient pas d'autre choix que de se rallier, à moins de se satisfaire d'osciller en quelque lointaine périphérie... La loyauté disciplinaire n'avait jamais été l'apanage des jeunes libéraux. Bref, chaque groupe savait affirmer son quant à soi dans sa propre déclaration de loyauté au chef Et l'ensemble ne pêchait pas par abus de cohérence...

À défaut de théorie, on pouvait tout au moins resserrer la doctrine, pensait le chef du Parti national. Et c'est bien un grand coup que va tenter Mercier à l'occasion de l'inauguration du monument Cartier-Brébeuf à Québec, coïncidant avec la célébration de la Saint-Jean, le 24 juin 1889. Le discours qu'il va prononcer en cette occasion particulièrement solennelle sera celui qui résistera le mieux à l'usure du temps. Tout le monde retiendra au moins l'impératif de la péroration : « Unissons-nous ».

D'autre part, les organisateurs avaient fait un effort particulier pour obtenir une très forte participation de groupes de franco-américains. On entendit force discours et allocutions. D'abord, officiaient les deux orateurs rituels de ce genre de célébration : l'ex-premier ministre P.-J.-O. Chauveau, parlant au pied du monument Cartier-Brébeuf ; et le juge Adolphe-Basile Routhier, sur la terrasse Dufferin. Rumilly a fait le compte des seize orateurs au banquet, dont Laurier et Mercier en tête. Chef du Parti libéral fédéral depuis deux ans, Laurier reste « toujours assuré d'un beau succès à Québec ¹ ».

Prenant la parole, le premier ministre du Québec commence par saluer fraternellement les invités d'outre-frontière :

J'ai visité les États de la Nouvelle-Angleterre ; j'en suis revenu enthousiasmé, à l'aspect des ouvriers bien vêtus, se montrant fièrement dans les rangs de la procession de la Saint-Jean-Baptiste, notre fête nationale, qu'ils ne craignent pas de célébrer avec éclat, se faisant ainsi respecter par les autres races ²...

Et d'enchaîner tout de suite sur la réussite récente de l'affaire des biens des jésuites :

Nos ennemis cherchent à soulever des préjugés contre nous, et unissant maladroitement les haines qu'ils ont pour notre nationalité à celles qu'ils ont pour notre religion, ils font entendre

¹ Selon une remarque de Rumilly, qui venait de dire au sujet de Laurier : « Les Canadiens français, transportés d'orgueil à voir l'un des leurs accepté comme un chef par des Anglais éminents de toutes les provinces, lui passeront tout. » Dans le même contexte, l'historien note, par ailleurs, au sujet de John A. Macdonald, qu'il était « doté de qualités si éminentes qu'elles lui eussent permis de faire sa marque n'importe où dans le monde et que à l'exception peut-être de M. Mercier, personne sur ce continent n'a excellé davantage dans l'art de gouverner les hommes » (nous soulignons), Robert RUMILLY, *Honoré Mercier et son temps*, tome 2, 1975, p. 93.

² *Ibid.*

des cris de rage à l'occasion d'un grand acte de justice accompli récemment au nom de l'État, afin de restituer des biens illégitimement acquis ¹.

Suivent quelques paragraphes dont le contenu tient en moins de deux lignes : « Cette province de Québec est catholique et française, et elle restera catholique et française. » De ce « discours mâle d'Honoré Mercier », dont Rumilly précise qu'il « est fait pour toucher le peuple et l'exalter », ces dernières lignes d'introduction : « Nous mourrons catholiques et français ! Ce sera notre testament et le leur [de nos successeurs] ; dernières volontés suprêmes d'un peuple héroïque, transmises de père en fils, de génération en génération, jusqu'à la consommation des siècles. » Et voici enfin la grande semonce, ce texte classique, qui ne souffre pas d'interruption, ni d'abrégé :

Pour obtenir ce grand résultat et consolider ainsi nos destinées, nous avons un devoir impérieux, urgent, solennel, à remplir. Ce devoir, c'est de cesser nos luttes fratricides et de nous unir.

Nous ne sommes pas aussi forts que nous devrions être parce que nous sommes divisés. Et nous sommes divisés parce que nous ne comprenons pas les dangers de la situation. Nos ennemis sont unis dans leur haine de la patrie française ; et nous, nous sommes divisés dans notre amour de cette chère patrie.

Pourquoi ? Nous ne le savons pas. Nous sommes divisés parce que la génération qui nous a précédés était divisée. Nous sommes divisés parce que nous avons hérité des qualifications de rouges et de bleus ; parce que le respect humain nous dit de nous appeler libéraux et conservateurs ; parce qu'il est de bon ton d'avoir un nom et un titre sous prétexte d'avoir des principes ; parce qu'il est de mode de défendre les principes, surtout quand ils ne sont pas attaqués.

Brisons, Messieurs, avec ces dangereuses traditions ; sacrifions nos haines sur l'autel de la patrie, et dans ce jour de patriotiques réjouissances, au nom et pour la prospérité de cette province de Québec que nous aimons tant, donnons-nous la main comme des frères, et jurons de cesser nos luttes fratricides et de nous unir.

Que notre cri de ralliement soit à l'avenir ces mots qui seront notre force :

Cessons nos luttes fratricides ; unissons-nous ² !

S'il peut être utile de rappeler les circonstances dans lesquelles un grand texte naît, il peut moins convenir de le commenter dans le chaud de la découverte. Ainsi en était-il, quoique différemment, au sujet du discours du Champ-de-Mars le 22 novembre 1885. À cette occasion de l'inauguration du monument Cartier-Brébeuf, la date à retenir est celle du 24 juin 1889.

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*, p. 95.

IV

Aux élections générales du 17 juin 1890, Honoré Mercier remporte une victoire éclatante. La célébration ne l'est pas moins : un colossal banquet à Montréal réunit deux mille convives afin d'entendre les deux grands chefs libéraux, Mercier et Laurier. Entre un peu avant et un peu après, c'est la période du bref apogée de Mercier, et de l'homme d'État et du politicien, tous les deux confondus ou difficilement dissociables sous l'appellation du « grand Mercier ». Gallichan décrit l'ambiance d'intensité et même de fièvre : « Il contrôle tout [...]. Il délègue, approuve, consulte, refuse, diffère selon les informations qu'il demande à ses ministres et collaborateurs ¹. »

Il ne manque pourtant pas d'adversaires, que la langue fruste de l'époque appelle plutôt des « ennemis » : sur la colline parlementaire, dans la capitale fédérale et dans les officines montréalaises, sans oublier cette agaçante pointe de l'aiguille qu'est *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*. Le journal des débuts de Mercier ne donne précisément pas dans le chauvinisme à son endroit. Ne serait-ce pas l'une des raisons de Mercier d'avoir pris du champ avec sa région d'origine en se présentant candidat à l'autre bout de la vaste province, dans le comté de Bonaventure ? C'était tout au moins une bizarre idée ; mais il ne pouvait tout de même pas deviner qu'il y trouverait le début de sa déchéance prochaine.

Il est des types de succès difficiles à porter, et même d'entourages à... supporter ! Un journal, *L'Étendard* de Montréal, décrète que « c'est par son entourage que le gouvernement Mercier périra » et d'évoquer l'autorité d'un « Machiavel [qui] règne en souverain sur le Parti libéral-national ² ». Mais aussi, on s'active, probablement avec une certaine part d'agitation. Jamais la machine à fabriquer des lois n'avait autant fonctionné : à la session de l'automne 1890, l'augmentation est de l'ordre de 30 % par comparaison avec les précédentes et de près du double 58 %) pour la moyenne depuis l'établissement de la fédération ³.

Devant prendre garde que ses bonnes relations avec Mercier ne soient pas trop apparentes, afin de ne pas soulever la méfiance du vote à tendance libérale du Canada anglais, Laurier accepte la participation de Mercier aux élections de février 1891. Mais l'audacieux projet de battre enfin Sir John A. ne réussira pas. À l'échelle de la province de Québec, toutefois, c'est Laurier le vainqueur avec une douzaine de sièges de majorité. S'il avait pu ou dû se passer de courir le risque d'avoir Mercier à ses côtés... toutefois, il ne semble pas que celui-ci ait été un si mauvais risque.

¹ GALLICHAN, *op. cit.*, p. 53.

² RUMILLY, *op. cit.*, p. 169.

³ Je fais ici état de données du professeur Louis Massicotte, que cite GALLICHAN, *op. cit.*, p. 59.

Mercier continue à faire face à la pression des affaires dans sa capitale ; mais entendons d'abord, par « affaires », leur sens strict d'économie financière. D'autres intérêts que les québécois ont déjà manigancés contre les projets financiers à Wall Street, qu'entretenait le premier ministre Mercier. Qu'importe ? Il y a d'autres marchés, et pourquoi pas en Europe, à Paris ?

Ce qui serait bien l'occasion de joindre l'utile à l'agréable avec l'itinéraire d'une tournée-pèlerinage aux sources de la Nouvelle-France... L'objet officiel du voyage : contracter un emprunt de 10 millions (ce qui n'était pas peu en dollars d'époque !). Disons tout de suite qu'il n'en rapportera qu'un peu moins de la moitié, soit quatre millions. On échange des renseignements industriels, on visite des usines, on établit des contacts commerciaux. On consulte même les entreprises Eiffel, constructeurs de la dernière « merveille du monde », attraction et cadeau de l'exposition universelle de 1889. Et n'est-il pas question, au pays, d'un Pont de Québec (du type cantilever) entre les deux rives du Saint-Laurent, à proximité de Québec-Lévis ?

V

L'espèce de « grande idée du règne », c'est donc bien la grande parade touristique et semi-officialisée en France du fait du statut officieux d'Hector Fabre, « commissaire général du Canada » à Paris depuis 1882. Comme cet ancien journaliste, recyclé dans le grand tourisme, sait faire les choses, le premier ministre du Québec est au mieux traité : appartement dans le quartier central de l'Opéra ; invitations, sorties et visites, etc. Une agence d'information collige les documents et coupures de journaux qui font écho à cette visite¹. Le discours du premier ministre du Québec le plus remarqué fut celui qu'il prononça à Chartres, célèbre pour les vitraux de sa cathédrale. En hommage à Jacques Cartier, Mercier fait le voyage à Saint-Malo, y faisant même don d'une mosaïque à la cathédrale.

Mais la grande minute d'émotion fut réservée au village et à l'église de ses ancêtres, à Tourouvre qui est au cœur du pays percheron. Des vitraux commémoratifs sont la marque du passage de Mercier dans le village de son ancêtre Julien, le premier du nom à avoir émigré en Nouvelle-France.

Puis, vinrent les distinctions honorifiques. Alors que la France le décorait de la Légion d'Honneur, la Belgique lui décerna l'Ordre de Léopold. Pour s'être entremis si efficacement dans le règlement de l'affaire des biens des jésuites au Canada, le premier ministre du Québec aura droit à l'insigne honneur d'être reçu par Léon XIII, ainsi que par nombre de cardinaux et de prélats de la cour romaine. Aussi, en

¹ Il s'agit du *Courier de la presse* qui dépouillait sur demande reportages et éditoriaux. Selon Gallichan, Mercier était « bien satisfait de recevoir des quantités considérables de rapports » (*op. cit.*, p. 56).

cette capitale de la chrétienté, il reçut deux hautes distinctions : les titres de comte palatin et de commandeur de l'Ordre de Saint-Grégoire.

Il n'y aurait pas lieu de cacher que notre homme aimait les honneurs, la richesse et ce qu'elle permet : le grand train de maison, résidences multiples, beaux équipages, musique d'ambiance et tables bien garnies. De même, pour sa personne, il se gâte : habits dispendieux et de bonne coupe, pelisses recherchées. Il se donne même l'illusion de mener une vie de seigneur, en se portant acquéreur du vieux manoir de Madeleine de Verchères à La Pérade ; il le restaure et lui donne le nom de... Tourouvre ! Il semble aussi fort heureux de recevoir de grands artistes, telle Madame Albani, ou des fils de famille noble : autant le comte de Paris ou le duc de Lévis que le prince George d'Angleterre.

Naguère, c'était à Saint-Laurent en 1883, le 6 septembre, Mercier avait injurié Chapleau, son rival préféré : « Il n'y a rien de pire que l'insolence d'un parvenu. » Il aurait pu, certes, se l'adresser, l'injure de l'insolence. Mercier fit pire en abusant de l'accusation de « trahison ¹ ». Bien entendu, ni l'un ni l'autre homme n'avait inventé le genre. Mais c'est partie de notre sujet que se signaler que les deux grands messieurs de la politique québécoise de cette époque ne l'étaient pas en tout, ni tout le temps, et surtout pas dans leur conduite mutuelle. En l'occurrence, on peut faire état de l'aspect *jeu* de pugilat, mais sans code, puisqu'il a déjà été mentionné que les deux adversaires s'entendaient comme larrons en foire, ne s'en voulaient guère ou pas du tout. Nous en fournirons la preuve, comme point de chute de notre exposé ², alors qu'à l'heure ultime de l'un d'eux, l'autre à ses côtés se mit à parler d'une façon qui ne peut plus mentir...

Pour l'instant, il s'agit de terminer le présent chapitre. Or il se trouve qu'à un jour du mois d'août 1891, se tenait une bizarre garden-party chez Mercier, qui avait organisé « sur son domaine de La Pérade une grande fête pour les zouaves pontificaux à qui il remet des médailles et des décorations que leur envoie le pape. Une fête retentissante, un gala mémorable comme il les aimait ³. » En effet, oh ! combien.

¹ Donnons quelques spécimens des aménités de Mercier à Chapleau : « Jusqu'à ce jour, on a cru qu'il n'était qu'audacieux ; mais il est évident qu'il nous est revenu de Californie pas mal effronté. Il n'y a rien de pire que l'insolence d'un parvenu. Hier, quand il était pauvre, il était humble et modeste ; aujourd'hui qu'il est riche, il ne reconnaît plus ceux auxquels il a offert une alliance. » On pourrait citer à pleines pages ! Une autre citation sur la « trahison » dans le prolongement du précédent texte : « Il nous a parlé de son prétendu mépris pour les traîtres. Lui, avoir du mépris pour les traîtres ! Mais depuis quand ? La trahison, mais est-ce que ça n'a pas toujours été un titre suffisant pour gagner son amitié [...] ? Quel rôle a-t-il joué dans le gouvernement de M. de Boucherville ? Le rôle d'un traître. Quel rôle a-t-il joué pour renverser le gouvernement Joly ? Encore le rôle d'un traître. » (Dans J.O. PELLAND, *Biographie, Discours, Conférences, etc. de l'hon. Honoré Mercier*, Montréal, 1890, p. 450.)

² Voir la finale du prochain chapitre.

³ GALLICHAN, *op. cit.*, p. 58.

CHAPITRE QUATRE

Chassé du pouvoir, c'est-à-dire l'épreuve : 1891-1894

I

[Retour à la table des matières](#)

Les questions cruciales portant sur la dette publique, et surtout de ce qu'un euphémisme appelle son « service », sont de tout temps : notre époque récente n'a fait qu'y ajouter des ordres de grandeur astronomique. Les politiques dépensières d'il y a un siècle, bien sûr présentées sous l'étiquette de la nécessité ou du progrès, n'engendraient pas moins l'inquiétude populaire, surtout si celle-ci était stimulée par la presse d'opposition, lançant de spirituels brocards du genre d'emprunts « à jet continu », « à perpétuité »¹.

Un train de vie somptuaire, ou qui en donnait l'impression par un clinquant d'apparat, ne pouvait faire autrement que d'entretenir la méfiance envers les gens en place. Malgré la classe naturelle de sa personnalité, Honoré Mercier ne semblait pas s'en rendre compte. Il ne manquait plus que le parfum du scandale brut, et prouvé, pour qu'une grande partie de la population déconsidère pour longtemps, sinon à jamais, le plus populaire des chefs politiques que la société québécoise avait eus depuis Papineau. Clans parentaux et coterie partisans offraient éventuellement les ressources d'une clique bien rodée, qui pouvait profiter de l'occasion ou, peut-être même, la créer.

Le scandale du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs fut l'une des « affaires » les plus complexes — entendons entremêlées et obscures — de notre histoire politique. Elle mettait en cause des acteurs de premier plan, des forces occultes, autant que des autorités officielles et connues ; des hommes de la politique, de la finance, des entreprises publiques ; des politiciens, dont plusieurs parlementaires, des juges ou enquêteurs, ressortissant à plus d'un niveau du système, fédéral ou provincial. Elle donna lieu à de nouveaux alignements électoraux et à des

¹ Expressions de journaux du temps, *La Minerve* et *L'Étendard*, citées par Gilles GALLICHAN, *Honoré Mercier : la politique et la culture*, Sillery, Septentrion, 1994, p. 61.

renversements de situation. Les positions entre les partis rivaux pouvaient changer du jour au lendemain. Tintamarre et charivari.

Les ouvrages d'histoire générale n'accordent à cette question guère plus que les six à huit lignes requises à l'essentiel : déclenchée par une décision irréfléchie d'Honoré Mercier, l'affaire allait entraîner la fin hâtive d'un homme d'État, tuant littéralement ce personnage bâti en force et donnant l'impression d'une vitalité débordante.

Ce qui nous importe n'est pas la matérialité des faits, ni les retournements multiples de situation, non plus que leur intercausalité, d'ailleurs variable selon le fil chronologique. Voici un homme politique hors du commun qui va vivre un drame en conséquence première de ses erreurs de jugement. Il sera capable de sursauts virils afin de reprendre en main la direction d'opérations antagonistes allant en tous sens, mais ayant toujours la même visée : établir d'abord ses torts. Ce qui nous intéresse avant tout, c'est l'homme réagissant aux coups d'un sort cruel, aux adversaires qui avaient manifestement juré sa perte. Et comme un malheur n'arrive jamais seul, ils s'enfilaient...

II

Le tort du premier ministre, le plus grand sinon l'unique, c'est d'avoir refusé d'admettre à temps ce que tout le monde, surtout dans l'entourage immédiat, voyait. Comme s'estimant prémuni d'une immunité spéciale, il niait tout. Et il continua à crâner, mais ce fut pour se voir traîné finalement devant une commission d'enquête, puis révoqué de son poste de premier ministre par le lieutenant-gouverneur Auguste-Réal Angers et, comble d'ironie, d'être finalement remplacé par un ancien premier ministre, Charles de Boucherville ! Après s'être imposé quelques jours de réflexion, Mercier répond d'estoc à Angers qui, après tout, est le chef d'État (et qui semble vouloir répéter le « coup d'État » d'un prédécesseur, Letellier de Saint-Just). Il lui adresse ce message énergique et dont la finale paraît teintée de quelque fatuité :

Puisque vous étiez décidé à vous débarrasser de vos ministres, vous n'aviez besoin ni de mes explications ni d'une enquête, et celle-ci devient une farce bien coûteuse.

Vous êtes si pressé d'atteindre votre but, de mettre le pouvoir entre les mains de vos amis politiques, que vous n'attendez même pas le rapport définitif de la Commission dont vous-même avez choisi les membres et imposé la juridiction ; et, abusant de la maladie du juge Jetté, vous faites procéder ex-parte ses deux collègues contre toutes les règles des convenances et de l'étiquette professionnelle...

Vous dites que vous me retirez votre confiance. Vous vous faites illusion, car, vous le savez bien, vous me l'avez toujours refusée, cette confiance. Vous êtes sorti des luttes actives de la politique pour monter sur le Banc, où vous êtes toujours resté partisan. Vous avez laissé le

banc judiciaire pour aller à Spencer-Wood, et là encore vous avez tenu, tout le temps que j'ai été votre aviseur, la conduite d'un partisan politique.

Je savais que je n'avais point votre confiance, mais je savais aussi que je n'en avais pas besoin. J'avais celle du peuple et de la grande majorité de ses représentants, et celles-ci me suffisaient.

[...] Votre conduite, Monsieur, dans toute cette malheureuse affaire, met en danger nos institutions politiques et porte atteinte sérieusement à l'autonomie de notre province. Je vais essayer de défaire votre œuvre néfaste avec le concours de mes ex-collègues et de mes amis politiques. Je vais dépenser dans ce but tout ce que j'ai d'énergie et de courage... J'irai bientôt devant le peuple et recevrai de ses mains puissantes un mandat nouveau, qui me permettra de reprendre le poste dont vous m'avez chassé, et de vous faire sortir, constitutionnellement mais sûrement, de Spencer-Wood, si vous y êtes encore ¹.

À force de se laisser distraire par la tournure incongrue des événements la coalition, qui avait porté Mercier au pouvoir, commençait à se disloquer. Et ce n'était pas un phénomène passager. Lui, le premier ministre, préfère jouer aux grandes manœuvres électorales plutôt que de livrer une guerre de tranchée dans la grande salle de l'Assemblée législative. La lettre de Mercier avait déclenché des commentaires d'une rare violence dont voici trois spécimens : « C'est le langage passionné, violent, injurieux, d'un démagogue et d'un charlatan », *La Minerve* ; « Monsieur le Comte est évidemment sous l'influence du désespoir. Il ne discute pas, il hurle, il rage », *La Presse* ; « C'est la lettre d'un fou furieux », *Le Courrier du Canada* ². Voilà un langage dont l'urbanité n'est pas la marque dominante.

Comme conséquence des élections du 8 mars 1892, que Mercier perdra avec un résultat confinant au désastre en comparaison avec ce qui avait été un triomphe, une vingtaine de mois plus tôt, il va s'ensuivre une purge sans merci et « tout ce qui flaire le "mercierisme" est éradiqué ³ ». *Sic transit gloria mundi*, ainsi que disaient les anciens Romains. Et l'homme public n'est pas encore au bout de ses peines, selon ce presque dicton de la sagesse populaire. Pendant qu'il se dépatouille comme il peut des ramifications diverses du scandale de la Baie des Chaleurs, une autre affaire lui tombe dessus : une vilaine question de patronage, celle du libraire Langlais de Québec, va entraîner une autre enquête. L'homme est seul ou presque — a part Israël Tarte, Rodolphe Lemieux et Lomer Gouin, ces deux derniers devenant ses fidéicommissaires lorsque sa ruine financière devint intégrale, et qu'il dut déclarer faillite.

Mercier connaîtra même l'ignominie d'un procès devant jury. On ne peut le déclarer vengé du fait qu'il l'ait gagné haut la main. Le verdict devait être unanime : il le fut, et la délibération du jury dura moins de dix minutes. Presque un siècle plus tard, le juriste Dollard Dansereau en tirait cette leçon sous la forme d'un

¹ Cité par RUMILLY, *Histoire de la province de Québec*, tome VI, Montréal, Éditions Bernard Valiquette, 1941, p. 263-264.

² Cité, *ibid.*, p. 264.

³ GALLICHAN, *idem*, p. 66.

exergue à l'étude qu'il venait d'en faire : « Où l'un des hommes d'État les plus remarquables au Québec a été ruiné à la suite d'une accusation infamante que la justice a tardé trop longtemps à rejeter.¹ » Non seulement Mercier et un autre intimé du nom d'Ernest Pacaud furent acquittés par le jury d'une cours d'assises, ils furent même acclamés par une foule qui les porta en triomphe. L'effet de ce baume fut sans doute bienvenu chez un homme victime d'acharnement judiciaire et dont on saura sous peu qu'il était sévèrement atteint du diabète.

Mercier est conscient qu'il n'a guère plus d'avenir politique et que son futur tout court se contracte petit à petit. Il confie la direction de l'opposition parlementaire à son collègue Félix-Gabriel Marchand, doyen de la Chambre et ci-devant président de l'Assemblée. Il avait songé à se retirer à son manoir de Tourouvre et à s'occuper de la rédaction de ses mémoires... La déclaration de faillite financière a raison de tout par un ensemble de procédés qui n'honorent pas le genre humain². Mais quand lui tomba dessus la bassesse du procès, elle le fouetta et il relança une discussion d'idées de haut vol à propos de rien de moins que de la place du Canada dans le monde et de ses rapports avec les États-Unis et l'Angleterre.

III

L'homme qui avait cristallisé sa réputation de grand orateur patriote au Champ-de-Mars en 1885 montrera encore à Montréal, cette fois-ci au parc Sohmer, qu'il possède toujours des réserves d'énergie et de lucidité. En ces temps-là, on discutait beaucoup du statut international du Canada. Lui, Honoré Mercier, premier ministre déchu de la province de Québec, demeurait encore dans l'opinion un principe de contradiction. Six mille personnes avaient envahi les espaces libres de ce parc

¹ Dollard DANSEREAU, « L'Affaire Honoré Mercier », dans *Causes célèbres du Québec*, Montréal, Leméac, 1979, p. 55. Cette courte étude d'une quinzaine de pages est fort utile pour saisir l'enchaînement complexe des systèmes de droit (*common law* avant l'entrée en vigueur du code pénal canadien) ; la nature entremêlée des chefs d'accusation, des procédures abusives et revanchardes, en particulier du procureur général (le ministre Thomas Chase-Casgrain, conservateur et adversaire), disait : « J'ai promis à mes électeurs de Montmagny de traduire Honoré Mercier en justice et de l'envoyer en prison » (cité, *ibid.*, p. 56). Ce même Chase-Casgrain avait été l'un des procureurs du ministère public lors du procès de Louis Riel.

² « Il perd tout : terrains, maisons, chevaux, voitures, vêtements, meubles et même sa bibliothèque », GALLICHAN, *idem*, p. 69. De Dansereau (*ibid.*, 57-58), ce paragraphe révélateur : « De leur côté, ses créanciers – ils sont légion – se lancent à la curée. D'abord les fournisseurs : l'épicier, le boucher, le marchand de charbon, le plombier, et d'autres. Ce sont ensuite les grands magasins, en particulier Dupuis et Frères ainsi que Morgan. Accourent enfin les prêteurs et les banquiers. Toutes les propriétés d'Honoré Mercier sont mises en vente [...]. Ses adversaires ne manquent pas de lui reprocher ses extravagances, dans le but de le perdre aux yeux d'une population laborieuse et économe, composée de paysans et de gagne-petit. Rien ne lui a été ménagé, sauf l'emprisonnement dans l'attente du procès. C'est peut-être Israël Tarte qui lui a épargné cet outrage. "Que l'on prenne garde, écrit-il, M. Mercier en prison sera plus dangereux que M. Mercier en liberté." »

d'amusements. Réflexion ô combien naturelle de l'orateur : « J'ai encore des amis ! » Il entretiendra cette foule ¹ pendant deux heures, sans voiler les malheurs qui l'assaillent : « Qu'importe un malheur de plus, après tous ceux que j'ai éprouvés dans ces derniers temps, pourvu que je fasse du bien à mes compatriotes. » Il énumère les quatre choix possibles : le *statu quo* du régime actuel, la fédération impériale, l'Union avec les États-Unis, l'indépendance. Son option porte sur le quatrième, à condition de bien se rendre compte qu'il s'agit de l'indépendance *du Canada*. D'abord, il s'applique à évacuer tout soupçon d'anglophobie tout en s'efforçant de parler franc :

Je ne suis pas anglophobe. J'admire les Anglais et j'aime les Anglaises ; mais l'Angleterre me laisse indifférent, presque froid. J'admets qu'elle nous a fait du bien ; mais je crois qu'elle nous a fait plus de mal que de bien et que, si nous avons prospéré, nous surtout, les Canadiens français, ce n'est pas de sa faute. Nous avons contribué pour beaucoup à la fortune de ses marchands et nous avons toujours payé généreusement les gouverneurs qu'elle nous a envoyés [...]

Tous comptes tirés, nous ne devons rien à l'Angleterre ; et nous pourrions nous séparer d'elle, quand la majorité, régulièrement consultée, le voudra, sans remords de conscience, sans déchirement de cœur, et même sans verser de larmes [...]

La conclusion était donnée par cette précision en forme de mise en garde ; le ton devenait celui du ralliement :

Vous n'êtes qu'une colonie ignorée du monde entier ; je vous offre de devenir un grand peuple, reconnu et respecté parmi les nations libres.

Hommes, femmes et enfants, à vous de choisir : vous pouvez rester esclaves dans l'état de colonie, ou devenir indépendants et libres, au milieu des autres peuples qui vous convient au banquet des nations ².

Rumilly établit une judicieuse liaison entre ces propos et ceux qu'Henri Bourassa (alors âgé de 25 ans) tiendra 22 ans plus tard, en 1915, à l'enseigne de ce titre : *Que devons-nous à l'Angleterre ?* pour conclure que le Canada n'a pas d'obligation militaire envers la métropole impériale. Surtout, « de mois en mois, écrit l'historien, il semble que soit davantage révolue l'époque [...] des grands duels qui mettaient aux prises ces deux athlètes : Chapleau et Mercier, avec les crinières rejetées, les torsos bombés, des éclats de voix et des défis dramatiques. On goûte un autre genre d'éloquence, plus académique, où la passion est contenue et la poésie a fleur de verbe : celle de Laurier ³. » C'est lui le prophète des temps

¹ Comme indice de l'importance de l'événement, Rumilly rapporte : « Il y a aussi les correspondants des journaux canadiens, et ceux du *New York Herald*, du *New York Times*, du *New York World* et du *New York Sun*. Les Américains sont curieux de savoir si les campagnes annexionnistes de Wiman trouveront ce soir-là, quelque écho en faveur de l'annexion du Canada aux États-Unis. Toute la salle se met debout à l'entrée de Mercier », Robert RUMILLY, *Honoré Mercier et son temps*, tome II, 1888-1894, Montréal, Fides, 1975, p. 358.

² Cité, *ibid.*, p. 359-360.

³ *Ibid.*, p. 360-361.

nouveaux. Mais, vilipendé, le citoyen Mercier n'est pas au bout de ses tirades enflammées.

IV

Donc, Mercier, qui avait tant aimé la France et l'Italie, a également un faible pour les États-Unis et singulièrement pour la Nouvelle-Angleterre, où c'est tout plein de cousinages ! Il y séjourne en cet été 1893 : on l'accueille en patriote, en héros de la culture française en ce continent. Enfin, il se trouve des annexionnistes des deux côtés de la frontière ! Et ce n'est pas d'hier. La conférence de Mercier sur l'indépendance à Montréal avait eu beaucoup de retentissement. Ottawa, et Laurier en particulier, n'aiment guère cette forme de tourisme culturel. De riches annexionnistes, groupés autour d'un certain Erastus Wiman, semblent prêts, le moment venu, d'y aller de leur écot. Mercier y va surtout de sa franchise, comme lorsqu'il passe à Worcester où règne une ferveur « française » particulière :

Quel contraste entre les Canadiens des États-Unis et ceux de la province de Québec ! Ici, vous êtes prospères et heureux. Grâce à votre intégrité, à vos bonnes mœurs, à votre industrie, à votre respect des lois, vous jouissez de l'estime et de la considération de vos concitoyens américains. Toutes ces belles qualités qu'il a héritées de ses ancêtres ne servent de rien au Canadien dans son pays natal.

La prospérité dont jouissent les États-Unis est le fruit du courage dont ils ont fait preuve en secouant le joug britannique ¹...

Le 5 août, Arthur Dansereau signe un éditorial dans *La Presse*, demandant ce que M. Mercier est bien allé faire aux États-Unis : « Ce n'est pas pour prêcher l'indépendance du Canada ou son annexion aux États-Unis que M. Mercier est devenu commis-voyageur en politique. M. Mercier est incapable d'avoir une idée aussi ridicule. » Mais alors, le même journal se met à répondre à sa propre question « pour qui M. Mercier travaille » ?

Pour lui. Simplement pour lui. M. Mercier, qui se sait impossible au Canada, cherche à se refaire une popularité dans les centres canadiens des États-Unis. Il n'a aucune illusion sur l'inutilité de ses efforts annexionnistes chez nos voisins, mais il en a beaucoup sur le prestige qu'il peut acquérir de l'autre côté de la ligne et sur la valeur sonnante qu'on donnera à cette influence, aux époques de grandes élections aux États-Unis ².

De retour à Montréal, Mercier répond au journal : « Je suis allé aux États-Unis pour deux motifs principaux. D'abord connaître les conditions sociales et matérielles dans lesquelles se trouvent nos compatriotes émigrés, et ensuite pour les intéresser à la cause de l'indépendance du Canada. » Surtout, il se défend bien

¹ *Ibid.*, p. 366.

² *Ibid.*, p. 368.

d'avoir dénigré sa race et son pays pour avoir « attribué au système fiscal qui nous ruine et au régime colonial qui nous tue le manque de ce progrès et de cette prospérité si remarquable[s] aux États-Unis ». Et tout cela revient « à atteindre le second but que je me proposais dans cette visite : intéresser les Canadiens français au succès de l'indépendance du Canada [...] Je poursuis la mission qui m'a été confiée à l'unanimité par la grande assemblée présente au parc Sohmer¹. » Cet homme se met à entendre des voix : d'abord, la sienne... et fût-ce à répétition !

V

Le diabète, s'aggravant, poursuit son travail de sape : mais à son ego, Mercier semble vouloir donner le change d'une forme physique retrouvée. Ainsi, lors d'un début de session, il dépose une cinquantaine d'interpellations ou demandes de documents ! C'est vrai qu'il y a dans l'air l'idée d'un débat sur l'asile de Beauport, ce qui met Mercier en cause, au point qu'il avançait même que c'était bien l'affaire de l'asile de Beauport qui l'avait renversé du pouvoir et non pas celle du chemin de fer de la Baie des Chaleurs². C'est dans le sillage d'une autre affaire de ce genre que Mercier, « face aux ministres qu'il appelle ses bourreaux, éclate » en ce que Rumilly appelait une « improvisation foudroyante » de deux heures, devant l'Assemblée « frappée de stupeur ». Une terrible minute de vérité en Ce 28 décembre 1893 :

Parce que je me suis soumis à tout avec philosophie, croyez-vous que je n'ai pas souffert ?

J'en appelle à tout homme juste pour déclarer si je n'ai pas été victime d'une odieuse persécution. Mais mon honneur a été sauvé ; mes pairs, mes juges m'ont acquitté ; on n'a jamais pu prouver que j'avais touché un sou des deniers publics. Aussi le peuple m'a porté en triomphe quand je suis sorti du prétoire, il m'a fait des ovations. Où étiez-vous alors, mes persécuteurs ?

Où étiez-vous, mes bourreaux ? Cachés au fond de vos demeures, dans la crainte et l'humiliation !

Vous m'avez ruiné, vous avez voulu me déshonorer, et vous voulez maintenant piétiner mon cadavre ; et bien, ce cadavre le voici. Regardez-le ce cadavre ! Regardez-le en face, car il se dresse devant vous pour vous dire : Vous m'avez enlevé tout ce que je possédais au monde, jusqu'à ma bibliothèque, mes chers livres que j'avais amassés depuis trente-cinq ans, tout a été vendu, sauf mon honneur. Et mon honneur, sachez-le bien, je le défendrai comme un lion contre tous, fussiez-vous cent, fussiez-vous mille³ !

Pour l'honneur de cette Chambre subjuguée, le premier ministre Taillon se sent envahi d'un mouvement de compassion : il va tendre la main à Mercier.

¹ *Ibid.*, p. 369.

² Sur cette affaire, voir *ibid.*, p. 379-381 : « C'est la grande affaire de la session. Les journaux ne parlent plus que de l'asile... »

³ *Ibid.*, p. 381.

Le temps passe. L'état de Mercier se détériore. Il n'a plus d'argent, surtout pas pour acheter des livres, lui qui, pendant trente-cinq ans, a monté sa bibliothèque personnelle amoureusement. Il est lucide malgré la souffrance. On rapporte de lui des mots qui méritent de passer à l'histoire. Ainsi : « Je pars trop tôt ou trop tard. Trop tôt, parce que je n'ai pas eu le temps d'exécuter tous les projets que j'avais formés pour la province. Trop tard, parce que si j'étais parti il y a trois ans, je n'aurais pas connu les tortures morales et physiques que j'ai endurées depuis 1891¹. » Et cet autre mot, qui signale le sens de son évolution politique profonde : « Je regrette de mourir avant de voir Laurier premier ministre du Canada et de ne pouvoir contribuer à sa victoire². » Ce qui pouvait s'entendre : « Ni moi, ni Chapleau, mais, désormais entre nous deux, Laurier ! » Celui-ci deviendra premier ministre du Canada en 1896. Il avait lancé le slogan que le XX^e siècle allait être celui du Canada.

Justement, comme il vient d'être fait mention de Chapleau... les deux terribles adversaires, parce que si intensément *personnalisés*, vont se réconcilier dans la paix du Seigneur à la dernière heure de Mercier. Cette visite avait été l'initiative d'Arthur Dansereau, de *La Presse*, qui n'avait pas eu de difficulté d'en convaincre les deux jeunes associés juridiques de Mercier, Lomer Gouin et Rodolphe Lemieux. N'oublions pas qu'à l'époque, Chapleau, en sa qualité de lieutenant-gouverneur, était chef d'État. Et comme Mercier était le plus illustre fils dudit État... Le grand malade ne pensait pas autrement, qui fit savoir à l'émissaire Dansereau que, dût-il violer la consigne du médecin, il recevrait son adversaire d'hier. Soit dit en passant, l'intérêt d'avoir Robert Rumilly comme premier historien de référence, c'est qu'il fournit tout : les faits et leur trame, les personnages et leurs paroles et écrits, les témoignages et les jugements des acteurs ! Et, parfois encore, les portraits littéraires et les photographies d'époque... Mais, cette fois-ci, il plante, en outre, le décor d'une scène littéralement ultime, après en avoir donné la distribution :

Pour cette visite, Mercier s'étend sur un grand fauteuil capitonné. Chapleau, devant ce malade étendu, paraît encore plus grand et plus beau. Sa pelisse dégrafée dégage sa poitrine. Ses magnifiques cheveux gris rejetés en arrière sont presque aussi abondants qu'autrefois. Arthur Dansereau, qui l'accompagne, reste un peu à l'écart, par discrétion³.

Et voici la pièce, ou plutôt, une dernière tranche de vie se jouant sans retour :

Mercier tend ses deux mains à Chapleau qui les prend dans les siennes sans pouvoir prononcer un mot, tant sa gorge est serrée. Après de longues minutes, Chapleau dit :

– Contre toute espérance, Mercier, j'espère te voir revenir à la santé.

¹ *Ibid.*, p. 395.

² *Ibid.*, p. 397. Il s'agit d'une confidence faite à Philippe-Auguste Choquette venant, de la part de Laurier, saluer Mercier...

³ *Ibid.*, p. 395.

– Mon cher Chapleau, je te remercie du plus profond de mon cœur de ta visite et de tes bonnes paroles ; mais je sens que tout est fini. J'attends la mort de pied ferme. Je ne la redoute pas ; elle sera presque une délivrance. Avec l'aide du Père Garceau, je suis préparé depuis longtemps déjà. Il vient tout les matins me donner la communion.

Chapleau, craignant de fatiguer le malade, se lève pour se retirer. Mercier lui tend la main, le forçant à se rasseoir. Il demande :

– Parlons de nos luttes d'autrefois.

Ils en parlent pendant vingt minutes. Au moment de se séparer, Chapleau se penche vers le fauteuil du mourant et, d'une voix étouffée :

– Nous nous sommes portés mutuellement de rudes coups. Nous avons été injustes l'un pour l'autre. Mais le plus injuste n'a pas été toi. Mercier, j'ai voulu venir te demander pardon.

Et il embrasse son ancien ennemi, qui ne peut lui répondre, car il éclate en sanglots. À l'écart dans la chambre, Dansereau, bouleversé, pleure aussi ¹.

¹ *Ibid.*, p. 396.

CHAPITRE CINQ

Fin de régime dans des ambiances de scandales publics

[Retour à la table des matières](#)

À ne s'en remettre qu'aux éléments appréciatifs des courtes notices biographiques d'*Honoré Mercier* et de *Joseph-Adolphe Chapleau* par M^{gr} Camille Roy, il semblerait que le critique tenait en grande estime le premier, surtout pour ses hautes qualités humaines générales et le second, pour ses dons oratoires hors du commun. Juxtaposons deux courts textes pour illustrer le parallèle fort suggestif entre les deux hommes, qu'on présente parfois comme un duo d'adversaires complémentaires. Roy, du reste, faisait voisiner les panégyriques des deux hommes¹, de fait, nés la même année et disparaissant à peu de temps l'un de l'autre.

Honoré Mercier (1840-1894) fut l'un de nos orateurs politiques les plus goûtés. Avocat, journaliste, député, premier ministre de la province de Québec (1887-1891), Mercier prit part à tous les mouvements politiques importants de son époque. Son éloquence était faite d'une pensée claire, précise, vigoureuse, et d'une chaleur d'émotion qu'une diction lente et pénétrante faisait vibrer davantage. Ses discours sur le soulèvement des Métis au Nord-Ouest, en 1885, et la campagne politique qui suivit l'exécution de Riel, révélèrent toute la force de l'orateur. Patriote ardent, Mercier apparut pendant de nombreuses années comme le plus éloquent et le plus populaire interprète de ses compatriotes canadiens-français. C'est autour de l'idée nationale qu'il s'attacha à les grouper en 1885 et 1886.

Du texte qui suit, nous attirons l'attention du lecteur sur le procédé restrictif de la dernière phrase :

Joseph-Adolphe Chapleau (1840-1898). Avocat très habile dans les causes criminelles, député dès 1867, à Québec, ministre dans différents cabinets, premier ministre de la province de Québec (1879-1882), puis ministre à Ottawa (1882-1892), Chapleau fut probablement de tous nos orateurs politiques le plus capable de charmer et d'émouvoir un auditoire. Il avait de l'homme éloquent toutes les qualités extérieures : un verbe harmonieux, une pose élégante, une tête au profil classique, une longue chevelure tombant avec grâce sur ses épaules, un geste énergique, une diction chaude, caressante ou passionnée ; il se dégageait de sa personne, à la

¹ M^{gr} Camille Roy, *Manuel d'histoire de la littérature canadienne de langue française*, Montréal, Beauchemin, 1939, p. 93-94.

minute des grands mouvements oratoires, une sorte de magnétisme qui subjuguait même ses adversaires. Et cette action extérieure était au service d'une belle intelligence, servie par la plus prompte imagination. Chapleau maniait avec facilité la langue française. Quand l'éloquence de Chapleau manquait de substance ou d'idées, ce qui arrivait assez souvent, l'image, le sentiment, la voix et le geste suppléaient alors à la pensée, et faisaient applaudir l'orateur.

Allons voir maintenant à l'autre pôle de la position critique, d'abord celle qui fut contemporaine de l'homme qui en était l'objet, ainsi que les événements sous considération dans cette étude. Il s'agit de nul autre que du journaliste et chroniqueur Arthur Buies, dont la retenue n'a jamais été la qualité dominante. Aux pires moments de la déchéance du « grand Mercier », il eut l'audace de buriner un portrait sans pitié du héros politique d'hier. Cette charge n'était pas, malgré tout, faite « sans justesse ¹ » :

Mercier était canadien-français et national avant tout, et nous devons lui en tenir d'autant plus de compte que ce fut l'une des grandes causes de sa perte. Malheureusement, il a été national avec cet esprit provocateur, avec cette arrogance et cette rudesse paysanne qu'il apportait dans ses relations et dans presque tous ses actes [...] L'homme public était taillé sur la mesure des véritables hommes d'État ; il avait des vues grandes et nettes ; l'homme privé n'en avait que de petites ; il était dominé par les plus misérables rancunes et esclave des plus ridicules et des plus grotesques vanités [...] Cette vanité exécrable gâtait les meilleures qualités de Mercier, et allait jusqu'à transformer son patriotisme véritable en une ostentation provocante qui excita contre lui jusqu'au dernier des Anglais [...]

Il suffit d'un excès, d'un seul, pour renverser un titan, et Mercier les avait commis tous [...] jusqu'à ces grotesques et dégradantes exhibitions où l'on voyait le premier ministre d'une province britannique s'étaler dans les églises en costume de chevalier du pape.

Même si, du fait de la force de sa personnalité, Mercier ne suscitait guère de commentaires indécis ou très nuancés, nous ne nous porterions pas volontiers garant de tout ce que le pamphlétaire Buies écrivait de cet homme en cette circonstance. Mais il y avait pire encore : tels, dans la suite du texte, des horions de ce genre : « Le malheureux Mercier en était arrivé au point où l'on ne distingue plus rien, où l'on n'a plus la notion du temps où l'on vit... » ; « Ses adulateurs, habitués à mettre à profit pour eux son incommensurable vanité, lui avaient dit : Prends et jouis, tout ceci t'appartient, tout ce peuple est à toi. Et cet insensé l'avait cru, malgré son intelligence remarquable et son talent supérieur » ; « C'était lui qui recevait directement les inspirations et les recommandations de la Cour du Vatican, c'était lui qui représentait en Amérique le successeur des Apôtres. »

Et cette diatribe, encore qu'écourtée, s'achevait par une espèce de *coup d'envoi*, mais au sens littéral : « Il avait réussi à se mettre à dos presque tout le Parti libéral, son propre parti [...] Aussi est-il resté seul dans son infortune [...] Il avait en mains la partie la plus brillante qui jamais ait échoué à un homme d'État canadien : il avait tout un peuple derrière lui, et un rôle glorieux à remplir ; sa vanité et son égoïsme

¹ Robert RUMILLY, *Histoire de la province de Québec*, tome VII, Bernard Valiquette, p. 26-27. Les deux mots « sans justesse » étaient de Rumilly. Ce texte avait été publié dans *La Patrie*.

et son dénuement absolu de sens moral ont tout perdu. » En somme, ce que Buies ne dit pas de façon explicite, c'est qu'un tel homme semblait avoir été *programmé* à l'échec et autant à la honte qu'à l'adulation !

L'alignement de tels propos antagonistes souligne que le personnage qui les a inspirés devait avoir beaucoup d'ascendant, devait au moins être quelqu'un ! À l'inverse, une attaque aussi vicieuse (du fait même de sa part de « justesse ») nous en apprend peut-être autant sur l'attaquant que sur la personnalité cible. Mais aussi, on pouvait peut-être supposer que cet attaquant pouvait bien avoir ses raisons personnelles pour se livrer à cette offensive en règle. Lesquelles ? Nous ne le savons pas, ni ne pouvons en donner la preuve. Toutefois, nous en étions à ce doute interrogatif lorsqu'un hasard de recherche nous a fait tomber sur le texte d'une lettre de Buies à Mercier, et qui n'avait probablement pas reçu de réponse.

Cette lettre est contenue dans le recueil de la *Correspondance (1855-1901)* d'Arthur Buies, colligé par Francis Parmentier¹. La lettre, datée du 16 avril, n'indique pas l'année, mais le chercheur précise qu'« on peut présumer que cette lettre a été écrite en 1888 », soit dans l'année suivant la prise de pouvoir par Mercier. Elle indique d'abord une familiarité entre les deux hommes, le destinataire saluant le destinataire par la formule : *Mon Cher Premier* et le tutoyant tout au long. Les quatre lignes du premier paragraphe trahissent même une espèce de camaraderie : « Fais donc ton possible, je te prie, pour trouver un quart d'heure ou même une demi-heure à me donner pour que je puisse t'entretenir d'un grand travail que je prépare depuis plusieurs mois et qui te sera extrêmement agréable, j'en suis convaincu. »

De quoi s'agissait-il ? « D'une étude approfondie [...] que j'élabore sur toute la partie de la province, entre l'extrême ouest ou Témiscamingue et la vallée du Saint-Maurice, pour faire suite à mon ouvrage sur le Saguenay. Je donne à cet ouvrage déjà considérablement avancé la forme littéraire afin de le faire lire à l'étranger et rendre notre pays intéressant. » Davantage, ajoutait encore l'épistolier : « J'en fais une œuvre capitale, une œuvre d'avenir pour moi et d'illustration pour ton gouvernement qui inaugure enfin l'ère si attendue des idées, de l'action, des réformes, des horizons nouveaux pour ce pays si longtemps emmaillotté. J'y mets tout ce que j'ai dans la tête et dans le cœur. » Voilà quant au *Quoi*. Le coup de chapeau au nouveau gouvernement et à son chef est donné : « l'ère si attendue des idées, de l'action », etc.

Le *Comment* ? Le père Gendreau et le curé Labelle ont envoyé à l'auteur de longues lettres « témoignant le plaisir et la satisfaction orgueilleuse pour notre race qu'ils en ont ressentie ». Aussi, ce premier ministre pourrait-il, lui aussi, accorder son aide ? En effet, le projet ne serait pas possible « si je n'ai pas au plus tôt un

¹ *Arthur Buies : Correspondance (1855-1901)*, édition préparée, présentée et annotée par Francis PARMENTIER, Montréal, Guérin Littérature, 1993, p. 319-320.

entretien pour que tu m'exprimes tes idées et que tu m'aides à débayer la voie ». Et, d'autre part, « j'apporterai avec moi si tu le crois une lettre du curé Labelle qui contient des suggestions très pratiques ». Il s'agissait d'une référence valable d'une part et de l'autre.

Mais le fonctionnaire de l'État¹ a, aussi, une autre requête à faire au premier ministre : « Une chose importante encore que je voudrais te soumettre, c'est la nécessité de me confier la révision des rapports de commissions ou autres qui sont présentés chaque année au gouvernement. » Et d'évoquer ce « galimatias inintelligible dans lequel sont barbouillés tous ces documents ou pièces quelconques ». Et voici la remarque naturelle, attendue : « Avec ton avènement au pouvoir, ayons aussi une tenue convenable devant l'étranger, des formes et un habillement qui nous fassent honneur. » La lettre se termine par des réaffirmations de bonnes intentions : non seulement « ma pièce à l'édifice » de la part d'un « ouvrier dévoué autant qu'ambitieux de faire des choses durables outre [...] ». Et quoi encore ? « [...] outre que ma part spéciale de travail facilitera la marche des choses et apportera une physionomie nouvelle dans les parties essentielles de l'ensemble ». Voilà qui fut bien amené et appelant le retour au ton familier : « Pas d'histoires de ma grand'mère. » Plutôt, « je t'exposerai où j'en suis, jusqu'où je voudrais aller [...] ». Étant entendu que « je suis convaincu que cela te sourira. Aussi j'attends impatiemment que tu veuilles bien te rendre à mes instances et me faire connaître l'heure d'un bon et solide entretien avec toi. »

Jusqu'à la fin, le ton est celui de la communication copain-copain entre hommes qui se retrouvent dans la vie autour d'un projet éventuellement commun. C'est d'évidence que, plus prosaïquement, le chroniqueur se cherche un emploi ou, tout au moins, qu'il tente d'améliorer celui qu'il détient au département des Terres.

Il nous a semblé qu'il fallait faire connaître le caractère explicite et insistant de cette lettre de Buies à Mercier, précédant de quelques années l'abattage sans remise de l'article à *La Patrie*, dont nous avons cité de larges extraits au début du chapitre. Ce sont là des documents d'importance entre deux personnalités qui étaient, chacune dans son genre, à l'aise dans la démesure. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'entre les deux textes de Buies il y a l'abîme d'une immense déception, d'une possible rancœur accumulée et même, peut-être, personnellement revancharde.

Le point faible de ce petit dossier, qui n'a que deux pièces, serait que nous ne savons pas quelle suite « Mon cher Premier » a donnée, ou non, à la double requête de l'ami ou camarade de naguère, devenu fonctionnaire de l'État. Mais cette carence n'atténue en rien le constat d'une double déception présumée dont nous parlions quelques lignes plus haut. Aussi pouvons-nous nous rendre compte autant

¹ Sous sa signature, Buies ajoutait cette mention : « Départ. des Terres ».

de l'ampleur de la déchéance de l'homme d'État Honoré Mercier que de la virulence d'un Arthur Buies, le pamphlétaire le plus caustique de ce siècle.

Nous savons encore, par le dossier publié de la correspondance de Buies, qu'il était en « rupture de ban, depuis longtemps, avec l'appareil du Parti libéral — dont il critique les louvolements depuis l'époque de *La Lanterne*¹ ». Parmentier avait aussi préalablement établi que, dans la période 1880-1887, « le chroniqueur — celui que nous considérons, à juste titre, comme *l'écrivain* — fait place à *l'écrivain* — le chantre de la colonisation² ».

Nous n'avons certes aucune intention de diminuer l'estime qu'on peut devoir vouer à Arthur Buies pour l'une ou l'autre de ces pièces, écrites en des circonstances si différentes. Nous serions plutôt enclin à souscrire à un jugement de spécialiste, à savoir que, « dans la lignée d'Étienne Parent, dont il partage la vision de la littérature, il reste un des fondateurs de la littérature de combat³ ». Enfin, dernier détail non anodin, tel que livré par Francis Parmentier : « La plupart de ces lettres ont été écrites à la hâte, par un homme pressé par les problèmes d'argent. » L'explication ? « Issu d'un milieu familial aisé, il n'a pas su jouer le jeu social qui lui aurait assuré un minimum de sécurité financière. De ce point de vue, cette correspondance est un drame dont Buies est le principal acteur⁴. » Mais il serait exagéré et partiellement injuste de soutenir que le pamphlétaire fut le seul tourmenteur de sa propre persécution.

II

Il n'est pas aisé de distinguer la politique proprement constitutionnelle de Mercier de ses politiques générales, tant celles-ci étaient imprégnées d'un *autonomisme* aussi dense que latent. Un des esprits les plus perspicaces de l'époque, Israël Tarte, était convaincu que le premier ministre, ne croyant pas à la pérennité du régime fédéral, n'avait d'autre choix, pour ainsi dire, que de prendre les devants. Il pressentait qu'il lui fallait « emprunter autant que le crédit de la province le permettra, faire de grands travaux, des améliorations, et compter pour l'avenir sur les hasards de la guerre, si je puis m'exprimer ainsi ». Ce que Tarte qualifiait de « politique d'aventure "à pris" dans l'opinion publique. C'est une

¹ Parmentier (*op. cit.*, p. 14), qui ajoute que Buies était aussi en guerre ouverte avec l'institution littéraire, le citant à ce propos : « Quand on pense à ce que la clique grotesque des prétentieux, des impuissants et des hâbleurs, qu'on a appelée "nos plus fines plumes", a pu faire gober au public depuis vingt-cinq ans, on reste stupéfait du nombre de jobards qu'il y a parmi les nôtres, et des effets que peuvent produire une réclame persistante et l'application continuelle, à haute pression, des plus ridicules et des plus épaisses flagorneries réciproques » (cité, *ibid.*, p. 14-15).

² *Ibid.*, p. 13.

³ *Ibid.*, p. 15. Voir notre étude *Lire Étienne Parent*, Les Presses de l'Université du Québec, Sillery, 1994, 301 pages.

⁴ *Ibid.*, p. 16.

politique de dépense, une politique d'argent ¹ ». Il aurait pu aussi dire : une politique, aventureuse, de dette publique.

Quelques jours après la publication de cet article, le premier ministre, dans un discours prononcé à Saint-Romuald, corroborait, sans l'admettre explicitement, l'opinion de Tarte : « Le triomphe du gouvernement [...] signifie non pas le progrès radical comme en Europe, mais le progrès chrétien, le progrès raisonné du pays, le progrès de l'agriculture, l'instruction agricole, le défrichement de nos forêts [...]. Le triomphe du gouvernement est celui de la politique des chemins de fer [...]. Je veux attirer chez nous les capitaux étrangers, afin que nos richesses soient exploitées, nos pouvoirs d'eau utilisés. Je veux la réciprocité commerciale avec les soixante millions d'hommes qui habitent les États-Unis. » Rien que cela...

De bravade en bravade, encore celle-ci : « Je veux faire rendre, volontairement ou par force, à la province les 150 000 milles carrés qui lui appartiennent et qui ont été volés par le gouvernement fédéral. J'y réussirai, Messieurs, je l'ai déclaré à sir John lui-même ². » Il célébrait trop tôt son heure de gloire qu'il ne faisait encore qu'entrevoir. Et, ironie du destin, ce sera un scandale de financement de chemin de fer qui allait être le traître prélude à sa chute ! Entre autres facteurs structurels négatifs, ses politiques de chemin de fer n'étaient guère compatibles avec celles de l'État central, alors qu'à répétition, il devait s'en remettre à des sources d'emprunts étrangères.

En matière de colonisation, le premier ministre se servait trop volontiers du clergé rural, qui s'accordait bien le droit de ne pas suivre allégrement, ni en tout, le curé Labelle. Mercier avait tenu à devenir titulaire du nouveau département de la Colonisation ; mais, pour calmer des critiques de la minorité anglaise, il y nomma William Rhodes, député de Mégantic ; mais, pas de chance, aux élections de juin 1890, le candidat Rhodes est battu : le premier ministre reprit donc la responsabilité des deux ministères de l'Agriculture et de la Colonisation — ce qui était beaucoup et même un peu trop pour un premier ministre qui avait le goût de la bougeotte et, bientôt, celui des grands voyages... Tout cela ne tournait pas rond, au-delà d'une propagande officielle qui gardait trop d'éléments folkloriques et ne réussissait pas tellement à enrayer la migration aux États-Unis.

Au tournant de la dernière décennie du XIX^e siècle, la notion de *bien-être* était peu développée, plutôt confuse et résiduelle pour qualifier des champs sociaux dont l'État commençait à se reconnaître une part de responsabilité. Quatre domaines étaient déjà identifiables par des engagements de l'État pour des services ou financements divers : d'une part, les prisons et les écoles de réforme naturellement jumelées, ainsi que les asiles dits d'aliénés ; de l'autre, le statut des fonctionnaires et la condition ouvrière. Nous réservons une section propre au

¹ Cité par RUMILLY, *Histoire de la province de Québec*, tome VI, p. 150-151.

² *Ibid.*, p. 151.

monde scolaire, aux activités et institutions culturelles (l'école régulière, ainsi que les écoles du soir, les livres, l'édition et les bibliothèques).

Il ne serait guère facile de dégager des attitudes et des choix spécifiques sur l'un ou l'autre de ces vastes domaines, ce qui aurait aussi pour effet de faire éclater l'encadrement restreint de ce chapitre. Contentons-nous de dire que c'est avec largeur de vue, et même une certaine générosité sociale, que le ministre Mercier abordait ces questions à l'Assemblée ou dans le public. La part de responsabilité que l'État devait assumer nécessitait aussi une conscience claire de la limitation de ses moyens.

Par ailleurs, l'époque permettait à des associés de l'État de faire leur part à condition de rester disciplinés, comme les pouvoirs économiques et bancaires, ou comme les communautés religieuses œuvrant dans le domaine de l'assistance sociale ou l'enseignement. Mercier, qui n'avait pas l'esprit étroit ni tribal, suggérait des exemples ou des précédents qui, ayant réussi ailleurs, surtout aux États-Unis, valaient d'être proposés. On pouvait s'en inspirer, d'autant qu'au sujet de l'exemple en cause, il s'agissait d'un régime fédératif à deux niveaux ainsi qu'il en était au Canada.

Pour illustrer ce que présentent de trop général les précédents propos, on peut référer à un seul cas, exposé lors d'un discours de Mercier à la deuxième session de l'Assemblée de 1890, alors que le premier ministre défend un projet de loi, relativement à l'affaire épineuse de l'asile de Beauport¹.

On trouve contenu dans le contrat [...] la déclaration officielle que voici : « Une fois rentré ici vous n'en sortirez que cadavre ou guéri. » Que les parents vous réclament tant qu'ils voudront : que ce soit un pauvre idiot, inoffensif, un de ces pauvres vieillards que la famille aimerait peut-être à ravoir afin d'adoucir les dernières années de sa vie : pas d'espoir ! Vous entrez ici en vertu d'un contrat, vous êtes notre propriété, vous êtes notre chose, et vous y resterez jusqu'à ce que vous en sortiez dans un tombeau ou parfaitement guéri.

[...]

C'était une taxe sur l'imbécillité et le malheur des hommes ! Cette taxe des asiles que nous avons été obligés d'enlever, parce que nous la considérions comme une tache dans nos statuts.

On n'a pas à commenter ce mélange de macabre et d'indignation dans l'argumentation.

¹ Le centre hospitalier Robert Giffard d'aujourd'hui, à Québec. Un ancien surintendant de l'hôpital Saint-Michel-Archange a publié récemment un ouvrage sur ce sujet ; le docteur Jules Lambert l'a intitulé *Mille Fenêtres*. Il en a fait récemment une adaptation dans la revue *Histo'Art* de Beauport (n° 6, décembre, 1995, p. 31-34). Entre autres détails d'une histoire fort mouvementée, on peut y lire ces lignes : « Ces luttes virulentes axées sur le soin des malades, le rôle de l'État et le coût quotidien par malade, vont entraîner la chute de Mercier, la défaite de trois gouvernements, l'intervention des évêques, etc. » (p. 31).

III

Par l'effet du profond nationalisme qui animait les choix et les actions politiques d'Honoré Mercier, ce furent les éléments de ce qu'on qualifia, beaucoup plus tard, de « société distincte », qui firent l'objet privilégié de ses politiques et de ses projets de législation. La marque la plus profonde de son gouvernement provenait de cette préoccupation culturelle dans les deux sens, aussi bien scientifique à la moderne qu'au sens pédagogique à l'ancienne et toujours en usage. De même, peut-on situer, sous ce plus vaste ensemble, l'instruction et l'éducation malgré leur connotation administrative particulière.

Dès l'établissement de la Confédération, Pierre-J.O. Chauveau, le premier en date des premiers ministres du Québec, avait établi un ministère de l'Instruction publique. En sa qualité d'écrivain et d'orateur émérite, Chauveau n'avait pas eu besoin qu'on le convainquit d'une telle nécessité sociale. Tout au contraire, pour montrer l'importance qu'il y attachait, il devint le premier titulaire, poste qu'il occupa pendant six ans, jusqu'en 1873. L'énorme obstacle à vaincre sur ce terrain était la masse d'inertie de l'analphabétisme ; mais l'obstacle avait commencé à être grugé une vingtaine d'années plus tôt. Après deux années, les milieux ultramontains n'eurent guère de difficulté à convaincre l'un des leurs, Charles Boucher de Boucherville devenu premier ministre, de faire adopter une nouvelle loi de l'instruction publique.

Mais, pour remplacer le ministère aboli, était créé un Conseil de l'instruction publique, formé du jumelage de deux comités : un comité catholique sous l'évident contrôle des évêques membres ; un comité protestant également selon un identique modèle confessionnel. La conséquence était évidente et sera institutionnellement durable¹. Hors le vote des crédits et certaines vérifications administratives, l'État n'avait guère d'autorité morale en la question. Mercier, à la Chambre, tout en défendant une politique de conjugaison entre l'Église et l'État, tendait la main à ses adversaires :

J'ai toujours combattu en faveur de la nécessité qu'il y a d'instruire la population, et si jamais l'occasion se présente où je puisse tendre la main à mes adversaires et travailler de concert avec eux, ce sera sur cette question pour laquelle je me sens disposé à faire n'importe quel sacrifice, tant je l'ai à cœur².

Cette offre, pénétrée de sincérité, n'aura reçu aucune attention positive. Un homme, qui jongle déjà avec des idées comme l'instruction, à la fois obligatoire et gratuite, ne saurait être digne de confiance dans pareil milieu. Il cachait évidemment de noirs desseins !

¹ Jusqu'en 1963...

² Du débat sur l'adresse en réponse au Discours du Trône, le 22 janvier 1883, dans le recueil de J.O. PELLAND, *Biographie, discours, conférences, etc., de l'hon. Honoré Mercier*, Montréal, 1890, p.110.

À moins de devenir un jour premier ministre, Mercier sent très bien qu'il ne pourra rien faire à ce chapitre pourtant vital pour son groupe culturel. Dès son entrée en fonction, en 1887, il fera un premier mouvement pour obtenir une légère modification dans la sélection des membres laïques du Conseil afin de faire place à des participations davantage teintées d'idées libérales. Seuls, deux membres démissionnèrent¹ ; et le premier ministre sauta sur l'occasion de meubler le courant d'air qui s'offrait en se faisant nommer au Comité catholique. Mais cette astuce assez grosse ne pouvait réussir, « car, écrit Gallichan, derrière ce glacis de laïcs conservateurs se dresse la muraille de l'épiscopat² ». Il ne restait plus au gouvernement pour manifester son intérêt à la cause de l'instruction que de légères augmentations budgétaires...

Ou plutôt ce sera par le réseau d'une espèce de circuit biaisé que l'État pourra mener sa lutte à l'analphabétisme. L'initiative des écoles du soir avait été le fait d'associations de bienfaisance et de métier : instituts d'artisans et de mécaniciens, société Saint-Vincent-de-Paul, etc. Aussi bien des dirigeants d'entreprises que des militants d'associations ouvrières les réclamaient d'après des modèles qui avaient été mis au point ailleurs. Les premières écoles étaient apparues en 1889. Leur accessibilité était très large et due, en bonne partie, au principe de la gratuité. Mais y avait-il des besoins, des frais ? Des pourvoyeurs divers fournissaient le papier et le matériel pédagogique ; les municipalités, la salle chauffée et aménagée ; la commission scolaire, le traitement de l'instituteur, le gouvernement étant toujours réduit au « nerf de la guerre »... L'enseignement ne durait pas plus qu'une heure et demie par soir pour des élèves de tous les âges qui, à l'exception des chômeurs, avaient déjà fait leur journée de travail avant d'arriver en classe.

Au programme ? Commencer par savoir écrire, et d'abord, signer son nom ; donc, le français et des éléments d'anglais ; puis, le calcul et la tenue de livres, et même le dessin pour les doués ; mais aussi, des doses de formation générale en géographie, en histoire. Commerçants, industriels et entrepreneurs étaient conviés à participer, par des cotisations, aux frais encourus, eux qui étaient les premiers bénéficiaires. Sur ses hauteurs, le gouvernement se tenait à respectable distance ; mais quand il nommait les membres des comités administratifs, il avait davantage de confiance dans les choix faits dans les rangs libéraux que chez les ultramontains. Toutefois, et malgré toutes sortes de précautions s'élevaient nombre de critiques et de murmures... Mais les deux grands pouvoirs restaient en bons termes, Honoré Mercier pouvant même compter sur l'occasionnelle approbation du cardinal Taschereau³.

¹ L'ancien premier ministre Boucher de Boucherville et Adolphe Routhier.

² Gilles GALLICHAN, *Honoré Mercier : la politique et la culture*, Sillery, Septentrion, 1994, p. 90.

³ Ce qui, toutefois, comportait ses limites. Un chercheur, R. Heap, n'a pas caché que « cette situation souligne un manque de rigueur administrative et d'unité dans la gestion des écoles du soir. C'est aussi un des facteurs qui expliquent l'échec du projet. » (Pour la référence, voir GALLICHAN, *ibid.*, notes 13 et 18 du chapitre « L'École », p. 99.)

L'aventure tournait au succès. Mercier, en tête, accompagné du chef de l'opposition, de personnalités diverses, de journalistes, etc., fit une visite des écoles de la ville de Québec. Mais ce succès relatif n'allait guère durer. Si la clientèle augmente, les professeurs restent toujours trop peu nombreux. Le gouvernement successeur, Boucher de Boucherville, réduit l'allocation des budgets dès son arrivée au pouvoir, tout en prélevant des frais d'inscription de cinquante sous, entraînant ainsi une baisse notable, puis sévère, des inscriptions. Et voilà qu'on se met à retirer des matières d'enseignement du programme : le dessin, l'histoire, la tenue des livres. Les écoles du soir, que certains appellent par dérision les « écoles de Mercier », sont désormais régies par le département de l'Instruction publique et, au plan local, par les commissions scolaires. Sur une telle base, l'expérience ne pouvait durer bien longtemps.

Les adversaires de Mercier ne l'avaient pas calomnié en *l'accusant* de prôner l'instruction obligatoire. Dès 1881, à l'Assemblée, il avait soutenu « l'obligation de la fréquentation des écoles ». Jouant de l'ironie, il disait avoir « prononcé tout à l'heure des mots terribles et bien dangereux : l'obligation de faire instruire nos enfants ». Du fait du succès remporté par les écoles du soir grâce au principe de la *gratuité*, le premier ministre croyait au moins autant au couplage avec l'autre principe de *l'obligation* de la fréquentation scolaire. C'était beaucoup plus que n'en pouvaient supporter les milieux ultramontains, y trouvant de l'inspiration maçonnique, pour ne pas dire diabolique !

Par la reconnaissance de tels principes s'annonçait plus ou moins tôt un nouveau ministère de l'Instruction publique. Pierre Boucher de La Bruère, quant à lui, s'y opposait résolument, suivant en cela les mots d'ordre de *La Semaine religieuse de Québec*. Ces antagonismes virulents sur la question de l'éducation auront eu pour effet de confirmer encore la chute du gouvernement national et la déchéance de son chef, elle-même déjà amorcée pour d'autres raisons déjà dites.

Nous savons les temps longs des lents progrès de la société québécoise en matière d'éducation : un demi-siècle pour l'adoption de l'instruction obligatoire jusqu'à l'âge de quatorze ans ; pour l'institution d'un ministère de l'Éducation, vingt années de plus, soit soixante-dix ans. L'au-delà, c'est le cas de le dire, fut une « autre histoire », nous menant à l'époque des années 1960.

IV

Bien longtemps avant que les autorités politiques québécoises ne posent sérieusement la question des bibliothèques publiques en 1959 et 1978, le bref gouvernement d'Honoré Mercier l'avait fait avec quelque efficacité et beaucoup d'à-propos. C'était d'autant plus remarquable que ce gouvernement-là était en butte aux assauts que connaissent les fins de régime dans des ambiances de scandales publics. La présence aux rênes du gouvernement d'un homme lettré et bibliophile

constituait, par ailleurs, une circonstance très favorable. La situation sociale l'était beaucoup moins par les suites du célèbre *Syllabus* de 1864, rétrécisseur des consciences. Sa discipline d'interdits venait d'être mise à l'ordre du jour par le *Programme catholique* des ultramontains du cru.

Dès ses années de jeunesse, le bibliophile Mercier possédait une des belles bibliothèques privées de son époque. Ayant assisté en 1873 à la vente à l'encan des livres de George-Étienne Cartier, il acheta plusieurs volumes et acquit ainsi l'inspiration du modèle de la bibliothèque d'un homme public¹. Par ailleurs, dans ses dernières années de déchéance, un jugement de faillite entraîna la saisie de la remarquable bibliothèque de Mercier. Elle allait échouer dans l'échoppe d'un bijoutier de Montréal, et des amis de l'homme politique la rachetaient par pièces afin de lui en faire, pour ainsi dire, restitution.

De même que le plus typique et efficace moyen du *mercierisme* dans le monde de l'éducation avait été les écoles du soir, ainsi l'accès populaire au livre technique et scientifique sera rendu possible par les instituts d'artisans (dits *Mechanics' Institutes* en Angleterre²). Avant Mercier, un Antoine Gérin-Lajoie s'était fait éveilleur à ce sujet dès 1847 : « Sans bibliothèques publiques, notre population doit se résigner à rester en arrière sous le rapport des connaissances et à végéter dans l'ignorance ; et enfin, sans cela, nous perdrons ce que nous avons de plus cher au monde, ce à quoi un peuple devrait s'attacher même après avoir perdu tout le reste... notre langue³. » Ce type de propos, bien qu'allant de soi, était bien loin d'être perçu comme une évidence au milieu du XIX^e siècle.

D'autre part, les milieux ecclésiastiques craignaient les « mauvais livres ». L'œuvre des bons livres avait été créée pour contrer la littérature néfaste de l'Institut canadien de Montréal, beaucoup plus hardi dans son fonds de bibliothèque que celui de Québec. Des cercles culturels comme la Société littéraire et historique de Québec pouvaient faire cavalier seul et sans inhibition particulière. Le prosélytisme religieux de certains protestants était peut-être davantage à craindre que la propagation des idées anticléricales et révolutionnaires.

Il s'impose de rappeler ici le rôle capital de M^{gr} Ignace Bourget, archevêque de Montréal, pour qui le laïcisme, même retraits⁴, tient toujours trop de place. Selon Gilles Gallichan, « malgré cette imputation des pouvoirs du gouvernement provincial, M^{gr} Bourget trouve qu'il en possède encore trop, car le Secrétariat provincial peut toujours soutenir des sociétés littéraires, des écoles pour adultes,

¹ Gallichan révèle que la bibliothèque de l'Assemblée nationale possède une édition originale *De l'Esprit des Lois* ayant appartenu à Mercier (*op. cit.*, note 11, p. 157).

² Dès 1856, l'Assemblée du Canada-Uni avait légiféré en matière d'incorporation des *Mechanics' Institutes*.

³ Dans un article de *La Minerve* du 14 mai 1847, cité dans GALLICHAN) *op. cit.*, p. 158.

⁴ Du fait de la disparition du ministère de l'Instruction publique à la fin de la décennie 1870.

des musées et indirectement des bibliothèques, choses jugées dangereuses lorsqu'elles sont entre les mains de l'État ¹ ».

Lorsqu'il devint chef de son parti, Honoré Mercier s'inspira d'une loi ontarienne récente, de 1882, permettant d'établir des bibliothèques publiques et gratuites, autorisées à recevoir l'aide de mécénats étrangers comme, par exemple, celui du richissime Américain Andrew Carnegie. En 1883, le nouveau chef de l'opposition proposa un projet de loi analogue. Mais, entre autres chiens de garde, le plus féroce de tous, Jules-Paul Tardivel de *La Vérité*, lance le cri de la dénonciation : « De ce temps-ci, *La Minerve* et *Le Monde* prônent l'établissement d'une bibliothèque publique à Montréal. Pour le comité d'organisation, on voit les noms de libéraux avancés, de protestants et de francs-maçons. Une bibliothèque qui aurait une telle origine serait nécessairement mauvaise. Que les catholiques surveillent donc avec le plus grand soin tous ces projets qui ne sentent pas bon ². » Comme parrain du projet de loi, Honoré Mercier le retira finalement du feuillet. Dans le même temps, l'édifice de la bibliothèque de la Législature, sis côte de la Montagne, était devenu la proie des flammes : le comble d'un malheur symbolique...

Gilles Gallichan a fait la narration des procédures diverses qui ont mené à l'érection d'une nouvelle bibliothèque ³. Il était normal que le chef d'opposition y soit associé, et non moins naturel qu'il montre son intérêt à participer au comité parlementaire de la bibliothèque, en étant un membre régulier jusqu'au moment de sa nomination de premier ministre. Nous n'allons retenir que l'évocation de l'usage qu'en fit le parlementaire, puis les engagements financiers lorsqu'il devint premier ministre. Entre 1883 et 1892, Mercier « effectue environ 600 transactions de prêt à la bibliothèque ; habituellement des textes de loi, des traités juridiques et des journaux ». Une fois premier ministre, « Mercier accorde une attention particulière au développement de cette bibliothèque. Dès la première année du gouvernement national, en 1887-1888, le budget pour la bibliothèque est doublé, passant de 6 000 \$ à 13 600 \$. Au cours des années suivantes, ce budget varie entre 8 000 \$ et 16 000 \$. Ces écarts sont dus à l'acquisition de quelques collections spéciales ⁴. » Voilà un service qui s'avère utile.

Pendant le second mandat — raccourci pour raisons de force majeure ! — de 1890-1892, le gouvernement Mercier a élaboré et fait adopter une loi fondamentale dite de bibliothèques. Elle complétait les acquis en la matière du premier mandat : programme d'éducation des adultes ou écoles du soir, augmentation des achats de livres littéraires et scientifiques. Sur ce second terrain, il fallut encore livrer bataille. Fort opportunément, un journaliste de *L'Événement*, Eugène Rouillard,

¹ GALLICHAN, *op. cit.*, p. 145.

² Cité, *ibid* p. 145-146.

³ « [...] aménagée dans l'Hôtel du Parlement, au rez-de-chaussée de l'aile sud, du côté de la Grande Allée » (*ibid.*, p. 146).

⁴ *Ibid.*, p. 147.

venait de publier un essai convaincant sur *Les bibliothèques populaires*, faisant ressortir les deux points principaux de leur caractère public et de leur gratuité. Loin d'être un esprit un tant soit peu inquiétant, l'auteur était un « notaire bien-pensant associé au Parti conservateur et qui travaille à la vulgarisation des connaissances géographiques ¹ »...

Si le projet de l'Acte accordant le pouvoir aux corporations de cité, ville et village, d'aider au maintien de bibliothèques publiques ne souleva guère de remous à l'Assemblée, il en alla autrement au Conseil législatif, où une poignée de membres (parmi lesquels deux anciens premiers ministres, Charles Boucher de Boucherville et John-Jones Ross), firent une opposition aussi farouche qu'inutile. Le journaliste-notaire aura eu le mot de la fin : « Nous avons beau nous torturer l'esprit, nous avons beau envisager sous toutes ses faces la question débattue, les appréhensions des alarmistes de la Chambre haute restent imperceptibles à notre intelligence bornée ². »

Les deux fleurons de l'organisation des bibliothèques au Québec pendant cette période sont la Bibliothèque des ouvriers (de Saint-Roch), et la Bibliothèque industrielle de Montréal. D'une part, la condition ouvrière, de l'autre, l'établissement industriel : il y aura d'autres rapports symétriques entre ces deux entreprises. L'âme du projet de Saint-Roch avait été François-Honoré Bélanger, curé de cette paroisse, quoique né à Montréal ³ en 1850. On a déjà dit de lui que, « très indépendant de caractère, il mettait dans l'observation des règlements plus de volonté que de soumission passive ⁴ ».

Il avait comme principal associé dans le projet commun un nommé Guillaume Bresse, industriel, qui manufacturait des bottes et des chaussures. Né en 1833, il avait étudié à l'école paroissiale de Saint-Athanase. Il deviendra ami personnel d'Honoré Mercier, lequel le nommera au Conseil législatif dès son arrivée au pouvoir en 1887. C'était une personnalité de brasseur d'affaires. Parmi les autres hommes d'affaires au Conseil, on rappellera ces autres personnages de la ville de Québec, qui arboraient autant de prospères *raisons commerciales* : F.X. Drolet, J.B. Laliberté, Zéphirin Paquet...

Bref, la Bibliothèque des ouvriers de Saint-Roch avait tout ce qu'il faut pour attirer sur elle l'attention des pouvoirs publics : ce qui fut fait, dès sa création et au moins avec la bénédiction officielle du curé Bélanger, sous la forme très matérielle d'une subvention annuelle de 2 000 \$ de la part du gouvernement provincial. C'était à qui aiderait la direction de la bibliothèque dans les responsabilités du

¹ *Ibid.*, p. 148.

² *Ibid.*, p. 150.

³ Né à Montréal en 1850. Son père était responsable de la gérance des ateliers de l'Imprimeur de la Reine, ce qui, sous l'Union, amenait les hauts fonctionnaires à Québec et à Toronto, ayant ainsi pu se familiariser avec les bibliothèques de l'une et l'autre ville.

⁴ Cité par GALLICHAN, *op. cit.*, p. 150.

financement. Une compagnie d'électricité fournit gratuitement le fluide magique ; une compagnie de téléphone, une ligne sur l'extérieur. De nombreux dons provenaient de diverses sources. On enregistra des records de fréquentation. Comme indice, le ministre responsable du secteur, Charles Langelier, déclarait devant l'assemblée : « Aujourd'hui même le propriétaire d'un grand journal de la ville me disait que cette bibliothèque est tellement fréquentée qu'on est obligé d'y avoir cinq ou six copies de grands journaux de la ville... »

Et ainsi reliait-il ce succès tout neuf à celui des écoles du soir qui l'avaient fait « naître et qui continuaient à le faire grandir¹ ». D'ailleurs, les services de la bibliothèque fonctionnaient selon le principe des institutions d'artisans par divisions techniques et métiers. Parler du succès de la bibliothèque dans ces conditions s'entendait comme un euphémisme si l'on considère que, pour les seuls mois de janvier et février 1890, une dizaine de mille personnes auraient fréquenté les salles de lecture : vraiment pas mal du tout pour une bibliothèque ne comptant pas mille volumes...

L'idée de la Bibliothèque industrielle de Montréal naquit de la pauvreté même de la ville en bibliothèques de livres en français. Le cabinet de lecture des Sulpiciens ne pouvait plus satisfaire à la demande. Quant à l'Institut canadien, il avait fini par sombrer dans ses perpétuels combats idéologiques. L'Institut Fraser, plus stable, en avait acquis plusieurs rayons. Dans ce dossier, l'homme qui fait penser à Guillaume Bresse de Québec est un nommé Edmond Templé, originaire de Rennes en Bretagne. Tout jeune encore, âgé de 17 ans, et ayant servi dans l'armée française à la bataille de Sedan, il y fut fait prisonnier des Prussiens. Après sa libération, il émigre au Canada et s'installe à Québec. C'est un touche-à-tout, peut-être même un hyperactif. Quoi qu'il en soit, il sait faire montre de beaucoup d'énergie et obtient l'emploi de directeur des écoles du soir à Montréal. Parmi ses collaborateurs, un certain Alexis Mercier, frère du premier ministre...

Templé nourrit le projet d'associer organiquement les écoles du soir aux bibliothèques publiques. Dans une conférence devant l'association des commis-marchands, il fait part à son auditoire de son plan d'établir une bibliothèque proprement « industrielle », ne devant pas comporter d'autres ouvrages que ceux portant sur les métiers et les techniques industrielles. Et, d'autre part, comme il y aura des frais, il propose une vaste souscription de 10 sous par tête auprès des étudiants aux écoles du soir. L'argent recueilli serait déposé à la Banque du Peuple afin de permettre les premières acquisitions de volumes de la spécialité « industrielle ».

Malgré le patronage prestigieux de Laurent-Olivier David, biographe de Papineau et essayiste de renom, pour l'heure promoteur du Théâtre du Monument National (qui pourrait également héberger une école du soir et une bibliothèque

¹ Cité par GALLICHAN, *ibid.*, p. 151.

industrielle), il fallut bien se rendre à l'évidence qu'une souscription, à coups de sommes aussi modiques, était peu réaliste pour rendre possible un projet de bibliothèque inévitablement coûteux ! Ne se tenant pas pour battu, Templé sollicite auprès de Mercier une somme au moins égale à celle que le gouvernement de la province de Québec avait accordée à la Bibliothèque des ouvriers de Saint-Roch. De toute façon, Honoré Mercier livrait alors ses derniers combats pour sa santé, sa probité et sa réputation. Il les perdit tous et mourut jeune, sans pouvoir remplir le deuxième terme de son mandat de premier ministre.

Voilà quelques points saillants de ce qu'on pourrait appeler une espèce de *révolution tranquille* dans les secteurs de l'instruction publique, du livre et des bibliothèques à l'époque du *mercierisme*, enfin triomphant, mais pour un si court temps. Nous allons proposer, pour terminer ce chapitre, quelques autres extraits de la plume la plus acérée de l'époque, évidemment celle d'Arthur Buies. Ce serait d'une trop faible raison que de simplement rappeler qu'un texte de ce chroniqueur ouvrait ce chapitre avec les portraits du duo aseptisé d'Honoré Mercier et d'Adolphe Chapleau. Il paraissait utile de fournir, immédiatement après, le rappel d'une lettre d'Arthur Buies à Mercier, contenant deux types de « raisons » pour lesquelles le pamphlétaire se sentait justifié de faire à un homme, capable de faire frémir tout un peuple, un pareil sort d'abattage.

Non, il se trouve que Buies est aussi l'auteur d'une autre charge peut-être moins meurtrière que celle qui vient d'être évoquée. Cette exécution par Buies est plutôt dirigée contre des adversaires idéologiques et déclarés de Mercier et de son gouvernement, mais ce qui en justifie ici quelques extraits, c'est précisément la question des bibliothèques et des écoles du soir.

Gilles Gallichan a trouvé ce texte suffisamment pertinent à l'étude sur l'œuvre éducationnelle et culturelle qu'assumait le gouvernement du Parti national, qu'il a reproduit entièrement en appendice le texte en question de Buies dans son livre dossier. Nous devons nous restreindre à n'en reproduire que des extraits, étant donné la longueur du texte :

Le gouvernement local n'a pas encore taxé les chroniqueurs. Évidemment, il nous prend pour des millionnaires, puisqu'il n'y a que les pauvres diables de taxés. En revanche il en destitue, ce qui est une matière de taxe indirecte. Je suis de ceux-là ; au moins de cette manière, j'échappe à la taxe directe, l'épouvantail né de tout bon Canadien.

Cela m'a valu d'être destitué au plus vite, et l'on m'a encore singulièrement ménagé puisqu'en ma qualité d'écrivain je pouvais m'attendre au moins à quelque bonne petite persécution de la part d'un gouvernement du moyen-âge ; mais on a trouvé que j'étais assez populaire comme cela. Ce qui m'exaspère encore autant que la bêtise cruelle, c'est l'hypocrisie bête.

Comment, vous prétendez envoyer un délégué à Ottawa pour étudier l'administration de la bibliothèque fédérale et vous n'avez rien de plus pressé que de destituer un écrivain qui a écrit des livres très estimés et très exacts sur votre propre pays ! Et vous n'aviez rien de plus pressé que de supprimer la bibliothèque des ouvriers de Saint-Roch ! Et vous n'avez rien de plus pressé que de supprimer des écoles du soir ! Et vous n'avez rien de plus pressé que de refuser aux inspecteurs d'école des livres qu'ils réclament instamment, des livres qui ont été fait[s] avec un soin extrême et spécialement pour la jeunesse canadienne.

Il y a certains ministres, dans le gouvernement paternel, et par conséquent arbitraire, touche-à-tout et vexatoire que nous subissons qui semblent n'avoir d'autre idée que la destitution ; c'est chez eux une idée fixe, on dirait la seule passion de leur vie [...]. S'ils restaient longtemps au pouvoir, ils finiraient par mettre les trois quarts des gens sur le chemin. C'est déjà pas mal parti. Nous allons finir par nous amuser tous ensemble [...].

Nous n'en sommes encore qu'au commencement, et je ne suis, moi, encore qu'au commencement de ce que j'ai à dire ¹ !...

Bizarre coïncidence, les trois hommes, Chapleau, Mercier et Buies, étaient tous nés en 1840. Le dernier aura eu quelques années de plus que les deux autres pour traîner une malheureuse vie. Il verra l'aube du siècle nouveau, décédant en 1901.

¹ GALLICHAN, *op. cit.*, p. 190-193.

CHAPITRE SIX

En partie fondée, en partie mythique, la renommée d'Honoré Mercier

I

[Retour à la table des matières](#)

À neuf heures du matin, le 30 octobre 1894, mourait Honoré Mercier, âgé seulement de 54 ans. Le long combat, livré contre une maladie fatale, lui avait permis de voir venir en face la grande faucheuse, de s'éteindre en la paix de sa conscience de croyant. Son dernier visiteur ne fut que Wilfrid Laurier, au retour, brusqué, d'une tournée transcanadienne. Arrivant trop tard, il n'avait pu se faire reconnaître d'un mourant en perte de connaissance. Peu auparavant, en pleine conscience, Mercier avait prononcé ces deux mots ultimes : « Dites à mes adversaires que j'ai tout oublié... Dites à tous que j'ai travaillé pour mon pays ...¹ »

Exposé dans le salon de sa demeure montréalaise (coin des rues Sainte-Catherine et Saint-Denis), le défunt était revêtu de son costume de cérémonie, que striait le grand cordon de l'ordre de Saint-Grégoire dont il était particulièrement fier. D'autres décorations, dont la cravate de la Légion d'honneur, avaient été déposées sur un coussin, aux pieds de la dépouille. Au mur, était suspendu l'écusson de la province de Québec, entouré de la triple symbolique des drapeaux français, britannique et pontifical. Dès la nouvelle du décès confirmée, une foule énorme avait commencé à se masser dans la rue. Diverses sources consultées convergent sur le chiffre de 25 000 personnes, venues rendre un dernier hommage au célèbre défunt. Montréal n'avait pas connu de funérailles aussi grandioses depuis celles de George-Étienne Cartier, en 1873.

Rumilly, qui a rappelé la géographie détaillée du long parcours du cortège, ainsi que la liste imposante des dignitaires assistant au service, devint hésitant sur le dénombrement des citoyens le long des rues, l'estimant à 60 000, 70 000, et

¹ Robert RUMILLY, *Honoré Mercier et son temps*, tome 2, Montréal, Fides, 1975, p. 399. Tous les détails, relatifs aux derniers moments ainsi qu'aux funérailles de Mercier, ne comportant pas de références propres, sont tirés de cet ouvrage, p 398-402.

peut-être 75 000 personnes. Ces funérailles, qui avaient quelque chose de l'apothéose spontanée, furent vécues comme un fait politique majeur. Quel contraste avec les dernières années, chargées d'afflictions, qu'avait vécues cet homme encore jeune et en lequel aimaient se reconnaître des pans entiers d'une population en recherche d'elle-même (ce dont elle ne se rendait peut-être pas très bien compte).

Allait aussi naître un culte Honoré Mercier, une espèce de liturgie du souvenir. Deux historiens l'évoquent ainsi : « À peine ses cendres refroidies, la mémoire populaire alimentée par les idéologues, les hommes politiques et les historiens commence à tracer une image de lui qui donne sens au présent. » D'autre part, cette image se reproduira d'elle-même, car « au fur et à mesure que s'éteignent ses adversaires et s'apaisent les rancœurs, sa stature grandit ¹ ». Les plus fidèles parmi les fidèles de Mercier ont pris l'habitude d'un pèlerinage annuel, le jour de la Toussaint, sur sa tombe au cimetière de la Côte-des-Neiges. Quatre ans après sa mort, 25 000 personnes répondront à l'appel de cette récollection annuelle.

Ce n'était tout de même pas la première fois qu'en d'autres lieux que le Québec on rendait de tels hommages à des gloires nationales en voie de se constituer. Le monument qui sera érigé en 1912 sur la pelouse, en face du Parlement à Québec, interpelle encore le passant : « Et vous qui passez devant cette statue de bronze, saluez-la, c'est l'âme de la patrie. » Il semble bien que ce projet avait été dû à l'initiative de Lomer Gouin, gendre d'Honoré Mercier, alors premier ministre de la province de Québec. (Nous reviendrons sur ce point, et sur cette date marquant le début de la phase de fixation d'un symbole.)

Sur un versant de l'histoire collective, la mémoire de Mercier se prolongeait à coups de commémorations : au quarantième anniversaire de sa disparition, une messe solennelle était célébrée au Gesù, suivie d'une visite au cimetière de la Côte-des-Neiges ; lors du centenaire de sa naissance en 1940, c'était une émission spéciale de Radio-Canada, alors que des textes biographiques et laudatifs paraissaient dans plusieurs périodiques. Mercier recevait encore sa part d'hommages toponymiques : un pont gigantesque, des accidents géographiques et lieux-dits, divers cours d'eau, un parc et un édifice public, etc. Sur l'autre versant de notre mémoire collective, se trouvaient engagées des causes et des valeurs politiques. Ainsi en était-il, pour un temps bref, de l'Union nationale de 1935, dont un petit-fils de Mercier, Paul Gouin, était cofondateur avec Maurice Duplessis ; du Bloc populaire de 1942, fondé par Maxime Raymond ; de la crise de la conscription de 1942-1944 ; de l'adoption du fleurdelisé comme emblème national en 1948. Les deux historiens déjà cités faisaient encore observer que « le "grand Mercier" est toujours là qui inspire, exhorte, exorcise, applaudit. Mais il s'est cléricalisé. On met en relief son respect de l'Église, son amour des hommes. »

¹ Pierre DUFOUR et Jean HAMELIN, à l'article *Honoré Mercier du Dictionnaire biographique canadien*, vol. 12, (1891 à 1900), p. 783-793.

Pierre Dufour et Jean Hamelin vont jusqu'à soutenir qu'avec les années 1930, toutefois, « l'imaginaire des Québécois s'est ratatiné ¹ ». Ce dernier point mériterait peut-être un débat hors le présent contexte. La proposition initiale pourrait en être le constat qu'il ne s'est trouvé à peu près personne — à notre connaissance — pour signaler, en 1994, le centenaire ² de la mort de celui qui avait proclamé avec une telle force la devise de la fraternité : « Cessons nos luttes fratricides ! »

Chose certaine, selon nos deux auteurs de référence, « le mythe d'Honoré Mercier éclate et se dissout dans les années 1960 ³ ». Peut-être y a-t-il autre chose, comme explication générale, que les raisons conventionnelles de l'usure et de l'éclatement des mythes politiques, ou encore que l'oubli classique des collectivités humaines envers ceux de leurs fils qu'elles ont pourtant proclamés « grands hommes » ?

II

Peut-être faudrait-il étendre l'observation à tous les cas de mythes qui ne réussissent qu'à moitié ou pour de mauvaises raisons, ou encore qu'on a gonflés inconsidérément pour des valeurs qui ne tardèrent pas à paraître par trop intéressées ? En guise de complément, il peut aussi être indiqué de regarder du côté des *circonstances extérieures*, soit de celles qui furent créées par d'autres agents que par les porteurs du mythe, mais qui donnent au moins l'impression d'avoir été *saisies* par ceux-ci à point nommé et fort opportunément ? La question devient : si telles « circonstances extérieures » ne s'étaient pas présentées, comment le mythe en question aurait-il pu se dégager, prendre forme et se perpétuer ?

¹ *Ibid.*, p. 793.

² Il faudrait faire exception pour le court article de Mireille Barrière, intitulé « Lévesque et Mercier », paru dans *Le Devoir* du 15 mars 1994, et déplorant « la culture historique d'un peuple dont la devise, pourtant, est *je me souviens* ». Du même auteur, la thèse de maîtrise ès art (histoire), « Honoré Mercier à la recherche d'un idéal national (1862-1878) », Université de Montréal, 1975, 139 pages. Dans cette importante recherche sur le « Mercier jeune », jusqu'à ses 38 ans, l'auteure établit que Mercier n'aura exprimé « qu'une seule fois une intention séparatiste, au tout début de sa carrière. Et encore, ce vœu semble une menace en l'air jetée sous le coup de l'exaspération plutôt qu'un désir irrévocable de son auteur. Jamais, à l'exemple de Joseph Howe en Nouvelle-Écosse, il ne demandera la sécession de sa province du reste de la toute nouvelle Confédération. » On lit plus loin que, « comme La Fontaine, il a une solution à proposer pour atténuer les effets nocifs de la Confédération : *l'indépendance* du Canada [...]. Les Américains ne sont plus aussi menaçants militairement parlant. Aussi, notre homme prône, avec prudence cependant, l'indépendance du Canada. En 1893 (l'année précédant sa mort), il le fera sans réserve » (*ibid.*, p 87, 100).

³ DUFOUR et HAMELIN, *op. cit.*, p. 793.

Faire l'histoire par *si* n'est certes pas hautement recommandé. Mais ce n'est pas le cas lorsqu'on repère, dans une situation évolutive, un exemple patent de « circonstances extérieures » dont tel agent *mythificateur* a manifestement tiré à lui des avantages considérables, même — surtout ! — s'il n'agissait pas par calcul ou dans l'ignorance des risques à encourir.

Le cas qui se présente d'abord à l'examen est la « circonstance extérieure » de l'affaire Riel : deuxième insurrection des Métis de l'Ouest, puis les conséquences en chaîne : défaite — emprisonnement — procès — condamnation — pendaison de Louis Riel. Le tout s'est passé cette même année, 1885, où Honoré Mercier, après avoir contribué à fonder dans la province de Québec le Parti national, va apparaître comme le chef naturel des Canadiens de langue française, du fait d'avoir rejeté avec indignation et éloquence l'inhumanité d'une telle sanction judiciaire... Le décor avait été monté par d'autres, la publicité s'était faite spontanément pour l'assemblée monstre du Champ-de-Mars, qui allait fournir l'occasion de l'apparition soudaine d'un tribun du peuple se faisant *justicier* d'une justice abusivement sévère et même revancharde.

De cette occasion, et de ce jour du 22 novembre 1885, daterait l'apparition, d'emblée, du « Grand Mercier ». On entendra, en multiplication, le cri : « Riel, notre frère, est mort. » Aux élections générales de l'automne 1886, sous le leadership de Mercier, le Parti national devient majoritaire et, après plusieurs semaines d'entremêlements constitutionnels à Québec, il est finalement nommé premier ministre de la province de Québec au début de 1887.

Suivront dès la même année quelques coups d'éclat : la tenue de la première conférence interprovinciale, à l'instigation du premier ministre du Québec et dont Mercier sera la vedette remarquée, au moins à l'égal d'Oliver Mowat de l'Ontario et futur ministre de Laurier, malgré ses antécédents autonomistes ; l'inauguration du chemin de fer Québec-Lac-Saint-Jean ; et, surtout, le règlement de la question des biens des Jésuites, etc. en attendant la réélection lors du scrutin de 1890.

La première circonstance extérieure déterminante avait donc été l'affaire Riel : d'elle avait découlé l'élan global de ce qu'on n'avait pas encore baptisé, dans de petits comités, le *mercierisme*. Du coup, le destin politique, jusque-là vacillant, de Mercier s'était comme trouvé renfloué, si l'on veut bien se souvenir des premiers flottements, et même des incohérences de ses positions de naguère entre les partis conservateur et libéral, entre les paliers fédéral¹ et provincial...

¹ On n'en donnera qu'une première indication, selon l'historien Réal BÉLANGER : *Wilfrid Laurier. Quand la politique devient passion*, Québec et Montréal, Les Presses de l'Université Laval et les Entreprises Radio-Canada, 1986, p. 123 : « Habile, brillant et astucieux, cet homme politique, d'un an l'aîné de Laurier, pourrait peut-être ragaillardir les libéraux : mais ses continuelles idées de coalition ou de collaboration, tantôt avec les conservateurs modérés, tantôt avec les ultramontains, lui aliènent les vétérans du parti et plusieurs militants. »

On n'a pas assez remarqué que, la même année que Mercier accédait au pouvoir, Laurier allait devenir le chef du Parti libéral fédéral. Cette convergence comportait des aspects éventuellement favorables au premier ministre du Québec. L'ego politique des citoyens du Québec avait doublement raison d'être fier de ses grands champions. Ce pouvait être la seconde des « circonstances extérieures », qui aurait pu être favorable à Mercier. Mais la situation entre les deux hommes se présentait comme passablement ambiguë, et même réversible selon qu'on la considérait du point de vue de l'un ou de l'autre. Ce qui suggérait à Gilles Gallichan ces opportunes considérations : « Mercier n'est pas le maître à penser de Laurier. Ce dernier prend d'ailleurs une respectueuse distance face à Mercier. Pour Laurier, la route du pouvoir est ouverte depuis la mort de John A. Macdonald et il ne veut pas de l'amitié compromettante, à plus d'un titre, de ce Mercier qui a désormais sa carrière derrière lui. L'homme de demain, c'est Laurier. »

C'était le point de vue de ce dernier. Le point de vue inverse ? Mercier n'en avait guère, de point de vue. De fait, son heure était déjà presque passée ; mais il ne le savait pas, affectant plutôt des attitudes « de grandeur », comme en avait fait la preuve itinérante sa tournée « grand genre » en Nouvelle-Angleterre... Peut-être pensait-il que son grand ami Laurier ne la lui reprocherait pas, ou qu'éventuellement il s'en ferait l'interprète indulgent ? Personne, à part Laurier, ne s'en serait aperçu ! Mais ce qui semblait primer pour Mercier, c'était alors le sentiment d'occuper une première place — comme premier ministre justement —, fût-ce dans un plus petit royaume tandis que Laurier n'était encore qu'un prétendant au trône impérial.

Nous proposons cette interprétation, en bonne part hypothétique, pour ce qu'elle vaut évidemment. Toutefois, s'il est telle chose qu'une libido collective de la politique chez le Canadien français, Mercier ne s'estimait certes pas inférieur à Laurier... Il ne se rendait même pas compte d'avoir déjà commencé à entamer son « chant du cygne ¹ »... La seconde circonstance extérieure, qu'avait été l'ascension récente de Laurier, pouvait tourner au désavantage de Mercier. Mais, semblait-il, il ne la voyait, ou ne la ressentait, que comme devant être bénéfique... Lui, Mercier, ne s'était-il pas trouvé à avoir aidé Laurier ² ? Alors ?... Ce qui fut pourrait continuer. Cela ne continua pas.

¹ C'est le sous-titre d'un paragraphe de Gallichan, considérant les difficultés où se débat, de plus en plus péniblement, Mercier : « Les conservateurs jettent sur Mercier et son "régime de grandeurs" l'odieux des difficultés de la province. Lui défend pied à pied ses réalisations et contre-attaque le gouvernement. À la séance du 28 décembre, ravagé par la maladie, il se lève et prononce un discours improvisé qui est demeuré inscrit dans nos annales parlementaires » (Gilles GALLICHAN, *Honoré Mercier. La politique et la culture*, Sillery, Septentrion, 1994, p. 70).

² Selon H. Blair Neathby, « the Riel incident had been important mainly because it made possible Mercier's victory in 1886. By 1890, Mercier had established himself on firmer ground. For the first time since Confederation, the opponents of the Conservative had played the role of defenders of the French Canadian's race and religion ; indeed, no Conservative had ever done it as aggressively as Mercier. In this respect, Mercier was one of the artisans of the "solid Liberal" »

III

La troisième grande circonstance du regonflement du mythe Mercier survint beaucoup plus tard, dix-huit ans après sa mort. Son gendre¹, l'avocat Lomer Gouin, de souche libérale, pilier du Parti libéral provincial, et alors premier ministre de la province de Québec, aurait pris, ou appuyé, l'initiative de proposer d'ériger une statue en mémoire de son illustre beau-père, sur le terrain de l'Assemblée législative ou, plus communément, « du Parlement ». Cette pièce, aussi imposante que bien située, était l'œuvre du sculpteur français Paul Chevré² et fut fort solennellement inaugurée le 25 juin 1912. Tout ce qui comptait dans la ville de Québec et dans la politique de la province du même nom y était réuni, en ce lendemain de la fête nationale. Participaient aussi nombre d'autres dignitaires d'origines diverses, mais principalement libérales, dont Wilfrid Laurier qui n'était plus, depuis l'année précédente, premier ministre du Canada³.

Tout autour du monument s'étendaient des plates-bandes fleuries. Sur chacun des côtés du large socle avaient été placées des plaques de bronze. Côté façade, se détachait la devise célèbre : « Cessons nos luttes fratricides, unissons-nous. » Tout au haut, et se tenant debout, la colossale statue du patriote dans une pose des bras plutôt démonstrative qu'emphatique, ainsi qu'il est fréquent dans les représentations de grands orateurs. Au centre de l'ensemble, deux hauts-reliefs à plusieurs personnages symbolisant l'Éloquence et le Patriotisme. Sur les côtés sud et nord du socle, deux citations d'une dizaine de lignes de Mercier dont les deux premières se lisaient, respectivement, ainsi : « Dès l'instant où le peuple a compris sa liberté, le seul moyen de le gouverner est de l'instruire » ; et, « Nous de la province de Québec, sommes déterminés à n'avoir d'autres guides dans nos affaires publiques que la justice. »

Il est resté un livre-souvenir de cette célébration⁴, contenant, en outre, des documents iconographiques des principaux participants, les textes des discours

Quebec. Mercier was not a « Liberal » of the Laurier mold, but he had nonetheless broken the Conservative monopoly as "defenders of the faith", and had made Laurier's political dominance of Quebec possible » (*Laurier and a Liberal Quebec*, The Carleton Library n° 63, McClelland and Stewart, p. 42).

¹ Lomer Gouin et Eliza Mercier étaient aussi les parents de Léon Mercier-Gouin et de Paul Gouin (voir l'Appendice).

² Paul Chevré, artiste français renommé, avait été le sculpteur du célèbre monument de Samuel de Champlain sur la terrasse de Québec. Le monument de François-Xavier Garneau, érigé aussi devant le Parlement de Québec, sera également son œuvre.

³ « En définitive, tout porte donc à croire que l'érection du monument Mercier était due à une initiative du Parti libéral. » Mais, « malgré tout, la cérémonie du dévoilement ne refléta pas, ou si peu, de caractère partisan » (Pierre DUFOUR, « L'Administration Mercier, 1887-1891. Anatomie d'une légende », thèse à l'Université d'Ottawa, 1980, p. 18).

⁴ *Devant la statue de Mercier : discours et récits de l'inauguration du monument*, compilation par Philippe Roy, 1912, p. 17. (Aucune indication d'un éditeur.)

prononcés et un poème ¹ de Louis-joseph Doucet, ainsi qu'une copieuse revue de presse de l'événement d'une soixantaine de pages. Le tout fournit l'information suffisante pour dégager l'ampleur et le ton de cette rencontre politique. La pièce de résistance de cette célébration nostalgique ² de haut style fut le discours (cité intégralement) d'Adélard Turgeon, plusieurs fois ministre provincial et, alors, président du Conseil législatif. Un grand moment d'émotion se produisit lorsque le propre fils homonymique ³ du héros du jour, remercia les organisateurs et participants de cette célébration du souvenir : « Au nom de mon regretté père, au nom de ma famille, je vous remercie ⁴. » Comme pour authentifier l'événement, citons ces lignes d'Adélard Turgeon, rappelant la mort de Mercier, évoquée en amalgame avec la fin d'un ministère :

Quelques mois plus tard, ce ministère était mis en accusation et renversé par un coup de force que l'opinion impartiale a déjà jugé et que l'histoire flétrira comme attentat criminel. Ce fut l'heure des oublis, des désenchantements, des éclatantes ingratitude et le peuple avec sa mobilité caractéristique, brisait la carrière de l'homme qui l'avait tant aimé et si puissamment servi. Il brisait plus que sa carrière, car Mercier, frappé au cœur comme le chêne à la puissante ramure, image vivante de sa vigueur physique et intellectuelle, Mercier s'inclina lentement, tristement, la désespérance dans l'âme. Le colosse était terrassé !

Pour Mercier, la mort ne fut pas l'oubli, ce fut la réhabilitation. Réveillé par le récit de ce triste événement, le peuple comprit toute l'étendue de sa perte. Pendant les jours qui précédèrent l'inhumation, ce fut une procession ininterrompue vers sa tombe, où tous, magistrats, ouvriers, négociants, députés, vinrent verser leurs larmes avec leur prière, et le 2 novembre 1894, jour à jamais inoubliable pour ceux qui en furent les témoins, cent mille personnes rendaient à sa dépouille un dernier hommage et imprimaient à sa mémoire les premiers rayons de l'immortalité ⁵.

Sautons quelques paragraphes dont la lecture s'achevait dans les applaudissements. Ce qu'on pourrait appeler le lien intergénérationnel était clairement indiqué dans les passages suivants ⁶ : « Mercier n'a pas vécu assez longtemps pour voir lever la magnifique moisson qu'il avait mise en terre, mais si son existence n'avait pas été aussi tragiquement et aussi prématurément terminée, quel ne serait pas son bonheur de voir son œuvre reprise et continuée — et combien sur une plus grande échelle — par celui même qui est son héritier par alliance, par traditions et par sentiments. Mercier comme Gouin ont eu conscience

¹ À titre d'illustration de ce genre de poésie, le quatrain qui suit évoque le grand discours de Mercier à la défense de la mémoire de Louis Riel, au Champ-de-Mars à Montréal :

Un tribun s'est levé pour protester naguère,
Devant Québec en deuil d'un supplice outrancier,
À sa parole chaude, à sa justice fière,
Québec applaudissait la valeur de Mercier !

² À moins de vingt ans de la mort de Mercier, ils étaient nombreux les participants qui avaient connu, fréquenté le héros du jour, ou avaient travaillé et combattu avec lui.

³ Honoré Mercier (fils) : voir l'*Appendice*.

⁴ Philippe Roy, *Devant la statue*, p. 80.

⁵ *Ibid.*, p. 39-40.

⁶ *Ibid.*, p. 41-43.

de la mission qui leur était échue [...]. Mercier fut le semeur, Sir Lomer Gouin le moissonneur. Si la semence fut féconde, combien magnifique est la gerbe ! »

Il ne restait plus qu'à suivre la veine misérabiliste de l'orateur, littéralement emporté par son sujet : « Le peuple a vite reconnu dans Mercier l'un des siens, car il était bien peuple, peuple par l'allure, par le parler, par la familiarité, par une sorte de bonhomie avisée et aussi par les instincts généreux, et devant cette grande infortune que fut le déclin de sa vie, le peuple a senti ce frémissement intérieur, ce frisson de la chair, cette vibration intime de l'être. Car le peuple n'aime véritablement que ceux qui ont souffert ¹. » Le journaliste, qui rapportait le texte de Turgeon, ajouta ce renseignement : que, ne pouvant résister à l'enthousiasme de la foule, Sir Wilfrid Laurier abandonna sa place et donna le signal des applaudissements. Le journaliste conclut : « Debout Sir Wilfrid, saluant l'orateur et la foule, à cette vue, eut un accent de suprême émotion ². »

Concluons par une interrogation : qui, mort ou vif lors de cette grandiose commémoration, s'est trouvé à récupérer, à relancer l'autre sur quelque rampe d'une renommée d'immortalité ³. Qui : Mercier, Laurier, Gouin, ou plus d'un et peut-être même les trois ?

IV

Les personnes présentes à l'inauguration purent constater l'intensité du souvenir qu'avait laissé « le grand Mercier » à une vingtaine d'années de sa retraite forcée, tôt suivie de sa triste fin. « Avant tout l'homme présentait une silhouette émanant de la force physique, et s'exprimait par la voix d'une conviction, donnée plutôt qu'offerte. Il n'avait rien d'un Beau Brummel, arborant plutôt un profil de vieux Gaulois du temps de Vercingétorix ⁴. » Surtout, le ton était nouveau, d'une éloquence directe, présumant une adhésion sans retour chez l'auditeur.

¹ *Ibid.*, p. 45.

² *Ibid.*, p. 46.

³ Pierre Dufour écrit à propos de cette question : « Mercier acquérait "le privilège de ne pas mourir", il accédait à l'immortalité, statut que seuls se partagent les dieux des patries et des religions, les héros et les saints. Et il y accédait en vertu de deux principes qui sous-tendent le "code canonique" de la religion civile : l'impartialité de l'Histoire et l'infailibilité du Peuple » (*op. cit.*, p. 20).

⁴ Ce trait de plume requiert le portrait tout entier : « Carrure robuste, moustache épaisse, chevelure sombre, mâchoire vigoureuse, sourcils touffus, composaient un ensemble unique : celui d'un rude joueur auquel il ne faisait pas bon se froter. Sa voix était désagréable, nasillarde, avec un accent de terroir très prononcé » (Samuel BAILLARGEON, *Littérature canadienne-française*, Montréal, Fides, 1957, p. 163) L'auteur ajoutait, quelques lignes plus bas : « Mercier fut tribun, mais non à la manière de Chapleau. Son physique d'hercule et ses gestes de bûcheron en ont fait un *orateur fruste*. Il devait sa popularité à un puissant don de réplique. Il a été l'idole des *hustings* en son temps [...]. Les auditeurs retrouvaient dans cet athlète aux moustaches plantureuses, au parler "canayen", une incarnation originale du type canadien-français » (*ibid.*).

Et pourtant, il n'aura réussi, comme il le disait, qu'à sauver son honneur, en conséquence de fautes réelles pour avoir trop concédé au sens de l'amitié et de la responsabilité chez des associés, peu sûrs et qui ne le valaient pas. Le type d'enquête et de procès qu'on lui fit n'honore pas non plus la probité de la magistrature de cette époque. Cet homme d'État connut la honte de voir saisir ses biens (dont, on l'a dit, sa chère bibliothèque) et mourra sans laisser un sou vaillant. Mais peut-être faut-il bien admettre qu'il y avait aussi, chez lui, un aspect d'extérieur superficiel (attrait du panache, sens de la parade et de l'apparat, ainsi que des décorations honorifiques, etc.), qui détonnait bien un peu par rapport à des vertus qu'on qualifieraient d'intérieures à l'homme et qui n'étaient pas moins réelles.

Pour trouver un orateur de cette classe, il faudrait remonter jusqu'à Louis-joseph Papineau, s'il était possible de faire abstraction de l'irresponsabilité révolutionnaire de ce dernier. Un essayiste-historien qui a connu l'un et l'autre, Laurent-Olivier David, s'est intéressé au destin propre de chacun. En forme stéréotypée, il écrivait du premier en 1870 : « M. Papineau achève sa course ; il disparaîtra le dernier de cette grande génération dont il a été le plus brillant. La mort le trouvera ce qu'il a été pendant près d'un siècle ; certains hommes sont comme les pyramides : le temps ne peut les entamer ¹. »

Neuf ans plus tard, David brossait dans *L'Opinion publique* une esquisse du jeune Honoré Mercier, devenant membre du cabinet Joly de Lotbinière, à titre de solliciteur-général. Portant sur Mercier jusqu'à l'année de sa mort en 1894, cette pièce, prolongée, était reproduite en tête du livre-souvenir de l'inauguration du monument Mercier ². La façon nuancée dont l'auteur parle de Mercier contraste fortement avec la raideur massive de la métaphore des pyramides qu'il avait employée pour parler de Papineau. Tenons-nous-en aux quelques touches d'un portrait, plus élaboré, par un admirateur ne consentant pas à l'adulation, mais situant plutôt Mercier comme le troisième angle du triangle doré de l'éloquence politique à cette époque : « Il n'a pas la chaleur, la voix, la verve de Chapleau, ni l'élégance sympathique et gracieuse de Laurier, mais il l'emporte en général sur nos meilleurs orateurs, par le poids et la vigueur de ses arguments, l'abondance des renseignements, la connaissance des sujets qu'il traite, la clarté de ses démonstrations, la justesse de ses comparaisons ³. » De combien d'orateurs laïques peut-on dire qu'ils « prêchent » bien sans déplaire au peuple ?

Comment, après une déchéance qui s'annonçait comme irrémédiable, le mythe de Mercier pouvait-il rebondir d'une façon positive ? David synthétise peut-être en simplifiant son explication : « Ses malheurs feront oublier ses fautes, et le peuple

¹ L.-O. DAVID, *Biographies et Portraits*, Montréal, Beauchemin et Valois, 1876, p. 32.

² Philippe Roy, *Devant la Statue*, p. 5-15.

³ *Idem*, p. 6-7.

ne se souvient plus que de ses triomphe oratoires, de ses grandes qualités de cœur et d'esprit et de son patriotisme incontestable ¹. » Le journaliste ultramontain Jules-Paul Tardivel ² n'hésitait pas à écrire dans son journal *La Vérité* : « Certains des nôtres, fermant les yeux sur ses défauts et sur les défauts encore plus grands de son entourage, ne l'ont suivi que parce que de nos hommes publics, c'était lui qui faisait le moins de courbettes devant les Anglais ³. » Mais l'hommage le plus désintéressé qui ait été rendu à Mercier provint d'un franc adversaire parmi ceux qu'on appelait les « castors », Isidore Belleau, qui avançait avec un brin de naïveté : « M. Mercier, avec toutes ses fautes, avait une grande qualité : il a été le plus français de nos hommes publics ⁴. » De la part d'un lettré, l'historien américain Mason Wade, le même compliment se lisait ainsi :

Notables and rank and file alike did honor to one who, despite all his faults, incarnated the spirit of French Canada, and whose influence was to remain a lasting force in the French-Canadian tradition. Mercier revival of the old cry of '*Gesta Dei per Francos*' and his messianic pronouncements of the providential mission of the Canadians were to find echoes in the years to come ⁵.

¹ *Ibid.*, p. 14.

² Mercier avait pourtant eu l'indélicatesse de commander son arrestation un certain jour...

³ Cité par RUMILLY, *op. cit.*, tome II, p. 401.

⁴ Cité *ibid.*

⁵ Mason WADE, *The French Canadians 1760-1967, Vol. One 1760-1911*, p. 432. Pierre Dufour, qui venait d'écrire : « Rares sont les travaux historiques dont les narrations concernant l'administration Mercier ne sont pas empruntées à Rumilly », ajoute en note, au sujet de la synthèse générale de Mason Wade, qu'elle « n'est qu'un résumé de *l'Histoire de la province de Québec* de Rumilly, en ce qui a trait du moins à la période où Mercier fit au pouvoir » (*op. cit.*, p. 158).

APPENDICE

La postérité politique de Mercier sur deux générations

[Retour à la table des matières](#)

En mourant, encore jeune, Honoré Mercier aura eu une postérité politique de deux générations¹. En outre, un fils puis un petit-fils perpétueront ses nom et prénom. Ce sera d'abord Honoré Mercier (fils), (1875-1937), dont la mère et seconde épouse d'Honoré Mercier était Virginie Saint-Denis.

Avocat comme son père, le second du nom fut élu à diverses élections partielles de 1907 à 1927, et aux élections générales de 1923, 1927, 1931 et 1935. Il fut aussi ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries dans le cabinet de Lomer Gouin, d'avril 1914 au mois d'août 1919 ; puis ministre des Terres et Forêts dans les cabinets Gouin et Taschereau, d'août 1919 à juin 1936. Aux élections de 1936 qui portèrent l'Union nationale de Maurice Duplessis au pouvoir, il n'avait pas présenté sa candidature. Il avait épousé Jeanne Fréchette, la fille du poète renommé, Louis Fréchette, l'auteur de *La légende d'un peuple*. Il fut aussi nommé, comme son père, Commandeur de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand.

Honoré Mercier (petit-fils), (1908-1988), fit principalement carrière dans l'industrie et fut directeur du bureau d'enregistrement de Châteauguay. Il occupa un mandat à la mairie de la Ville de Léry de 1948 à 1950, ainsi qu'à l'Assemblée législative comme député libéral de Châteauguay de 1944 à 1950. Il sera, d'autre part, défait aux élections subséquentes de 1948, 1952 et 1960. Il avait épousé Héva Fauteux et était cousin et beau-frère de Gaspard Fauteux, qui allait être lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Le gendre d'Honoré Mercier, Lomer Gouin, (1861-1929), eut une très longue carrière politique. Il faisait partie d'une importante étude d'avocat qui comptait aussi Honoré Mercier (père). De 1900 à 1929, il occupa divers mandats municipaux (à Montréal), puis à l'Assemblée législative, dont on ne retient que le

¹ Ces diverses notices biographiques sont tirées du *Dictionnaire des parlementaires du Québec : 1792-1992*, publié, sous la responsabilité de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, aux Presses de l'Université Laval, 1993.

temps qu'il fut premier ministre de la province de Québec, soit de mars 1905 à juillet 1920. Nommé au Conseil législatif en juillet 1920, il n'y aura jamais siégé et en démissionnera en octobre 1921.

Élu aux Communes comme député libéral aux élections fédérales de 1921, il fut réélu à l'élection partielle de janvier 1922 à la suite de sa nomination comme ministre. Ayant occupé la fonction de ministre de la Justice dans le cabinet libéral de Mackenzie King, de décembre 1921 à janvier 1924, il ne se représentera pas aux élections de 1925. Finalement nommé lieutenant-gouverneur de la province de Québec en janvier 1929, il occupera cette fonction un bref temps, jusqu'à sa mort, survenue en mars de la même année. Comme son beau-père, il avait reçu nombre de décorations diverses de la France, de l'Angleterre et de la Belgique.

Lomer Gouin et Eliza Mercier eurent deux fils : Léon Mercier-Gouin (1891-1983), qui n'eut aucune participation à la politique provinciale du Québec, mais qui fut nommé au Sénat canadien en 1940, poste occupé jusqu'à son décès ; et Paul Gouin (1898-1976), par lequel s'achève cette courte dynastie « politique ».

Ce dernier fut aussi celui qui renouait avec la mémoire explicite de son grand-père, deux fois nommément désigné, dans une diatribe, restée célèbre, contre son ancien associé politique, Maurice Duplessis, clairement accusé de « trahison ».

Un immense espoir gonflait les poitrines, faisait palpiter les cœurs. Enfin, le Canadien français allait retrouver un second Mercier ; enfin, les Canadiens français allaient obtenir le couronnement de leurs aspirations nationales ! Au lieu d'un Mercier, la province eut un Duplessis ; au lieu d'une restauration nationale, elle eut la sinistre farce de l'enquête des comptes publics [...].

M. Duplessis portera dans l'histoire – et seul, car il avait des partisans qui valaient mieux que lui, le stigmate épouvantable, ineffaçable, d'avoir trompé les espérances de tout un peuple, d'avoir fait avorter la magnifique campagne de 1934-35, d'avoir transformé un mouvement de libération en un esclavage accru et d'avoir presque fait perdre espoir chez nos gens en la possibilité d'une restauration nationale [...].

M. Duplessis a trahi tout cela. Avec une pirouette, un calembour, un mauvais jeu de mots, d'un cœur allègre, insoucieux de la déception et des rancœurs qu'il accumulait contre lui, il a marché sur l'âme des siens. Et il faut vraiment qu'il soit aveugle et sourd pour n'avoir pas encore compris la signification profonde du vote d'octobre 1939 qui alla jusqu'à lui préférer les va-t-en-guerre du parti libéral ¹.

Quelque quatre ans auparavant, aux élections provinciales d'octobre 1939 et, à la suite de la scission qui s'était produite entre les partis de Duplessis et de Gouin, l'Action libérale nationale de ce dernier avait été écrabouillée par les deux partis traditionnels (le Parti libéral et l'ancien Parti conservateur, portant le nom d'Union nationale et le conservant dans la suite). Au soir de cette défaite absolue, le chef de

¹ Paul GOUIN, *Que devons-nous attendre du Bloc ?* Conférence de Paul Gouin au Monument National le 28 avril 1943 (ainsi que divers documents politiques du même auteur).

l'ALN commit un geste fort élégant d'une grande beauté en disant sur les ondes de la radio d'État ce remarquable poème de Rudyard Kipling :

Si tu peux voir détruit l'ouvrage de ta vie
Et sans dire un seul mot te mettre à rebâtir,
Ou perdre en un seul coup le gain de cent parties
Sans un geste et sans un soupir ;

Si tu peux supporter d'entendre tes paroles
Travesties par des gueux pour exciter les sots,
Et d'entendre mentir sur toi leurs bouches folles
Sans mentir toi-même d'un mot ;

Si tu peux rencontrer Triomphe après défaite
Et recevoir ces deux menteurs d'un même front,
Si tu peux conserver ton courage et ta tête
Quand tous les autres la perdront.

Alors les Rois, les Dieux, la Chance et la Victoire
Seront à tout jamais tes esclaves soumis,
Et ce qui vaut bien mieux que les Rois et la Gloire,
Tu seras un homme, mon fils ¹.

Il était à la portée du petit-fils (poète ² lui-même) du « grand Mercier » d'encaisser sur un mode, pour ainsi dire épique, un tel échec, dans la force de ses 41 ans. On trouva étrange, mais nullement dérisoire ce geste de fierté. Le poète, qui faisait aussi dans l'artisanat ³ et les arts plastiques, continuera, trouvant à s'employer à la présidence de la Commission des Monuments historiques (1955-1968) ou comme conseiller technique auprès du Conseil exécutif de la province de Québec, ou encore comme membre du Conseil de la vie française en Amérique. Il est même notable que ce fut des milieux artistiques qu'émana un des rarissimes hommages, en même temps que fort bien senti, qui lui ait été rendu après sa mort. Dans la revue *Vie des Arts* (numéro du printemps 1977), la directrice, Andrée Paradis, écrivait :

Des hommes comme Paul Gouin et Marius Plamondon ⁴ disparaissent, et notre vie n'en est guère perturbée. Pourtant, ces deux grandes figures du monde artistique ont, chacune dans leur sphère, tenté de nous donner plus de conscience de ce que nous sommes, de ce que nous pouvons réaliser.

Paul Gouin l'a fait, par le biais de la culture, après une carrière politique mouvementée où il a agi comme réformateur dans le champ de la politique provinciale. En créant l'ALN, un peu avant les élections de 1935, Paul Gouin se proposait de « relibéraliser le Parti libéral ». La réalité fut autre : en s'associant à

¹ Le texte de ce poème fut reproduit dans le tract indiqué à la note précédente, p. 31.

² En 1927, Paul Gouin avait fait ses débuts en littérature par la publication d'un recueil de poèmes courts d'inspiration historique, *Médailles anciennes*.

³ Étant, en particulier, directeur d'une galerie d'art, *Le Beau Manoir*, située rue Sherbrooke Ouest.

⁴ Ancien professeur à l'École des Beaux-Arts de Québec.

Maurice Duplessis, un nouveau parti vit le jour, l'Union nationale, et les libéraux furent battus. Vers 1948, il devint clair à l'homme, à qui le courage intellectuel et l'initiative n'avaient jamais fait défaut, que la politique, sans un enracinement réel dans la culture, risquait de s'embourber dans des formules stériles. C'était un sage et un visionnaire. Paul Gouin fit un choix : celui de la priorité du culturel sur la politique. À partir de ce moment-là, il choisit de revendiquer sur tous les plans la liberté de l'esprit et celle du goût comme fondamentales. Il a voué à la protection du patrimoine son intelligence et toutes ses énergies, sans négliger un appui constant aux réalisations culturelles naissantes. C'est ainsi qu'il fut un des membres fondateurs de notre revue ¹.

¹ Cette citation fut aussi reproduite dans le livre récent de Philippe FERLAND, Paul Gouin (Montréal, Guérin Littérature, 1991, p. 24-25). Il s'agit d'un gros dossier de recherche de 600 pages sur tous les aspects de la vie, de l'œuvre et de l'action politique de Paul Gouin par un compagnon de la première heure, Philippe Ferland.

DEUXIÈME PARTIE

Félix-Gabriel Marchand

(1897-1900)

[Retour à la table des matières](#)

CHAPITRE SEPT

Aux antipodes, mais aussi continuateur de Mercier

I

[Retour à la table des matières](#)

L'homme public qu'on fêtait à Québec, ce soir du 27 décembre 1897, à l'occasion du trentième anniversaire de sa présence continue à la vie parlementaire, se trouvait être à la fois le doyen de l'Assemblée et l'actuel, ainsi que le dernier en date, des dix derniers premiers ministres ¹ de la province de Québec. Alors âgé de 65 ans, celui qu'on se plaisait à nommer, avec plus qu'une nuance d'affection, le « Père Marchand » faisait tout naturellement l'unanimité de la considération générale. Les marques d'estime, à son égard, s'avouaient volontiers.

Laurent-Olivier David, peut-être le portraitiste le plus assidu des hommes politiques de l'époque, proposait, quatre ans après sa mort, cette espèce de croquis combien laudatif :

« Il est des hommes dont la vie est bonne pour leurs parents, leurs amis, leurs concitoyens, pour tout le monde ; dont la vue seule inspire de bons sentiments, réjouit l'âme ; qui répandent le bonheur autour d'eux. » L'auteur continuait : « Félix Marchand était de cette classe privilégiée d'hommes qui paraissent vivre pour être heureux et rendre les autres heureux ² », hommage dont on conviendra qu'il n'est guère fréquemment entendu !

Ce qui pouvait paraître exagéré comme éloge, même posthume, ne relevait toutefois pas de la flagornerie pure et simple. Selon une connaissance antérieure et

¹ En fait, il fut nommé au treizième rang, du fait des deux gouvernements conservateurs de Charles Boucher de Boucherville et de Laurent-Olivier Taillon, et de la réélection du gouvernement libéral d'Honoré Mercier en 1890, avant la destitution de ce dernier l'année suivante. Quant à lui, Félix-Gabriel Marchand, élu le 24 mai 1897, il ne lui fut pas accordé d'achever le terme de quatre ans, étant décédé en fonction le 25 septembre 1900.

² L.-O. DAVID, *Souvenirs et biographies : (1870-1910)* Montréal, Librairie Beauchemin, 1911, p. 135.

plus immédiate du même homme, un autre contemporain, Auguste Achintre¹, présentait ainsi Marchand dégagé de son écorce d'homme public : « Grand, mince, élancé », il avait « l'envergure d'un officier de cuirassiers, les manières affables d'un notaire, l'impassibilité d'un juge et l'esprit d'un homme de lettres² ». Sans prétention aucune, cet orateur, très moyen, pouvait tout naturellement laisser échapper un jeu de mots ou une boutade susceptibles d'alléger l'atmosphère de la Chambre.

Voici deux exemples typiques auxquels des chroniqueurs ont aimé faire écho. Interpellé au sujet du taux d'un emprunt contesté, un député, sous pression, répond : « Un pour cent *net*. » Le député Marchand répliqua : « Oui, quatre pour cent *net* et un pour cent *sale*³. » La seconde historiette était plus savoureuse encore. Lors d'une séance de la Chambre, le chef d'opposition Marchand employait ce jour-là la redoutable tactique de l'obstruction, parlant de tout et de rien, surtout de rien, afin d'avoir le gouvernement et son chef à l'usure... Pendant qu'il parle, et parle, le président de la chambre avait été remplacé par un substitut, qui se trouvait être alors le doyen de l'Assemblée. Le chef d'opposition ne se rend compte du changement qu'en se tournant machinalement du côté de la tribune du *speaker*.

Mais, c'est pour enchaîner aussitôt : « Je ne savais pas, monsieur l'Orateur, avoir parlé depuis si longtemps ; quand j'ai pris la parole, vous étiez jeune homme à la barbe noire, et j'ai maintenant devant moi un vénérable vieillard à barbe blanche ! » Mais, tout aussi instantanément inspiré, le Président des débats de s'écrier : « On vieillit vite en entendant de pareils débats⁴. » Les deux côtés de la Chambre eurent leurs propres raisons de s'esclaffer en même temps.

II

Au terme de la commémoration d'une vie parlementaire, que pas moins de dix élections législatives, toutes victorieuses, avaient consacrée, le héros du jour y alla allégrement de ce qu'en procédure parlementaire britannique on nomme la *réponse*

¹ Natif de Besançon (1834) et décédé à Montréal en 1886, Achintre avait eu, avant d'émigrer au Canada vers 1861, une vie fort mouvementée et inattendue – devenant un temps ambassadeur d'Haïti à Washington... Il s'installe définitivement au Canada en 1866 et fit carrière dans le journalisme. Mais c'est comme auteur qu'il se fit connaître. Ne mentionnons que deux œuvres typiques : en 1871, un *Manuel électoral ; portraits et dossiers parlementaires du premier parlement de Québec* et, en 1868, la *Cantate : la Confédération*, « célébrant le Canada fédéré, mise en musique par Jean-Baptiste Labelle et exécutée à l'Hôtel de ville de Montréal le 7 janvier 1868 », selon Andrée Désilets, à l'article du *Dictionnaire biographique du Canada*, volume XI (de 1881 à 1890), p. 3.

² Cité de Désilets par Michèle BRASSARD et Jean HAMELIN à l'article *Marchand* dans le *Dictionnaire biographique canadien*, volume XII, p. 755.

³ Cité par DAVID, *op. cit.*, p. 135-136.

⁴ Cité par A.D. DECELLES dans la lettre-préface qu'il avait donnée aux *Mélanges poétiques et littéraires* de Marchand, Montréal, C.O. Beauchemin et fils, 1899, p. VIII.

à l'adresse... Se muant en fantaisiste littéraire, Marchand livra un plaisant texte d'une tonalité amoureuse envers « ma jeune province... », tout au long considérée comme une femme adorée et séduisante par le « charme de son sourire... » Mais tout n'avait pas été facile, ni surtout rose, car « nous entreprenions ensemble le grand voyage dans l'inconnu ». Soit : « elle, nouvellement émancipée, fière de son indépendance » ; et « moi, orgueilleux de mon récent triomphe »... Pourtant, il y eut des revers, du fait des « vieux galants » du Parti conservateur auxquels « l'ingrate allait céder ». Surtout, en « me laissant choir désillusionné dans les froides régions où gémit cette tribu aussi intéressante qu'... incomprise, qui se nomme "la loyale opposition de Sa Majesté" — car j'y suis resté longtemps, bien longtemps, sans cependant maudire mon infidèle... »

Mais à qui sait attendre... car « j'ai vu mes rivaux disparaître tour à tour par l'effet de violents divorces... » Mais « ma compagne de départ m'est revenue souriante ; et nous faisons maintenant, oublieux d'un passé douloureux, le plus heureux des ménages ». Et l'allégorie amoureuse rebondit encore par l'évocation « dans cette brillante réunion, des adversaires influents avec lesquels j'ai plus d'une fois rompu une lance... » L'homme qu'on fête trouve « dans ce concours généreux une ample récompense de tous les désappointements du passé... » Et son côté *gens de lettre* ne pouvait pas, non plus, rester muet à la suite de « votre délicate allusion à mes humbles travaux littéraires et aux honneurs, bien au-dessus de mon mérite ¹ ».

Avant donc de présenter une dernière fournée de remerciements d'usage et bien sentis, il rappelle, en changeant de niveau de langage, le trentenaire de l'ouverture des chambres de la Confédération naissante ce même jour du 27 décembre (mais en 1867, bien entendu). Le mot de la fin revient au svelte galant. Il s'en voudrait de terminer sans la dernière évocation du « ravissant assemblage de tout ce que le vieux Québec possédait de femmes jolies, élégantes, gracieuses ; c'est dire qu'elles étaient légion ». Or « ces femmes si gentilles, mesdames, étaient vos mères. Et je constate, en contemplant mon entourage, que la Québécoise n'a pas dégénéré ². » Collective, la flatterie n'est jamais ambiguë. Et réussie, la fantaisie littéraire n'a jamais fait tort à quiconque.

III

S'apparentant aux idées maîtresses de Mercier, les positions générales de Marchand, quoique son aîné d'âge et de présence parlementaire, en faisaient un continuateur naturel, mais sans qu'il ne se sentit obligé d'en répéter les outrances.

¹ Les honneurs ici évoqués sont une distinction du gouvernement français, une élection à la Société royale du Canada dont il devint membre fondateur, puis président.

² Le texte « Réponse à l'adresse » dans MARCHAND, *Mélanges poétiques et littéraires*, p. 353-355.

Entre eux deux, avaient accédé à un pouvoir éphémère d'une année les chefs conservateurs, Charles Boucher de Boucherville et Edmund Flynn, et à un terme gouvernemental complet de quatre ans, mais en ne laissant de souvenir guère plus marquant, Laurent-Olivier Taillon, lui aussi du Parti conservateur.

Bien entendu, le style et la substance des politiques des deux leaders Marchand et Mercier différaient, surtout en matière constitutionnelle et, évidemment, encore davantage en comportements de leadership ! C'est le diptyque esquissé dans cet essai qui signalera les contrastes aussi bien que les analogies entre les politiques des deux libéraux.

Pour l'instant, qu'il nous suffise de reconnaître en eux les représentants au pouvoir du libéralisme fin de siècle de la province de Québec¹. Se situant à l'opposé de l'ultramontanisme, Marchand se tenait, aussi bien, très en deçà d'un *rougisme* autrement hardi².

On doit au sénateur Raoul Dandurand, gendre de Félix-Gabriel Marchand, la narration d'une mise en relation entre le père de ce dernier, prénommé Gabriel (1780-1852), et Louis-Joseph Papineau, le chef insurrectionnel de 1837, dans les circonstances suivantes. Le notable local avait été invité à présider une assemblée des partisans de la cause des Patriotes, justement à Saint-Athanase (par pur hasard, futur lieu de naissance d'Honoré Mercier). Mais comme y étaient prononcés des « discours un peu alarmants », il s'est trouvé que le président d'assemblée « crut devoir mettre la population en garde contre tout acte de violence [...]. Les esprits excités protestèrent violemment et Papineau, par mesure de prudence, reconduisit Marchand jusqu'à sa porte³. » Toutes espèces de moyens violents furent toujours prohibés dans la tradition du clan Marchand. Quant à Félix-Gabriel, il se fera remarquer par une attitude qu'on pourrait qualifier d'aménité combative et, finalement, persuasive. Et cela même avant son entrée en politique.

IV

C'est au domaine Beauchamp de Saint-Jean-sur-Richelieu que naquit, le 9 janvier 1832, Félix-Gabriel. Par sa mère de nom et de culture anglaise, Mary

¹ Selon Michèle Brassard et Jean Hamelin, bien que Marchand ait fréquenté dans sa jeunesse « les rouges », notamment François Bourassa [...], par tradition familiale et par éducation il est plus à l'aise avec les libéraux modérés, tels Louis-Amable Jetté et Charles Laberge, qui vouent un attachement profond à l'Église, à la démocratie et à la nation. Ceux-ci, en réponse à la condamnation de l'Institut canadien par M^{gr} Ignace Bourget au printemps de 1858, se sont regroupés et ont fondé l'Institut canadien-français » (*op. cit.*, p. 754).

² Sur le *rougisme* très relatif d'Honoré Mercier, aussi bien que de Félix-Gabriel Marchand, voir Jean-Paul BERNARD, *Les Rouges. Libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIX^e siècle*, Les Presses de l'Université du Québec, 1971, p. 320-321.

³ Marcel HAMELIN, *Mémoires du sénateur Raoul Dandurand*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1967, p. 83.

Macnider, sa première éducation lui fut d'abord dispensée en anglais, au St. John's Classical School. Trois ans plus tard, il passait une année scolaire au Collège de Chambly qui le prépara à son entrée au Collège classique de Saint-Hyacinthe. Les études sérieuses qu'il fit à ce niveau lui permettent d'accéder après six années au stage de clerc-notaire dans une étude de sa petite ville.

Mais voici qu'à peine quelques mois plus tard en compagnie d'un ami, il s'offre, à dix-huit ans, un voyage en Europe, ce qui n'était pas fréquent à l'époque (en 1850)¹. Deux ans plus tard, le jeune homme, du fait de la mort de son père, devient propriétaire de la terre paternelle au Domaine. Et peu de temps après, il obtient son diplôme en notariat. Puis, il épouse Marie-Hersélie Turgeon de Terrebonne. La famille comptera onze enfants. Marié, notaire, relativement à l'aise comme propriétaire foncier, désormais il est quelqu'un à Saint-Jean-sur-Richelieu.

Nous n'allons pas nous attarder à tout ce qui va arriver au plan local à ce jeune notaire de la vallée du Richelieu ; valent toutefois des mentions, ses entreprises journalistiques et des engagements sociaux d'une plus large responsabilité, régionale notamment. Sinon, il manquerait des maillons à la chaîne de sa montée politique constante jusqu'à finir au sommet « en pleine gloire », selon des biographes ne taisant pas leur admiration sincère². On n'aura pas oublié que cet homme a occupé toutes les fonctions parlementaires — sauf la toute dernière, et proprement honorifique, celle de lieutenant-gouverneur ; et que, jamais, par ailleurs, il n'aura obtempéré à la séduction fédérale, fût-elle maniée par un Wilfrid Laurier...

Il conviendrait peut-être de dire plus, ou autrement, si l'on considère la somme des rôles sociaux ou professionnels que l'homme sut cumuler de front, ou alternativement : L'adage des « trente-six métiers, trente-six misères » n'aurait pas ici de pertinence. Il peut offrir un honnête confort à une famille d'une dizaine d'enfants et dont la plupart ont le bon esprit de survivre dans une époque de forte mortalité infantile... La somme des obligations diverses de cet homme est impressionnante : exploitant agricole mais aussi notaire³, éditeur mais aussi journaliste, officier de milice mais aussi politicien en devenir en attendant pas très longtemps de l'être en action — et d'une « action » de plus en plus exigeante et en

¹ En outre de bien connaître Paris, sur quoi nous reviendrons plus loin, il n'était pas courant pour un petit Canadien français de cet âge de se familiariser avec des villes aussi différentes que Marseille et Glasgow.

² Voir le troisième paragraphe de notre *Avant-propos* (note 1).

³ Notaire vraiment professionnel et non pas tabellion des seuls temps libres... Une chronologie nous apprend qu'à la date du 1^{er} avril 1899, quinze mois avant sa mort, Maître Marchand avait signé « son 6 324^{ième} dernier acte notarié » (Lionel FORTIN, *Félix-Gabriel Marchand*, Saint-Jean-sur-Richelieu, Éditions Mille Roches, 1979, p. 218). Nous consacrerons le chapitre 11 à l'examen des œuvres littéraires (poésie, théâtre, prose) de Marchand ; il faut ajouter aussi une œuvre fondamentale dans le domaine de sa spécialité professionnelle : *Manuel et Formulaire général et complet du notariat de la Province de Québec* (Montréal, A. Périard, éditeur, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1891, 304 pages).

menace de devenir dévorante de l'ensemble, ce qui heureusement n'allait pas se produire, du moins pas prématurément !

Le journal étant, selon le mot d'Étienne Parent, « la bibliothèque du peuple », Félix-Gabriel Marchand eut tôt son journal pour asseoir et propager son influence politique au plan régional. À l'âge de trente-deux ans, en 1860, il fonda *Le Franco-Canadien* en compagnie de son très grand ami Charles-joseph Laberge et avec l'aide d'Isaac Bourguignon. L'année d'après, il en devenait le rédacteur en chef, poste qu'il allait quitter après moins de trois ans. Mais, à la date du 1^{er} mars 1867, il se porte acquéreur de ce journal, publié à un rythme bi-hebdomadaire, tout en assumant de nouveau la responsabilité de rédacteur en chef. Plus tard, en 1893, il fondera un nouveau journal, au titre maintenant renversé de *Le Canada-Français*. Cet organe de presse eut la particularité d'avoir survécu jusqu'à notre époque, jouissant d'une réputation peu commune dans l'histoire de notre presse régionale.

Il faut aussi dire plus que deux mots sur l'état de service du *milicien* Marchand. À la fin de 1862, il fonde, avec son ami Laberge, une compagnie d'infanterie de milice volontaire portant le nom de « Chasseurs du Richelieu ». Le commandement est sous la responsabilité de Marchand, obtenant ses galons de lieutenant à l'âge de trente ans. Quelque six mois plus tard, il est promu capitaine en conséquence de l'intégration des Chasseurs du Richelieu au 21^e Bataillon de milice volontaire ou Infanterie du Richelieu. En août 1865, il accède au grade de major de ce bataillon. La dernière promotion qu'il obtiendra, le 22 juin 1866, sera celle de lieutenant-colonel et de commandant du 21^e Bataillon de milice.

Un peu plus d'une année plus tard allait être proclamée la naissance d'un nouveau régime constitutionnel. Le notaire Marchand aura franchi les étapes classiques des différents grades d'une compagnie de milice. De son point de vue, il devait, par cet encadrement *milicien*, avoir le sentiment de remplir une autre forme de devoir civique dans la région proche et stratégique d'une frontière vacillante ou poreuse ; et, comme effet second, il se trouvait aussi à élargir son cercle d'amis par ce compagnonnage de frères d'armes. Un accroissement de vigilance aux frontières s'imposait en ces années, du fait des raids de *Feniens*, rôdant dans les parages et ne se faisant pas faute de donner le coup de feu. Il avait même fallu soutenir des campagnes contre eux, principalement en juin 1866 et en avril-mai 1870.

Le jeune notable Félix-Gabriel Marchand ne se tenait pas non plus à distance de participations civiques locales (municipales, comme conseiller ; paroissiales, comme marguillier). On le voyait fréquemment exerçant des présidences dans des associations de comtés ou de régions : trésorier de la Chambre des notaires du district d'Iberville ; directeur, vice-président, puis président de la Société d'agriculture du comté de Saint-Jean, etc. Et sans oublier les accaparantes responsabilités de type journalistique déjà citées.

Voilà bien un homme qui pratiquait l'enracinement local sans compter... Toujours, il sera fidèle à son milieu d'origine, même lorsque la grande politique, vorace, sera devenue le principe d'intégration et la maîtresse combien tyrannique de sa vie. En trente-trois ans d'une continuité politique de plus en plus active, combien a-t-il dû faire d'allers-retours entre Saint-Jean-sur-Richelieu et la colline parlementaire de la Vieille Capitale ?

Félix-Gabriel Marchand

CHAPITRE HUIT

La maturation d'un « brillant second »

I

[Retour à la table des matières](#)

Avant de se rallier sans trop de mal, en tout cas sans amertume, au nouveau régime constitutionnel, le jeune notaire de 35 ans était déjà fort bien adapté à son milieu géo-social qui, du reste, le lui rendait bien. À titre d'exemple peu connu, sa

personnalité sympathique était, en outre, fort populaire dans le monde quelque peu *select* des courses de chevaux. Un biographe le décrivait récemment comme un « grand amateur de chevaux [qui] avait la réputation d'être un habile "sportsman" qui faisait la convoitise des connaisseurs ¹ ». Sportif mais aussi *gentleman farmer*, une photographie de l'homme, à l'époque de son entrée en politique, en rendait fort bien l'allure athlétique et sûre de soi ².

Son premier adversaire électoral, le conservateur Isaïe Bissonnette, lui faisait grief, aux premières élections de 1867, de n'être pas un véritable « cultivateur », ainsi que le prétendaient ses partisans. Il devenait donc inapte à représenter les intérêts vraiment agricoles de la population de sa circonscription. Pourtant Félix-Gabriel avait transformé en ferme modèle la terre paternelle transmise par héritage. Quelques années plus tard, en 1872, il allait s'en départir par acte de vente à son frère Charles.

Et qui plus est, il terminait en 1867 un terme de trois ans comme président de la Société d'agriculture de son comté. Le journal, que Marchand avait fondé, n'avait plus qu'à tirer la leçon de la bourde d'adversaires trop zélés. « On lui décernait, par là même, écrivait *Le Franco-Canadien*, un témoignage des plus flatteurs car, évidemment si on eût un des griefs réels à lui reprocher, on n'en eût pas chercher [*sic*] d'imaginaires. » La cible même d'une attaque aussi spécieuse n'était pas en peine de répondre lui-même qu'un tel argument « était à peu près de la même force que de dire que le Saint-Laurent n'est pas une rivière mais un fleuve. Ce n'est pas, continuait-il, en jouant comme cela sur les mots que l'on fait triompher une bonne cause ... ³ »

À propos du régime constitutionnel récemment imposé, Marchand, comme nombre de ses contemporains, exprimait de sérieuses réserves. Il aurait préféré, selon sa propre expression, « non pas une union législative sous le nom de Confédération mais une confédération réelle ». Mais devant le fait accompli, « il ne s'agit plus de la combattre et de chercher à la renverser. Il vaut mieux [...] travailler à lui donner, par des réformes opérées d'une manière constitutionnelle, les véritables caractères du système fédéral ⁴. »

Au lendemain même de la proclamation de l'acte de fondation, le journal local écrivait que, contrairement à la démonstration officielle, « très brillante » à Montréal et à Québec, « le peuple ne paraît pas avoir manifesté beaucoup d'enthousiasme » et « la masse des citoyens est restée spectatrice silencieuse et n'a

¹ Lionel FORTIN, *Félix-Gabriel Marchand*, Éditions Mille Roches, Saint-Jean-sur-Richelieu, 1979, p. 44.

² Photo de Marchand, botté et en costume équestre. La légende disait : « À l'âge de 35 ans, à l'époque des élections qui l'on porté pour la première fois à l'Assemblée législative de Québec, en 1867 » (*ibid.*, p. 81).

³ Ces deux dernières citations, *ibid.*, p. 84-85-86.

⁴ *Ibid.*, p. 82-83- Sur ce point capital, voir notre chapitre 12.

manifesté aucun enthousiasme¹ ». Mais ce bloc d'inertie ne fut pas lent à se mouvoir, à s'enfiévrer même à l'annonce des premières élections du nouveau régime, prévues aux dates des 19 et 20 septembre 1867. Le début de l'action politico-électorale de maître Marchand se trouvait à coïncider avec l'établissement d'une toute nouvelle constitution.

Il se fera naturellement fort de son crédit moral accumulé dans son milieu, le passé étant garant de l'avenir. En début de campagne, il avoue à ses commettants qu'« il lui suffira, pour le moment, de dire que la même modération et la même fermeté qui ont présidé à toutes ses démarches publiques, formeront la règle de sa conduite parlementaire, s'il a l'honneur d'être élu² ». *Modération et fermeté*, il n'allait jamais dévier de cette ligne droite.

II

Il fallait d'abord se faire élire afin de pouvoir participer à la plénitude de l'action politique. Les libéraux n'avaient remporté que quatorze sièges. Très tôt, Marchand allait se faire valoir comme un équipier sûr dans une formation d'abord oppositionniste, mais pas seulement défensive. C'est d'abord le carrousel de l'ère conservatrice qui tourne avec la série des ministères Chauveau, Ouimet et Boucherville ; puis, dans des circonstances spéciales, finit par s'affirmer un éphémère gouvernement libéral sous Henri Joly de Lotbinière. Il faudra attendre huit autres années pour que s'impose la plus forte personnalité de l'époque, Honoré Mercier. Mais son « antipode », Félix-Gabriel Marchand, n'aura pas eu à attendre la prise de pouvoir de celui-ci pour remplir ses premières fonctions ministérielles.

Sous le gouvernement du libéral Joly (mars 1878-octobre 1879), Marchand reçoit le portefeuille du Secrétariat provincial ; une année plus tard, il assume la fonction de Commissaire des Terres de la Couronne. Peu de temps après, il recueille, au passage, la distinction honorifique française d'Officier de l'Instruction publique. Un tel hommage ne dépare pas le blason d'un homme politique qui taquine aussi bien les muses théâtrales que poétiques³. Mais notre homme n'a pourtant rien d'un écrivain mondain. Et pour l'heure, ce sont les affaires de l'État qui le passionnent et drainent autant de son énergie que de son temps utile. Aussi bien dans la presse spécialisée que dans les corridors parlementaires, on l'avait affublé (mais sans le titre) de « lieutenant » du chef du parti.

Du fait de la brièveté du gouvernement libéral de Joly, Marchand fut donc, en un premier temps, confiné à des responsabilités moins voyantes dans ce qu'il

¹ *Le Franco-Canadien*, 2 juillet 1867.

² Cité dans FORTIN, *op. cit.*, p. 82.

³ Les travaux littéraires, de plusieurs genres, seront considérés à la fin de ce travail, au chapitre 11.

appellera plus tard « les froides régions où gémit cette tribu aussi intéressante qu'... incomprise », qu'en pays britannique on appelle communément « la loyale opposition de Sa Majesté ¹ ». Lui et ses collègues libéraux devront s'armer d'une longue patience d'une dizaine d'années, soit jusqu'à l'arrivée en force du pouvoir des libéraux de Mercier en janvier 1887. Il faudra attendre tout ce temps avant de connaître l'ivresse aussi incertaine que l'est le pouvoir, mais ce dernier restant, malgré tout, combien attractif !

Dans l'intervalle, Félix-Gabriel Marchand est régulièrement réélu, et même deux fois par acclamation, en 1871 et 1881. La fidélité de ses commettants n'aura d'égal que le dévouement civique de leur mandataire. Marchand n'a pas donné l'impression, pendant les quatre premières années de sa vie de député, de mal supporter l'ingrat travail d'un membre de l'opposition. Les sessions à l'époque étaient incomparablement plus courtes qu'elles ne le sont aujourd'hui, soit une durée moyenne de quelque 40 jours. Mais tout le reste, s'ajoutant au travail sessionnel, a de quoi entretenir l'ennui de la famille, restée sur les bords du Richelieu...

Il y avait pire encore, soit la situation des députés doublement élus de ce justement nommé *double mandat*, à Québec et à Ottawa. On a de la difficulté à imaginer une pratique aussi absurde, tyrannique même par certains côtés. Marchand continua à s'élever contre ce bizarre dédoublement législatif. Il déclarait peu de temps après l'ouverture de la Chambre : « Personne ne pourra nier que tous les retards apportés à nos travaux sont dus à la nécessité dans laquelle se sont trouvés la plupart de nos ministres, de laisser là, pour un temps, leurs fonctions administratives dans cette province, afin de se rendre à leurs fonctions législatives à Ottawa ². » Par ailleurs, le double mandat présentait plus d'un aspect : non seulement des inconvénients, mais aussi des avantages pour certains ; et, en ce dernier cas, les conservateurs étaient au pouvoir dans les deux capitales (Chauveau à Québec, Macdonald à Ottawa). Ils profitaient le plus de la situation, en influence, sinon en assiduité parlementaire...

Quoi qu'il en fût de cette situation particulière, la dialectique mesurée de Marchand fut entravée dès son principe, le premier ministre Chauveau ayant fait de cette question un vote de confiance. La proposition de Marchand fut rejetée par 39 voix contre 21, à la date du 15 février 1868. Toutefois, le bon sens autant que l'entêtement du député sur ce point auront leur revanche quatre ans plus tard. Le projet Marchand, proposant l'abolition du double mandat dont les abus n'avaient pas cessé, fut finalement adopté, « aux applaudissements de toute la gauche », précisait les journaux du jour. Cela se passait sous le ministère (conservateur) de J. Alfred Mousseau, à la date désormais historique du 29 novembre 1872.

¹ Voir la note 8 du chapitre précédent. [Édition électronique, Chapitre 7, II, dernier paragraphe, note 1. (MB)]

² Cité dans FORTIN, *op. cit.*, p. 93.

Une autre question paraissait majeure et même urgente pour le « lieutenant » Marchand, assis à la droite du chef de son parti : la sempiternelle question de la colonisation. Le plan, depuis longtemps mûri par le proposeur, consistait à faire des sociétés d'agriculture (qu'il connaissait bien), des sociétés de colonisation, et qui seraient financées conjointement par l'État et la population. Seraient aménagés, en conséquence, des réseaux de voies d'accès aux terrains déjà cédés gratuitement aux colons. Bien que le projet législatif ait été formellement rejeté par la majorité, le modèle continua à inspirer, dans les faits, la pratique administrative de la colonisation.

III

Comme beaucoup de gens de plume, Félix-Gabriel Marchand n'était pas doté d'un don correspondant pour la parole. Mais le sérieux et l'application technique qu'il mettait à l'étude des « données », qu'assaisonnait un penchant inoffensif pour les calembours et un rare sens de la répartie, en firent un redoutable *debater*. Malgré ces qualités, qu'on attribue d'ordinaire, dans les états-majors, à de « brillants seconds », peu d'observateurs voyaient en lui un chef de parti, tandis qu'il engrangeait des décennies de bons et loyaux services. Il se satisfaisait, encore jeune et sans frustration, du titre de « doyen » de la Chambre. Avant que ne pointe à l'horizon l'étoile brillante d'Honoré Mercier, Marchand avait déjà montré son savoir-faire pendant quatre législatures au complet, et sans commettre d'erreur notable. Et si les circonstances ¹ semblent en engendrer une, ou encore en rendre une autre discutable, c'est le bon peuple, rassemblé dans sa ville de Saint-Jean, qui l'en exonère et qui célèbre ses mérites dans une résolution improvisée sur-le-champ :

Résolu : Que la conduite parlementaire de F.G. Marchand, Ecr., Député du Comté de St-Jean à la Chambre Provinciale, reçoit de la part de cette assemblée la plus entière approbation, et que F.G. Marchand, Ecr., comme homme privé, aussi bien que comme homme public, mérite et possède la plus haute confiance de cette assemblée ².

Allait s'ensuivre quelques mois plus tard l'affaire du « coup d'État » de Letellier de Saint-Just. Marchand n'en subira d'autre *inconvenient* que de se voir propulsé à un poste de ministre, au titre de Secrétaire provincial, dans le premier cabinet de Henri-Gustave Joly de Lotbinière. Ainsi qu'on l'a dit plus haut dans un autre contexte, Marchand fut membre une seconde fois du cabinet Joly, alors comme Commissaire des Terres de la Couronne (mars à octobre 1879)

¹ En vertu d'une règle constitutionnelle, la mort du lieutenant-gouverneur interrompt les opérations de l'Assemblée législative et du Conseil législatif jusqu'au remplacement du chef de l'État. Lors du décès du lieutenant-gouverneur René-Édouard Caron, Marchand tient quelques assemblées dans sa propre ville de retour d'une tournée, mais à l'intérieur de la période interdite, soit avant qu'on n'ait nommé un nouveau lieutenant-gouverneur.

² Cité dans *Le Franco-Canadien* du 21 septembre 1877.

Pendant les huit années qui séparent la période actuelle de celle de l'arrivée de Mercier au pouvoir (29 janvier 1887), la chronologie parlementaire de Marchand fait principalement état des distinctions honorifiques en matière culturelle qu'il reçoit. Plus important encore, nous savons qu'il est *mercieriste* mais raisonné, sans tendance à quelque adulation. Il n'oublie pas, entre autres choses, que Joly avait émergé dans une phase intérimaire du leadership et que, plus tard, le chef provisoire aurait peut-être à s'esquiver de la même façon. Marchand ne s'objectait pas non plus à la propension de Mercier, comme chef en ascension, de compter sur les effectifs du second et nouveau Parti national. Quant à l'ambition profonde du grand orateur politique, elle ne causait à Marchand aucun ombrage. Si Mercier s'empare des positions du pouvoir, et quand cela se produira, le besoin se fera encore sentir d'un « brillant second ». Bref, Marchand attend les événements d'un cerveau alerte et d'un pied ferme. Il ne créera pas les événements favorables, mais s'ils se présentent, il sera prêt. Il le fut.

Marchand va jusqu'à s'accommoder sans problème de la réputation de piètre orateur qu'on lui avait faite. Ainsi, pendant la campagne électorale de 1878, sur son propre terrain de la place du marché à Saint-Jean-sur-Richelieu il est vrai, il riposta par une réplique fort efficace à nul autre que le redoutable Joseph-Adolphe Chapleau qui, sur cette place publique, venait de mener une attaque de deux heures contre les adversaires libéraux. Il se trouve encore que c'est le journal qu'il avait naguère fondé, *Le Franco-Canadien*¹, qui rend compte de l'événement ; mais il n'en demeurait pas moins que « le député de St-Jean fut accueilli avec une chaude sympathie par l'assemblée. Il fit une dissertation claire et précise sur la question constitutionnelle en appuyant son argumentation sur la base solide des autorités les plus compétentes. Il fit le procès du ministère conservateur [...]. Enfin il mit à néant toutes les assertions et tous les arguments du préopinant. » Ce n'était pas mal pour un piètre orateur...

Au soir du scrutin du 1^{er} mai 1878, Marchand allait être pour la troisième fois réélu dans sa circonscription. Mais, à la grandeur de la province, il s'agit de non moins que d'un échec mathématique, pour les libéraux de Joly, recueillant trois sièges de moins que les Conservateurs. Cette marge déficitaire fut tôt compensée par l'espèce de trafic qui ne scandalisait guère à l'époque. Trois conservateurs indépendants traversèrent la Chambre et, pour solder l'opération, le président de l'Assemblée législative, porteur d'une étiquette conservatrice, se ralliait aux troupes libérales. C'était la première fois, depuis 1867, que les libéraux occupaient des banquettes du côté droit de la Chambre... Joly s'appliquera à faire passer son programme d'austérité. *L'Événement*² en rappelait quelques bribes, typiquement percutantes : « La police provinciale va être retranchée des dépenses publiques, ce qui fera encore 25 000 \$ de moins à prendre sur la caisse publique [...]. La Commission de la codification des Lois va être suspendue [...]. Les magistrats de

¹ Numéro du 26 mars 1878.

² Numéro du 11 mai 1878.

district vont cesser d'exister [...]. Les salaires de grand nombre de fonctionnaires vont aussi être diminués. Après cette réduction, ils seront encore largement payés. » Austérité si l'on veut, mais scandée par des intentions provocantes.

La dernière manchette n'était toutefois pas la plus assassine, laquelle s'énonçait plutôt comme suit : « Nous croyons savoir aussi que si le Conseil législatif tient à siéger gratuitement avant son décès, il en aura l'occasion. » Ce cher Conseil législatif... cette importation la plus difficilement justifiable en provenance de Westminster, voilà qu'après dix ans d'existence et, pour ainsi dire, *d'usage*, on parle enfin de l'abolir ! Le Conseil était devenu la bête noire, en quelque sorte personnelle, de Félix-Gabriel Marchand... Il se fait le promoteur actif de son abolition ; et réussit même à faire dégager une majorité à cet effet à l'Assemblée législative. Mais, au-delà, la procédure parlementaire va couper court... Il n'est pas dans la nature des choses institutionnelles qu'un créateur détruise la propre créature qu'il est ! Une fois le document présenté au Conseil législatif, il y fut naturellement rejeté. Ce sera pour plus tard, pour beaucoup plus tard ¹.

IV

Étant donné la nature discrète du personnage, Félix-Gabriel Marchand faisait l'objet de moins de commentaires élogieux de la presse que certaines autres personnalités plus affirmées. Aussi, *L'Événement* du 20 juillet 1878 faisait-il exception en traitant du duo Joly-Marchand en ces termes :

M. Marchand se rapproche de M. Joly par ces qualités de verve spirituelle et de courtoisie qui diminuent l'acrimonie des luttes politiques, et l'on a toujours remarqué qu'il y avait entre eux un lien particulier de sympathie. M. Joly aime tous ses collègues, mais il préfère M. Marchand. Le secrétaire provincial s'est montré à cette occasion comme toujours un lieutenant habile et dévoué, et il a pu parfois adoucir par un bon mot des blessures que la droite portait à l'opposition.

Du fait de ses qualités psycho-morales, Marchand ne jouissait toutefois d'aucune immunité particulière, dans l'opinion aussi bien qu'en Chambre. Nommé Commissaire des Terres de la Couronne lors d'un remaniement ministériel, il fut

¹ L'abolition du Conseil législatif n'allait être sanctionnée que le 18 décembre 1968 (sous le gouvernement de Jean-Jacques Bertrand). Depuis 1928, le Québec était la seule province canadienne à maintenir une deuxième Chambre. En 1968, la question n'aura pas suscité de débat majeur à l'Assemblée législative et encore moins dans le public. C'était là un « signe des temps nouveaux », concluait le recueil *Les grands débats parlementaires : 1792-1992* (Les Presses de l'Université Laval, Sainte-Foy, 1994, p. 117). Par association d'idées, rappelons en passant que le même premier ministre fut responsable de l'adoption de l'expression *Assemblée nationale* à la place de l'appellation traditionnelle d'*Assemblée législative*.

mis en cause dans une affaire, au total peu claire, dite l'affaire Gowen¹. Le Commissaire des Terres soutient avoir fait une bonne affaire en acceptant au nom du gouvernement une somme trois fois moindre que le montant d'une hypothèque à couvrir. Le comité, chargé d'enquêter, conclut que l'opération n'avait eu « rien de malhonnête », mais qu'on pourrait discerner « une erreur de jugement [...] en ceci qu'on aurait pu faire de meilleurs arrangements, dans l'intérêt de la province ». Le gouvernement donc, sous la responsabilité du Commissaire Marchand, « a agi de bonne foi² » et « doit être exempt de tout blâme au sujet de cette transaction³ ».

Fait intéressant, c'est le même journal qui avait fait l'éloge de Marchand un an plus tôt. Cette fois, il s'imposera le délicat devoir de faire le partage du pour et du contre. Il s'agit d'une belle pièce de journalisme responsable⁴ :

Nous nous sommes permis de dire que dans la transaction Gowen, L'Hon. M. Marchand avait commis une maladresse ; nous sommes certain que M. Marchand ne nous en a pas voulu le moins du monde d'avoir été franc avec lui ; chacun a périodiquement son mauvais jour ; quand M. Marchand s'est trouvé en tête à tête avec M. Gowen, ça été pour lui un mauvais jour. Il avait aussi tout contre lui : il venait d'être nommé commissaire des terres, et il ne connaissait pas M. Gowen, et encore moins les liens de parenté qui existent entre ce dernier et l'Hon. M. Joly. C'est avec la meilleure foi du monde qu'il y est allé, et nous soupçonnons fort que nombre de gens auraient agi comme lui, en y mettant toujours plus de malice. Mais c'est aussi de la meilleure foi du monde que l'on peut commettre une maladresse ; nous l'avons dit, et le rapport du comité d'enquête que nous publions à la 4^e page, vient justement corroborer notre opinion, avec à peu près les mêmes expressions dont nous nous sommes servis.

Quoi qu'il en fût, l'expérience du gouvernement Joly touchait à sa fin, sa majorité devenant davantage précaire, surtout après la démission d'Alexandre Chauveau, Secrétaire provincial. Comme conséquence d'un vote minoritaire, Joly donna sa démission. Le chef d'opposition Chapleau devint le premier ministre le 31 octobre 1879. Le leader conservateur ne devait occuper cette charge que pendant trois ans, passant finalement à l'arène fédérale. Encore cinq ans, et ce sera le début « des années Mercier ».

Il fallait aller en élections sans trop tarder, pouvait soutenir Joly ; mais elles devront attendre. Deux autres sessions auront lieu en 1880, puis en 1881. La législature sera finalement dissoute le 7 novembre 1881 et les élections, décidées pour le 25 novembre 1881. Marchand allait connaître une petite crise de confiance

¹ L'affaire consistait en ces quelques lignes : « Selon les accusations portées par Israël Tarte, député de Bonaventure, le ministère aurait sacrifié pour 5 000,00 \$ une hypothèque de 17 000,00 \$ que le gouvernement possédait sur une propriété que venait d'acquérir Hamond Gowen, le beau-frère du premier ministre Joly. La Chambre ne tarda pas à former un comité d'enquête sur cette affaire » (FORTIN, *op. cit.*, p. 122-123).

² « [...] le gouvernement a agi de bonne foi, sous l'impression qu'il valait mieux accepter de l'argent comptant, en règlement d'une créance, qui pendant plusieurs années n'avait rien rapporté » (ce texte du comité, *ibid.*, p. 124).

³ *Ibid.*, p. 124.

⁴ Voir, plus haut, la citation hors-texte de *L'Événement* du 20 juillet 1878.

de la part de plusieurs de ses commettants, trouvant qu'en matière de favoritisme, il n'était pas tellement zélé... Ce sont des manques d'ardeur qui, fréquemment, se paient !

Toujours est-il qu'un petit groupe de son comté suscita une candidature nouvelle, celle d'un courtier de Saint-Jean, du nom de Charles Arpin, qui prétendait rallier aussi bien des libéraux que des conservateurs ! L'alerte n'aura duré qu'une semaine, le dénommé Arpin, calculant sans doute ses chances faibles, se retirait de la lutte. Le temps manquait pour lancer une nouvelle candidature, le vieux routier libéral du comté depuis 1867 fut déclaré élu par acclamation, répétant la prouesse du 30 juin 1871. *L'Événement* n'était pas loin d'exulter :

On ne conçoit pas la Chambre locale sans M. Marchand et ses inépuisables calembours. Il est le boute-en-train du Parlement, et la gaieté canadienne aura encore de beaux jours, puisqu'il nous revient ¹.

¹ Numéro du 26 novembre 1881.

CHAPITRE NEUF

Au temps de la destitution d'Honoré Mercier

I

[Retour à la table des matières](#)

Nous racontions en première partie la montée de celui que des contemporains avaient surnommé le « grand Mercier ». Mais, eût-il été un personnage antique, il n'aurait probablement pas mérité l'inversion de l'épithète « Mercier le Grand ». Lui auraient mieux convenu des qualificatifs d'un autre genre, comme séduisant, brillant, flamboyant... Pour le mieux ou pour le pire, on peut même présumer que Mercier aurait eu le même destin si Marchand n'avait pas existé. Avec un singulier abus du terme, on risquerait même de dire que c'était à leur propos une question de charisme, l'un qui en avait beaucoup, presque trop ; l'autre qui n'en avait pour ainsi dire pas, mais qui possédait tant d'autres qualités positives : compétence et probité¹, vieux routier de la politique et doyen de la Chambre ; préférant peut-être l'emploi d'un « brillant second » à celui d'un leader en titre, et à l'autorité plus ou moins diffuse, etc.

Les deux hommes politiques méritent une attention égale, quoique avec peu de correspondance de l'une à l'autre. Marchand, qui avait été de tous les combats politiques depuis 1867, peut aussi être vu comme à contre-jour de l'ascension et de la chute de Mercier ; et cela, il doit l'être autant pour la montée que pour la dégringolade. Chose certaine, l'aspect *mythificateur* de l'aventure de Mercier sera singulièrement absent de celle de Marchand, malgré les apparentements doctrinaux ou de programmes. Même si trois premiers ministres conservateurs² séparent le moment de la sortie tragique de Mercier de celui de l'accès au pouvoir de

¹ Un seul exemple, en passant, mentionné dans l'ouvrage fleuve de Robert RUMILLY : « Après son arrivée au pouvoir, Marchand fit installer l'électricité dans sa maison de Saint-Jean. Un entrepreneur, fournisseur habituel de l'administration provinciale, lui envoya, en cadeau, une caisse de lampes et d'appareils électriques. Marchand les refusa, sans cacher son indignation » (*Histoire de la province de Québec*, tome IX, F.-G. Marchand, Montréal, Éditions Bernard Valiquette, p. 10).

² Respectivement, de Boucherville (un an), Taillon (quatre ans) et Flynn (un an).

Marchand, ce dernier reprend l'esprit de ce que le *mercierisme* au pouvoir n'y avait pas gâché ni laissé en plan.

A-t-on suffisamment remarqué qu'en assumant la plénitude du pouvoir, Mercier avait nommé le notaire Marchand à la présidence de l'Assemblée — soit, parmi les députés libéraux, celui qui était si peu orateur au sens de tribun, mais tellement *Orateur* à celui de *Mr. Speaker* ? Même l'opposition voyait en Marchand cet agent d'ordre et de méthode dans l'affrontement législatif constant entre une majorité gouvernante et une minorité oppositionniste. C'est sous cet aspect, pourtant négligé par l'analyse, qu'un leader de la force de Mercier avait le plus besoin d'un arbitre pour mettre et garder « l'ordre dans la cabane », selon une expression familière d'époque.

En 1885-1886, les sentiments des membres de la députation étaient à leur comble passionnel du fait de la récente affaire de l'exécution de Louis Riel : les libéraux ne manquaient pas d'attaquer les opposants conservateurs, ces complices des « pendants » d'Ottawa.

Aux élections de 1886, à la fin août, Mercier et Marchand forment un duo d'attaquants très efficace, surtout à une assemblée tenue dans la circonscription de ce dernier. Au jour du scrutin, Marchand l'emporte encore et, cette fois-ci, devant un adversaire médiocre en la personne de Louis-Philippe Pelletier, avocat de Montréal, à défaut d'avoir trouvé un candidat sur place. Quant à Mercier, sa victoire était mathématiquement acquise au soir du 14 octobre 1886. Ainsi qu'il a été raconté en première partie, il n'accédera pas au pouvoir avant trois mois et demi du fait de l'obstruction des chefs conservateurs Ross et Taillon. Quand l'affaire se réglera enfin en janvier 1887, se posera alors le problème, plus délicat que jamais, de la présidence de l'Assemblée législative.

Surgissait naturellement au premier rang la candidature de Félix-Gabriel Marchand proposée par le premier ministre tandis que Taillon, au nom des conservateurs, soutenait celle de Faucher de Saint-Maurice. Au choix de Marchand, on opposait donc le député de Bellechasse, un autre homme de lettres, journaliste, chroniqueur, conteur, voyageur et aventurier, bref un polygraphe de classe. Il s'agissait donc d'un adversaire sérieux devant Marchand, d'autant qu'il avait aussi été greffier de la Législature provinciale pendant une quinzaine d'années... Les deux chefs de partis tenaient à l'investiture de *leur* Orateur d'assemblée presque autant qu'à leur poste personnel de premier ministre ! Voici comment *Le Franco-Canadien* du 4 février 1887 rend compte du dénouement qui aboutit à la double victoire de Mercier-Marchand :

M. Taillon [...] a proposé que M. Faucher de Saint-Maurice soit élu président de la Chambre. Cette motion fut le signal de cris répétés, suivis bientôt d'un silence profond pendant lequel tous les yeux se tournaient du côté de l'hon. Mercier. Celui-ci se leva aussitôt au milieu des acclamations qui trouvèrent un écho dans les galeries. Il proposa en amendement [...] que l'hon. M. Marchand soit déclaré président de la Chambre. L'hon. Mercier parla en termes élogieux

des qualifications de M. Marchand pour remplir ce poste élevé. Il dit qu'il représentait son comté depuis la Confédération et il n'eut que deux fois le malheur de battre un adversaire. (Rires et applaudissements¹.)

Par cette allusion aux élections par acclamation de Marchand, la décision fut emportée en deux temps : d'abord, Faucher de Saint-Maurice, battu sur division de 32 à 27 ; Puis, Marchand, victorieux sur division de 35 à 27 : en ce dernier cas le candidat s'étant abstenu de voter pour lui-même. Il ne manquait plus que l'onction populaire, qui fut improvisée et même désordonnée : « Aussitôt le vote proclamé, des applaudissements et des hourras enthousiastes s'élevaient de toutes parts, du parquet de la Chambre comme des galeries, en dépit des règles de la Chambre ; mais l'enthousiasme débordait et ne connaissait plus de bornes... Alors le nouvel élu reçut les félicitations des deux côtés de la Chambre [...]. L'hon. M. Marchand n'avait pas assez de ses deux mains pour répondre aux joyeuses accolades de ses amis² »

Il y eut encore davantage : l'éditorial de *L'Électeur*, louant ce « combattant de sa plume et de sa parole, dans l'arène politique et à la Chambre » :

Comme tous nos hommes supérieurs, il a été le point de mire de la calomnie ; mais ses adversaires ont en vain cherché à souiller son nom, qui est resté sans tache. Aussi les félicitations qui lui sont venues de toutes parts hier, à son installation au trône, avaient-elles quelque chose de particulièrement cordial même de la part de ses adversaires dont il n'a jamais, on peut le dire, perdu la sympathie personnelle³.

On peut le dire également de notre propre point de vue : il y a certes peu d'exemples dans l'histoire parlementaire d'une intronisation, aussi fervente et même *multivalente*, d'un président des débats. Mercier voyait en Marchand l'incarnation même d'une fonction et d'une dignité, qui étaient l'une et l'autre uniques. On peut peut-être y discerner un signe du *mercierisme* qui n'en réclamait pas moins. Les adversaires, pour leur part, comprirent. Taillon démissionnait de son poste de premier ministre le jour même de la première séance du Parlement. Le soir du même jour, Mercier devenait le premier ministre et présentait la carte des ministres du nouveau cabinet.

Comme pour signaler, au niveau local, l'importance de l'événement, quelques jours plus tard, le 4 février 1887, le député de Saint-Jean retournait dans sa petite ville en compagnie de nul autre que du nouveau premier ministre : voiture de gala à l'intention des deux grands dignitaires, au son rythmé de la Fanfare de Saint-Jean, vers l'hôtel de ville où la réception civique eut lieu dans l'allégresse... Des citoyens de Saint-Jean accumulant des griefs du fait que leur député, depuis 1867, n'était guère porté vers la chose « patronage » — fût-il « le bon » — auront bientôt

¹ Lionel FORTIN, *Félix-Gabriel Marchand*, Saint-Jean-sur-Richelieu, Éditions Mille Roches, 1979, p. 140.

² Cité *Ibid.*, p. 140-141.

³ *Ibid.*, p. 141.

des occasions de rattrapage... Lionel Fortin en mentionne quelques cas explicités, à commencer par le « Parc Marchand ¹ »...

II

Lors des élections générales de 1890, tout baigne dans l'huile pour les libéraux. Mercier ajuste son pouvoir d'attraction aux conditions nouvelles du terrain. En campagne à travers la province, Marchand fait plus difficilement montre de la même efficacité proportionnelle que celle qu'il exerce entre les murs de l'Assemblée législative ou dans sa petite ville du Richelieu. Mais ne fût-ce que par sa distinction et son tact naturels, il plaît, rassure des hésitations et enlève des adhésions, autant de futurs votes ! Justement lors de ces élections décisives, il va remporter la plus forte majorité de sa carrière dans sa circonscription, soit 436 voix.

Il ne nourrit certes pas d'inquiétude au sujet de sa désignation à la présidence de l'Assemblée. Toutefois, il convient de ne pas exagérer son importance relative. Même lorsque, sous peu, Mercier sera engagé dans son infernal cycle de tribulations qu'il ne prévoit pas, c'est encore lui qui est le plus fort des deux, selon l'évaluation de Robert Rumilly, considérant une hypothétique « rivalité avec Marchand, chef de l'opposition. De Mercier à Marchand, le Parti libéral enregistre une baisse, au double point de vue de l'éloquence et de l'organisation ². »

Le mode de désignation d'un président des débats parlementaires dans notre régime britannique, peut susciter deux attitudes contradictoires : soit qu'on magnifie le rôle pour l'ensemble des qualités de discernement qu'il requiert, axé sur un profond sens de la justice ; soit qu'au contraire on le dévalue en opinant qu'il convient aux personnalités un peu pâlottes ou sans convictions profondes. Entre ces deux attitudes critiques, s'introduit parfois une troisième qui voit dans la fonction un moyen utile de se débarrasser solennellement d'un député qui, justement, embarrasse pour des raisons de positions idéologiques aussi bien que pour des traits de caractère — les deux raisons étant, du reste, non incompatibles et pouvant se présenter dans le même sujet ³.

L'envers positif de ces raisons doit être rappelé pour le cas qui nous occupe : à quoi il faut ajouter le fait de l'incrimination dramatique du premier ministre Mercier qui, fort de l'appui général de la Chambre et de l'opinion, avait précédemment nommé Félix-Gabriel Marchand au poste de président de l'Assemblée législative. Le rôle de ce dernier ne devait pas être facile, peut-être

¹ *Ibid.*, p. 146.

² RUMILLY, *Honoré Mercier et son temps*, tome II, Montréal, Fides, 1975, p. 353.

³ Le cas classique de l'histoire politique québécoise est bien *l'offre* qui fut faite par Maurice Duplessis au docteur Philippe Hamel d'être le président de l'Assemblée législative lorsqu'une nouvelle Union nationale prit le pouvoir en 1936...

davantage ou plus subtilement, envers l'opinion publique générale qu'à propos de la chamaille inter-partisane à l'Assemblée. Michèle Brassard et Jean Hamelin assurent qu'« en coulisse [...] Marchand fait sentir à Mercier son désaccord sur les dépenses somptuaires et la politique de grandeur de son régime. Il a la prémonition des poètes ¹. » La finale est jolie, mais n'établit pas pour autant sa propre preuve. Nous retrouverons cette question plus loin.

Marchand apprenait sans doute avec plaisir que son activité de président avait été appréciée par l'électorat de son propre comté de Saint-Jean. En outre, et à l'instigation d'Israël Tarte, des électeurs de Saint-Jean votèrent une résolution le félicitant de « la manière dont il s'est acquitté de la tâche difficile de Président » et le priant de « vouloir accepter la candidature libérale aux prochaines élections d'un député pour ce comté ² ». Approuvant une telle résolution, Marchand accepta volontiers ce vœu pressant, lui qui n'était pas très enclin à se mêler des fort peu glorieuses questions déchirant alors le gouvernement. Par ailleurs, une monographie sympathique à Marchand nous assure que « tout au plus, avait-il discrètement souligné à Mercier son manque de prudence dans l'utilisation des fonds publics et le danger que représentaient certains amis politiques, organisateurs électoraux et ramasseurs de miettes qui gravitaient autour du Cabinet ³ ». Mais Mercier restait sourd ou volontairement distrait, et même de plus en plus malade, ce qu'on devait apprendre un peu plus tard.

Devant la vacuité institutionnelle, causée par l'affaire Mercier ⁴, il s'imposait de tenir des élections générales qui eurent lieu le 8 mars 1892. À Saint-Jean, au candidat Marchand allait s'opposer un présumé « gros candidat » du nom de Jacques-Emery Molleur, riche manufacturier et fier de l'être, qui était, en outre, un *vire-capot* libéral sous la bannière conservatrice. Les deux hommes allaient s'affronter en assemblée contradictoire le 13 février 1892. Ces détails ne nous intéressent que pour l'extraordinaire déposition publique que fit l'homme qui avait à son crédit moral ses vingt-cinq ans de vie politique continue. Une réputation, si bien assise, lui permettrait de tirer les choses au clair, au sujet des derniers bouleversements politiques, et surtout de préciser la part personnelle qu'il y avait prise en tant que président de l'Assemblée législative :

J'ai donc à vous rendre compte aujourd'hui [...] de l'accomplissement de mon devoir dans la position spéciale que j'ai occupée. Cette position, je l'occupe encore, et je ne serai dispensé des devoirs qu'elle m'impose qu'à l'ouverture de la prochaine législature provinciale. Je suis donc à l'heure qu'il est le gardien obligé de la dignité et des prérogatives de l'Assemblée législative.

Ayant précisé de quelle position il parlait, Marchand résume ensuite : La situation est actuellement exceptionnelle. L'honorable M. Mercier et ses collègues ont été renvoyés d'office,

¹ À l'article portant sur Félix-Gabriel Marchand, *Dictionnaire biographique canadien*, volume 12 (1891 à 1900), p. 797.

² Cité FORTIN, op. cit., p. 155.

³ *Ibid.*, p. 155-156.

⁴ Cette vacuité découlant de la destitution de Mercier, le 21 décembre 1891.

et ils sont maintenant à rendre compte à leurs électeurs de leur conduite, comme ministres, comme moi-même, je vous rends compte de ma conduite comme président de la Chambre.

À un interrupteur : « Ne relevez-vous pas de M. Mercier comme chef ? » Pardon Monsieur, je ne relève ici que de moi-même et je n'accepte que la responsabilité de mes propres actes durant mon terme d'office. À chacun ses responsabilités dans la limite du devoir qu'il est appelé à remplir. Je ne subis, quant à moi, les ordres de personne, dans l'accomplissement de mes actes politiques, je n'obéis qu'aux dictées de ma conscience. Le devoir du moment [...] c'est de travailler au renversement du gouvernement irresponsable et irrégulier qui nous a été imposé¹.

Comme dernière illustration de la vivacité d'esprit de Marchand, prenons acte de la courte et cinglante réponse qu'il servit à son adversaire Molleur, employant des manières de rustre à propos de sa richesse comparée à la pauvreté du député Marchand : « Il [Molleur] s'est enrichi en faisant travailler le peuple qui est resté pauvre, moi, je me suis appauvri pour le peuple. Entre nous deux voilà la différence. » Et, comme preuve, pour ainsi dire comptable, de cette assertion, le vétéran des luttes électorales révèle à l'assemblée l'ordre de grandeur des souscriptions des deux candidats à la Société d'agriculture de Saint-Jean les trois dernières années !

Devant le silence embarrassé du candidat Molleur, le député enchaîne avec la minutie du notaire invétéré : « Eh bien, je vais le dire pour vous. Il y a trois ans vous avez souscrit 1,00 \$; il y a deux ans, 2,00 \$ et l'année dernière en prévision des élections sans doute, 5,00 \$. L'obole du riche. » Et, pour enfoncer le clou, Marchand insiste : « Et moi, l'homme pauvre, il y a trois ans, j'ai souscrit 105,00 \$, il y a deux ans 25,00 \$ et l'an dernier encore 25,00 \$. L'obole du pauvre². » On conviendra que la réplique du « pauvre » n'avait rien d'une élégance excessive ; mais l'attaque du « riche » l'était encore moins et la méritait bien. On imagine volontiers la cascade d'applaudissements qui a dû ponctuer un échange de cette espèce.

III

La carrière politique de Félix-Gabriel Marchand présente la netteté d'une épure, suivant une pente continûment montante, sans surcharge, surtout sans scories d'aucune sorte. Peut-être fallait-il quelque chose de cette espèce de pureté pour qu'une société politique ne se sente pas diminuée par les aspects tristement sordides et hautement dramatiques de l'époque marquée, malgré tout, d'une certaine grandeur d'Honoré Mercier. Marchand allait succéder à un homme plus jeune que lui de huit ans. Sous le bref gouvernement de Henri Joly de Lotbinière, il avait occupé deux postes ministériels ; sous Mercier, celui de président de la Chambre, mais devant se dédoubler en mainteneur d'une légitimité parlementaire

¹ Cité FORTIN, *op. cit.*, p. 160-161.

² *Ibid.*, p. 163.

contestée et même assez rudement ébranlée. Dans l'immédiat, du fait d'élections pour repartir à neuf, il est choisi chef du Parti libéral et chef de l'opposition, se trouvant ainsi au seuil du pouvoir gouvernemental. Il faudra encore un peu de temps pour que, sexagénaire confirmé, il devienne enfin le chef du gouvernement, pour une courte durée de trois années, terminant ainsi sa vie personnelle.

Les temps nouveaux commençaient donc par la première session de la huitième législature, le 26 avril 1892. La session débutera justement le 24 juin 1892. Alors que les libéraux et les commettants l'enterrent sous leurs vœux et félicitations, le notaire s'en prend durement au candidat, qu'il vient de défaire aux urnes, en lui intentant une poursuite pour diffamation¹. La Cour supérieure rendra son jugement six mois plus tard en condamnant Jacques-Emerly Molleur à 500 \$ au titre de dommages-intérêts.

Bien que Marchand soit près du pouvoir, et qu'il y aspire ouvertement, il ne tient pas à s'en emparer par n'importe quel moyen. Il sait qu'on lui fera la vie dure : c'était même déjà commencé. Le journal local de l'heure est *Le Canada-Français* qui a la classe de se maintenir souvent au niveau de l'analyse des faits, sans partisanerie bêtement unilatérale. Les difficultés de l'heure tournaient toutes autour du domaine des finances publiques. Déjà sous Mercier, la gabegie et l'esprit de gaspillage étaient courants ; le chef de l'opposition n'a pas à s'interroger longtemps pour trouver dans la réforme sa mission d'urgence. Une génération de jeunes libéraux, en train de faire leur marque et de montrer de l'esprit d'initiative, se disait prête à livrer le grand combat auprès de leur nouveau Chef.

Certes Marchand n'est pas seul, mais il entretient malgré lui quelque chose comme une « espèce de problème du chef ». Le journal du parti, *L'Union libérale*, en traite d'abord d'une façon suffisamment soignée et courageuse pour que *Le Canada-Français*, plus prestigieux, reproduise le texte comme s'il le faisait sien. L'article souligne « la répugnance » de Marchand à accepter la « position de chef », du fait de sa modestie. Mais il y avait aussi sans doute des motifs, plus sérieux, qu'on trouve dans la situation sociale objective. Aussi, la page que nous citons se présente comme un mixte de profil psychologique et de document interprétatif d'histoire :

Ce n'était pas à vrai dire, une besogne enviable que celle de diriger le Parti libéral après la manière dont il avait été décimé aux élections de 1892. La démoralisation était dans nos rangs et les adversaires, en gros bataillons, en poltrons qu'ils sont, traitaient nos amis avec morgue et insolence. M. Marchand ne se laissa pas déconcerter : il fit face comme un homme, à cet orage de calomnies et d'infamies. Peu à peu il réussit à faire renaître le courage parmi ses partisans tant

¹ Il s'agissait de « deux actions pour dommages au montant de 25 000 \$ chacune, basées sur une accusation diffamatoire et fausse contenue dans une adresse aux électeurs du comté de Saint-Jean, publiée par Molleur dans un supplément du *News* et propagée avec profusion durant la lutte » (*ibid.*, p. 169).

de la chambre qu'au dehors. À force de tact et de modération, la nouvelle députation finit par s'apercevoir que ceux que les meneurs bleus lui avaient représentés comme des voleurs, avaient pour chef un gentilhomme irréprochable. Bien des préjugés tombèrent et bien des yeux se dessillèrent alors.

Depuis qu'il est son chef M. Marchand a dirigé l'opposition avec prudence, il n'a pas commis de faux pas. Il n'a pas la prétention d'être un orateur, mais il parle avec concision et clarté. Il n'y a rien du démagogue chez lui ; ce qu'il fait, il le fait avec la conviction sincère que c'est dans l'intérêt public. Vous ne le verrez jamais encourager une opposition factieuse sans but ; non, quand il provoque des votes de blâme contre le ministère, c'est après s'être convaincu que celui-ci a prévarié. Un homme de cette trempe est toujours sûr de posséder l'estime publique et le respect de ses adversaires eux-mêmes. Irréprochable sous tous les rapports, d'un caractère élevé, conciliant tout en restant ferme, le nom de M. Marchand est un drapeau dont un parti est orgueilleux de bon droit ¹.

Un peu plus tard la même année, dans la réponse que Marchand fait à une autre *adresse* de confiance que lui ont envoyée des membres influents du parti, il s'ouvre plus largement sur l'effet que cause l'état déplorable des finances publiques :

Vous voulez bien me désigner comme futur premier ministre de la province de Québec. Je vous remercie de votre bon souhait bien que je ne le désire pas pour moi-même. À l'heure actuelle, cette position toute de responsabilité est peu désirable. Cependant, si la Providence décidait la chose, je veux qu'il soit bien compris et je le répète emphatiquement, les chercheurs de place, les *boodlers* ne seront pas tolérés par moi aux alentours du palais exécutif. Avis donc à qui de droit. L'économie la plus stricte telle que la pratiquait l'hon. Joly dont, en 1878, j'avais l'honneur d'être le collègue, peut seule sauver la Province ².

Mais quand Marchand tenta de proposer la mesure logique et concrète d'une commission bipartisane afin d'étudier en commun la situation avant de prétendre y remédier, le gouvernement conservateur refusa tout net. La session de l'automne 1895 avait été stérile. La tournée régionale des chefs de partis en vue des élections de 1897 n'avait pas été plus féconde. De façon paradoxale, c'est la prise du pouvoir fédéral par Wilfrid Laurier en 1896 qui était considérée comme le fait politique important en politique *provinciale* cette année-là...

De son côté, Marchand publie un article en janvier 1897 dans *Le Canada-Français*. La partie comptable et de critique économique de ce texte ne porte guère ³, d'autant qu'il y est affirmé dès l'abord : « Le travail de notre législature, depuis 1892 n'a rien réformé. C'est un cri d'alarme dont le thème mobilisateur est l'urgence de trouver les moyens de mettre fin aux "récriminations" de part et

¹ *Ibid.*, p. 171.

² *Ibid.*, p. 173-174.

³ Ce texte de resserrement budgétaire fait tout de même une place d'exception au secteur de l'instruction publique : « [...] pour l'avancement de la grande cause de l'enseignement primaire, nous aurons désormais un surcroît de 50 000.00 \$ dans nos dépenses annuelles » (*ibid.*, p. 176).

d'autre : d'abord, "examiner sans parti pris la situation..." car les récriminations sont stériles ; elles ne justifient personne ; elles ne font que retarder l'œuvre de réparation que vingt années d'une politique trop large, pour ne pas dire extravagante, ont rendu impossible. » L'allusion aux extravagances des années Mercier est évidente, quoiqu'on puisse contester que celles-ci aient duré vingt ans.

Par ailleurs, si la situation financière se présente comme alarmante, « elle n'est pas encore désespérée ». Mais presque, puisque : « Déjà nos sources ordinaires de revenu ne suffisent plus ; au train dont nous avançons sur la voie des emprunts, notre crédit sera bientôt épuisé et notre autonomie comme province, fatalement compromise. » Les citoyens d'aujourd'hui sont bien accoutumés à ce langage d'austérité qui avait déjà cours il y a un siècle, mais qui, à la vérité, n'était pas plus anachronique qu'il ne l'est maintenant ¹.

Il faut, pour un temps, couper court aux subventions et aux gratuités non indispensables au point de vue du progrès général, réduire strictement au prix de tous les sacrifices d'intérêt personnel, la dépense annuelle, ordinaire et extraordinaire, sans exception d'aucune nature, au niveau de la recette ordinaire et normale.

IV

Comme candidat à opposer à Marchand, aux élections générales du 11 mai 1897, l'organisation conservatrice de Saint-Jean avait dû se contenter de l'ineffable Jacques-Emery Molleur, se portant maintenant lui-même volontaire à la suite du désistement d'un autre candidat davantage présentable. Le seul thème qui inspirait Molleur était encore l'auto-éloge ! Quand il n'ennuyait pas royalement le public de ses assemblées, il ne réussissait qu'à faire rire de lui. Sans l'avoir cherché, il devint aussi responsable de l'augmentation des votes en faveur de Félix-Gabriel Marchand, maintenant solidement en selle pour recueillir le poste de prochain premier ministre.

Il conçut et exécuta efficacement un plan de campagne de premier ministre *en devenir*. Il cibra ses attaques sur les faibles rendements des gouvernements Taillon, au pouvoir pendant quatre ans, et Flynn, depuis la dernière année. Son message essentiel tenait en trois lignes qu'il reprenait inlassablement avec des variantes de circonstances ou de lieu : « Économie sérieuse, persévérante et complète, voilà quel doit être pour l'avenir le programme de la Province. Quand nous serons plus riches, nous ferons des largesses ². »

En attendant, les « largesses » allaient en l'autre sens et prenaient l'odeur de considération et même d'affection populaires ! Ainsi, à une démonstration comme celle de Montréal, le 26 avril 1897, « on évalua à 15 000 personnes le nombre de

¹ Ibid., p. 177 ; dans *Le Canada-Français* du 5 février 1897.

² Ibid., p. 179.

ceux qui firent escorte au chef de l'opposition et à la députation libérale qui l'accompagnait [...]. Le défilé [...] fut accompagné d'environ 2 000 flambeaux et d'une dizaine de corps de musique », tandis qu'apparaissait « une magnifique voiture tirée par quatre chevaux dans laquelle avaient pris place l'honorable Marchand, le maire Parent de Québec [...]. » Le tout en réminiscence du faste *mercieriste*... ?

Il advint aussi des assemblées de confrontation dont la plus tapageuse eut lieu à l'hôtel de ville de Saint-Jean. Le premier ministre Flynn, même accompagné de son trésorier provincial, Atwater, eut maille à partir devant le barrage critique du chef de l'opposition, se trouvant, du reste, en terrain sûr. Au jour des nominations des candidatures (le 4 mai 1897), ce ne fut pas l'encombrant Monsieur Molleur, mais un avocat de Montréal, M. Loranger, qui attira l'attention en laissant perfidement entendre que Marchand aurait plus ou moins renié Mercier en 1892. L'insinuation était grave, surtout absolument non fondée. On s'indignait dans la salle. Le calomniateur bavard dut se rétracter sur-le-champ et présenter des excuses à Félix-Gabriel Marchand, présent.

Au sujet des rapports subtils entre les deux hommes, Mercier et Marchand, nous pouvons affirmer qu'à notre connaissance la documentation est mince et l'analyse presque inexistante. Puisque nous avons l'imprudence de soulever ce point, nous pouvons au moins suggérer une forte impression que chacun des deux hommes fut, par rapport à l'autre, d'une rare correction morale. Pour faire bref et clair, nous endossons sans contrainte deux courts textes de celui des historiens, qui a peut-être le plus étudié l'un et l'autre dans leurs relations réciproques, aux heures de la grande épreuve de Mercier.

Donc, Robert Rumilly écrit, d'une part : « Ailleurs, des candidats libéraux souhaitent que Mercier ne vienne pas les compromettre dans leur comté. Marchand lui même, à Saint-Jean-d'Iberville, sans aller jusqu'à renier son chef et ami Mercier, promet d'insister "pour qu'il n'y ait pas, à l'avenir, des *boodlers* à l'intérieur ni à l'entour du cabinet provincial ¹. » D'autre part : « Mercier fait des apparitions, et même donne des conférences, au Club National, au Club Letellier, au Club Papineau. Il répète qu'il veut rester soldat loyal sous les ordres de M. Marchand, et que, si des élections amènent une majorité libérale, c'est Marchand qui deviendra premier ministre. Mais les députés et les journaux ministériels s'en prennent encore à Mercier plutôt qu'à Marchand ². » À notre avis, la réalité dans les rapports de leadership entre les deux hommes devait se maintenir à cette convention implicite : Marchand ne veut pas avoir à « payer » pour les erreurs

¹ RUMILLY, *Honoré Mercier et son temps*, tome II, p. 288. On notera la ressemblance de cette citation avec celle de la note 17, [Édition électronique, *ibid.*, p. 173-174. (MB)] où il est aussi question des *boodlers* (terme archaïque du langage électoral pour désigner les chercheurs de « commissions », de « pourboires » ou d'autres sommes d'argent d'une provenance douteuse, etc.).

² *Ibid.*, p. 383.

passées de Mercier, qui n'a aucune inclinaison à « faire payer » quiconque, surtout pas Marchand.

Au soir du 11 mai 1897, la province de Québec avait « voté Marchand », et probablement davantage que « libéral ». La tornade Mercier, qui avait provoqué des dégâts, était un souvenir. Le nouveau chef Marchand était réélu dans sa circonscription. Il donnait à son parti 51 sièges sur 74, n'en laissant que 23 à l'adversaire. Dans son remerciement spontané, Marchand reportait sur ses concitoyens le mérite de s'être donné un premier ministre. Comme il abrège en s'excusant de devoir gagner Montréal pour des démonstrations à la hauteur de l'événement, voici que toutes les personnes rassemblées au Théâtre Royal « dételèrent les chevaux de sa voiture et le traînèrent en triomphe par les rues de notre ville jusqu'à la gare du Grand Tronc où elles l'acclamèrent longuement à son départ ¹ ».

L'élan fut moins spontané lorsque, deux jours plus tard, *Monsieur le premier ministre* revint des célébrations métropolitaines. On lui fit cette fois l'hommage bien organisé d'une cavalerie marchant au même pas que celui d'un corps de musique : « Une procession triomphale se déroula par les rues principales de notre ville au son harmonieux de notre fanfare. Elle se composait de plusieurs centaines de personnes, portant des torches et des flambeaux, et d'une cavalcade de plus de cinquante chevaux faisait une escorte d'honneur à M. Marchand et ses amis ². » Ainsi commençait le long règne d'une quarantaine d'années libérales au Québec. Combien ce soir-là, même parmi les fêtards en état d'ébriété, auraient pu anticiper une pareille descendance ?

Il conviendrait peut-être mieux de terminer par l'évocation des personnalités profondes des deux chefs de parti. De nouveau, pour le trait de plume, ayons recours à Rumilly : « Aucun des deux chefs, Flynn et Marchand, n'avaient de dynamisme, de popularité véritable. Flynn prononçait plutôt que des harangues politiques, des conférences de professeur. Marchand, plus avenant, n'extériorisait pas son énergie [...]. Ils s'étaient rencontrés à Saint-Jean d'Iberville le 29 avril. La séance, courtoise et paisible, ne rappela en rien les fameuses joutes Mercier-Chapleau ³. » Pareil duel ne devait plus se reproduire.

¹ FORTIN, *op. cit.*, p. 184.

² *Ibid.*, p. 185.

³ RUMILLY, *Histoire de la province de Québec*, tome VIII, *Laurier*, Montréal, Éditions Bernard Valiquette, 1942, P. 185-186.

CHAPITRE DIX

Une autre « révolution tranquille » avec Marchand

I

[Retour à la table des matières](#)

Les enclenchements d'un nouveau pouvoir libéral dans chacune des deux capitales, la fédérale avec Laurier en 1896 et la québécoise avec Marchand en 1897, survinrent à point nommé pour l'une et l'autre capitale ou, si l'on préfère, pour l'un et l'autre chef de parti. Le premier tiers de siècle de la vie politique confédérale et provinciale-québécoise avait vu les conservateurs largement dominer et à Ottawa et à Québec. De l'arrivée du parti de Laurier au pouvoir central le 13 juillet 1896 à celle au pouvoir provincial de Marchand le 11 mai 1897, moins d'un an avait suffi pour dégager des rapports de type symbiotique entre les leaderships de chaque capitale.

Des rapports quasi-fraternels se nouaient volontiers entre les deux nouveaux premiers ministres. Mais s'établissaient encore des liaisons entre des agents aussi disparates en fonction officielle ou par leur personnalité, soit un Chapleau, lieutenant-gouverneur à Québec, ou soit encore un Israël Tarte, finalement de nulle part parce qu'il était partout : ces types de personnages jouaient divers rôles sûrement transmetteurs d'influence ou, tout au moins, de messages spécifiques. Tel l'appui de Tarte pour que Chapleau puisse demeurer plus longtemps au poste de lieutenant-gouverneur. Ou, de façon plus étonnante encore, l'attachement de Laurier au personnage Tarte : « Si Tarte quitte, je quitte aussi. Sans Tarte, je ne serais pas premier ministre aujourd'hui ¹. » Quel aveu !

Ainsi s'explique l'ingérence extérieure, estimée naturelle, lors de la formation du Cabinet Marchand, alors qu'il s'agissait d'un privilège coutumier du chef du gouvernement. Pour leur part, les financiers de Québec et Montréal veillaient au grain ; mais, de façon non moins vigilante, Laurier était renseigné par Tarte.

¹ Cité dans *L'Événement*, décembre, 1897.

D'autre part, une quinzaine de députés exigeaient que certains d'entre eux accèdent à un poste ministériel. Pourtant, peu seront élus pour beaucoup se sentant appelés...

À l'intérieur de ces limites numériques, le bienveillant Marchand tâcha de composer un cabinet d'intention représentative, mais comportant l'inévitable inconvenient d'absences injustifiables¹ ou de sous-gradés² ou enfin des présences plus difficilement justifiables³. Le premier ministre aurait dit nettement ne pas vouloir « de candidatures ouvrières » ; sans doute préférait-il davantage des postulants avocats ou financiers. Une certaine dualité professionnelle pouvait se trouver dans le même homme ; ainsi en était-il du maire de la ville de Québec, Simon-Napoléon Parent, qui allait succéder à Marchand comme premier ministre. Personnage sans relief, mais terriblement de son siècle, au sens fort dirions-nous : avocat-conseil ou administrateur (compagnie Dupont, Le *Soleil*, surnommé « le père de l'électricité au Québec » (*Quebec Railway Light and Power Company*) — et non moins que tout, l'intendant-chef du patronage ! Nommé à l'administration des Terres, Forêts et Pêcheries, il se fit un point d'orgueil d'augmenter en huit ans, de 1897 à 1905, les revenus du domaine public de deux millions et quart de dollars, par l'imposition de taxes sur les rentes foncières, de droits de coupe, de licences de pêche et de pouvoir d'eau, etc.

Nous sommes à une époque d'essor économique dans les pays d'Occident. Du fait que la politique canadienne inspire confiance aux États-Unis ainsi qu'en Europe, l'argent n'est « pas cher », rendant la plupart des emprunts mutuellement avantageux. Les transports fluviaux se développent et requièrent d'importants travaux de canalisation. L'énergie hydroélectrique se propage de façon fulgurante et l'industrie papetière devient une grande spécialité canadienne. Et ce que le cours d'eau ne permet pas, la route ferroviaire le rend, ou l'a déjà rendu, possible. Et les « concessions » de toutes espèces se multiplient en divers points du territoire...

Comme ces vastes aperçus ne sont qu'en rapport à l'influence du ministre S.-N. Parent, coupons court plutôt par l'évocation du personnage déambulant dans sa ville en qualité de maire, cet « organisateur consommé », comme le qualifie Rumilly, qui continue : « Il embellit Québec avec le minimum de dépenses, en imposant aux adjudicataires le respect absolu de leur cahier des charges. Il tutoie toute la ville et manie le patronage en expert, pour son compte et pour le compte de Laurier. » Bref, un diable d'homme que ce Parent, incontournable.

Et comme nous revoilà reportés à Laurier dans le sillage duquel le premier ministre Marchand va se sentir à l'aise, il ne faut pas conclure trop tôt à un état de dépendance indigne du nouveau premier ministre du Québec, non plus qu'à quelques despotisme émanant d'Ottawa. La vérité, c'est que les deux premiers

¹ Ainsi François-Xavier Lemieux, l'avocat de Louis Riel, qui sera nommé juge de la Cour supérieure, comme compensation.

² Tel Joseph-Emerly Robidoux, au poste secondaire de Secrétaire provincial.

³ Tel Horace Archambault, dont les qualités comme procureur général avaient été surévaluées.

ministres, à leur poste respectif, ont besoin l'un de l'autre et trouvent, dans leur commune allégeance libérale la voie indiquée pour leurs communications ¹. D'une façon plus concrète, Rumilly rappelle comment le système opère entre quelques individus clés :

Parent [...] se charge du « patronage » pour le compte de Laurier, dans sa circonscription de Québec-Est. Enfin le jeune sénateur Dandurand, gendre de Marchand, complète la liaison avec Laurier, Tarte et le cabinet fédéral. Le Parti libéral est un : les deux gouvernements libéraux s'entraident. Le gouvernement provincial menace le Sénat ; le gouvernement fédéral subventionne la construction du Pont de Québec ².

Cette interprétation permet d'imaginer plusieurs *nez de Cléopâtre* ³. Au fond, peut-être pas tellement... ⁴

II

En prenant le pouvoir, le cabinet libéral avait trouvé un énorme déficit de presque un million de dollars pour un budget total d'un peu plus de trois millions. À la première session de la neuvième législature, qui s'ouvrit le 23 novembre 1897, la question de la dette publique se situait au tout premier rang de la gravité et de l'urgence. Une nouvelle philosophie des finances publiques s'imposait : au lieu d'augmentations fiscales et d'une multiplication des emprunts, tabler surtout sur des économies de dépenses, des restrictions budgétaires et, surtout, provoquer une forte augmentation des revenus publics. Le notaire de petite ville sut démontrer qu'il savait faire usage de gants de fer. Chez les voisins du sud, les États de New

¹ H. Blair NEATBY définit ainsi la relation entre les deux premiers ministres : « There is nothing to suggest that Marchand was a puppet, for he was not willing to accede to any request which he believed endangered his own legislative program. The relationship was rather that of two men of similar moderate temperaments who made no distinction between the federal and provincial Liberal parties » (*Laurier and a Liberal Quebec*, The Carleton Library n° 63, Toronto, McClelland and Stewart, 1973, p. 142-143). Évidemment, Jean Lesage gardait plus de *distance* envers Lester Pearson, pourtant son ancien mentor en politique fédérale.

² RUMILLY, *Histoire de la province de Québec*, tome IX : *F.-G. Marchand*, Éditions Bernard Valiquette, Montréal, p. 103.

³ Telle une correspondance, presque candide entre Marchand et Laurier, ainsi mis dans la confidence : « Je suis très heureux d'apprendre par votre lettre que la composition de mon cabinet vous paraît satisfaisante. J'en éprouve d'autant plus de satisfaction que le travail a été pénible. Vous connaissez toutes les difficultés qu'il présente dans une province comme la nôtre où il faut tenir compte de tant d'éléments divers et tant d'éléments concurrents », cité par Andrée DÉSILETS, « Une figure politique du XIX^e siècle, François-Xavier Lemieux », thèse, Université Laval, mai, 1964, p. 233 (Cette lettre était datée du 28 mai 1897.)

⁴ D'une autre lettre (datée du 14 mai 1897), cet autre extrait encore plus étonnant : « Je puis difficilement aller vous voir à Ottawa sans soulever tous les cancons de la presse et lui fournir l'occasion de vous accuser d'intervention dans nos affaires provinciales. Vous m'indiquerez, peut-être, un jour prochain où nous pourrions nous rencontrer à Montréal, chez un ami commun et discret, pour conférer de tout cela » (cité, *ibid.*, p. 233).

York et de l'Ohio pratiquaient déjà des méthodes de réduction du fisc malgré l'accroissement de la population.

Tant et si bien qu'après deux ans de ce nouveau régime de compression, le déficit avait été graduellement grugé pour faire finalement place à de modestes surplus de quelque 22 000 \$. Quelques journaux hors du Québec, dont quelques-uns d'Angleterre, signalaient la prouesse de la province française. Sur place on en était bien conscient et fier. Quelqu'un eut l'idée qu'un tel résultat pouvait se fêter !

Les agapes eurent lieu, le 9 septembre 1899, à l'Île-aux-Noix, site fort populaire dans la région du Richelieu. Des excursionnistes au nombre de 250 vinrent de Montréal pour participer à cette fête champêtre, aquatique et même... militaire ! Le premier ministre, *favorite son* de la région, selon l'expression américaine, non seulement en était mais il était le héros du jour, tandis que formaient le contingent une vingtaine de députés venus par train. Moment historique, donc salve de coups de canon... (Les canonniers français à Valmy étaient-ils, en leur jour glorieux du 20 septembre 1792, aussi fiers que le seront ceux de l'Île-aux-Noix, cent sept ans plus tard ?)

Comment Marchand aurait-il évolué s'il avait vécu plus longtemps, en particulier s'il lui avait été donné de terminer les quatre années de son terme de premier ministre ? Comme réponse à cette sous-question, on peut présumer, à la lecture du discours du trône du 18 janvier 1900, qu'il aurait tout au moins confirmé l'acquis, et probablement sans grande nouveauté. L'échec de la grande réforme scolaire avait été le grand désappointement de ce libéral d'une culture humaniste, et qui fut, en cette affaire, littéralement coincé par des forces de réaction religieuse, plus encore que par l'inertie populaire ¹.

Au plan économique, Marchand fit montre d'un intérêt plus actif pour des projets à grand développement dont celui des produits forestiers et y compris des papeteries modernes. En avril 1900, il posa un de ses derniers grands actes politiques avant de subir les atteintes de la maladie qui allait l'emporter : il se rendait à New York afin de sonder les milieux de Wall Street au sujet d'éventuelles transactions. Ceux-ci avaient laissé paraître de premières réactions favorables. Mais, à peine de retour, le premier ministre, assez mal en point, avait dû s'immobiliser. À peine entrouvert, ce dossier financier se fermait provisoirement. Le journal de Marchand soupesait, avec quelque précaution, les chances d'avenir :

« L'hon. M. Marchand dit que s'il en juge par les conversations qu'il a eues avec les hommes d'affaires, et l'intérêt tout spécial qu'ils mettaient à avoir des renseignements, il ne semble pas téméraire d'affirmer que dans un avenir rapproché, nous verrons chez nous l'industrie de la pulpe prendre un

¹ Ce que nous verrons avec quelque détail plus loin dans ce chapitre.

développement incroyable¹. » Nous savons que ce sera un résultat à porter plutôt au crédit de son successeur comme premier ministre, S.-N. Parent, ci-devant ministre des Terres, Forêts et Pêcheries. C'était un type d'homme qu'un Thomas Chapais, par exemple, ne portait pas dans son cœur, écrivant (dans *Le Courrier du Canada* du 1^{er} octobre 1900) : « Cette humiliation, c'est le gouvernement fédéral qui nous la vaut. » Mais l'historien n'a pas fini de faire parler de lui, ainsi qu'on pourra le voir en cette fin de chapitre.

III

Trois contradictions s'étaient donné rendez-vous pour se rencontrer à point donné dans le cours du destin politique de Félix-Gabriel Marchand. Elles allaient s'explicitier tout en se nouant entre elles à l'enseigne d'une réforme générale du régime de l'Instruction publique dont l'élément principal devait être l'établissement d'un ministère du même nom. Ce projet flottait dans la mouvance des idées libérales depuis longtemps et bien avant que le nouveau premier ministre n'en ait fait l'article principal de son programme législatif en prenant le pouvoir en mai 1897 : c'est la première contradiction, en réaction virtuelle avec le milieu social.

Marchand, l'homme doux de nature et le type même du modéré anti-sectaire, aura tout de même à mener une lutte doctrinale extrêmement dure contre des évêques fort autoritaires — le vieux M^{gr} Laflèche, de Trois-Rivières, et surtout le jeune M^{gr} Bruchési de Montréal — et même jusqu'à Rome où régnait alors un pontife hors-série, Léon XIII.

Cette seconde contradiction allait engendrer plutôt une troisième et sévère contrariété par l'échec retentissant subi par Marchand du fait de l'obstination têtue du conseiller législatif Thomas Chapais qui, sans autre mandat que celui de sa conscience de tory, teintée d'ultramontanisme, a pu, à l'heure décisive, bloquer la phase finale du processus législatif. Cette immobilité allait durer une soixantaine d'années. Elle ne fut pourtant pas portée au compte négatif du premier ministre, grand vaincu ; ce serait plutôt le contraire, moyennant de nécessaires nuances appropriées. En effet, pour quelle raison, aujourd'hui, s'intéresse-t-on (ou peut-on le faire) à Félix-Gabriel Marchand ? Ne serait-ce pas pour la même raison générale qu'à l'époque, amis, officiels et partisans lui avaient fait fête à l'occasion de ses trente ans d'activité politique ? Lionel Fortin rappelait récemment que ce fut précisément « au moment où le projet de loi sur l'instruction publique était discuté à l'Assemblée législative que la députation tout entière et les citoyens de Québec sans distinction de partis politiques rendaient hommage à l'honorable Félix-Gabriel Marchand à l'occasion de ses trente ans de vie politique. Un grand bal eut lieu à cette occasion, le 27 décembre 1897, à l'hôtel de ville de Québec, ainsi que le rapportait *Le Canada-Français* du 31 décembre, 1897 :

¹ *Le Canada-Français*, 27 avril 1900.

Le bal Marchand de lundi dernier est considéré comme l'événement social de la saison, à Québec. L'Hôtel-de-ville de la vieille cité de Champlain, profusément illuminé et décoré, ses vastes salons remplis d'une foule nombreuse au milieu de laquelle le beau sexe brillait d'un vif éclat, tout cela faisait un cadre éblouissant à notre député qui paraissait rajeuni de vingt ans ¹.

Il y avait quelque chose d'autre, et de plus, qu'une routine mondaine dans cette célébration. Et, pour s'en convaincre, le lecteur pourra relire des extraits, cités par nous, de l'allocution qu'avait alors prononcée le premier ministre (notre chapitre 7, section II).

Il nous semble encore s'imposer d'introduire deux autres personnages clés dans cette affaire : côté gouvernemental, le secrétaire provincial, Joseph-Emery Robidoux, l'un des hommes politiques les plus doués de sa génération et qui aurait pu prétendre à un poste de premier ministre via la désignation, qui toutefois ne vint pas, de chef de parti. Ancien élève des sulpiciens puis des jésuites, il devint avocat, et même professeur de droit civil à l'Université McGill, ainsi que Bâtonnier général de la province. Ancien procureur général une courte période, il devint secrétaire provincial du cabinet Marchand alors qu'il aurait mérité une fonction de plus grand prestige.

Quant à la forte personnalité du jeune archevêque de Montréal, M^{gr} Paul Bruchési, Robert Rumilly en a gravé le portrait au burin d'une façon qui nous paraît définitive ² :

Fin, spirituel, taquin, brillant, improvisateur, M^{gr} Bruchési suivait la méthode conciliatrice — jusqu'au point, formellement fixé, que les concessions ne devraient pas dépasser. Ce point atteint, le roseau se figeait en une barre de fer. Or le contrôle de l'État sur l'enseignement est bien la concession *impossible* entre toutes ³ !

Le point de départ de cette histoire remonte aussi loin que la fondation même de la Confédération. Il y avait eu le régime d'un ministère de l'Instruction publique dès cette date et pendant huit années, jusqu'en 1875. Le premier titulaire, P.-J.-O. Chauveau, avait cumulé ce poste avec la fonction de premier ministre. Les deux autres titulaires étaient également conservateurs et premiers ministres, Gédéon Ouimet et Charles Boucher de Boucherville. C'est sous ce dernier que fut supprimé le ministère et rétablie la fonction de *surintendant* duquel relevait tout le secteur de l'Instruction publique. Le Conseil de l'Instruction publique se subdivisait en deux Comités selon la ligue confessionnelle : un Comité catholique, un Comité

¹ Lionel FORTIN, *Félix-Gabriel Marchand*, Saint-Jean-sur-Richelieu, Éditions Mille Roches, 1979, p. 189-190.

² Robert RUMILLY, *Histoire de la Province de Québec*, tome IX ; F.-G. Marchand, Montréal, Éditions Bernard Valiquette, p. 23.

³ Robert RUMILLY, *Histoire de la Province de Québec*, tome IX ; F.-G. Marchand, Montréal, Éditions Bernard Valiquette, p. 23.

protestant. Leur autonomie était si grande qu'ils en vinrent « graduellement jusqu'à constituer deux entités nettement distinctes ¹ ».

Deux ans avant l'arrivée des libéraux de Marchand au pouvoir, en 1895 donc, les deux comités travaillaient chacun de son côté à la réforme de la loi de l'instruction publique. Ils en vinrent ensuite à un travail conjoint. Au terme de ce travail d'une couple d'années, les libéraux, ayant accédé au pouvoir dans l'intervalle, reçurent le projet de l'administration antérieure, mais sans s'y sentir le moins lié. À preuve l'inversion complète de la mesure majeure : création — ou *re-création* ? — d'un ministère de l'Instruction publique et suppression du titre et de la fonction de Surintendant. Ce sera le début, et l'enjeu central de l'affrontement, tôt marqué d'acrimonie, entre les deux clans idéologiques. Les *libéraux*, au sens double de partisans et d'idéologues, rejetaient en totalité l'assertion de Boucher de la Bruère selon lequel il s'agissait bien de « l'ingérence de la politique avec toutes ses conséquences dans le domaine de l'éducation et la destruction dans ses parties vives, de l'économie de la loi de 1875 ² ». Le journal *Le Canada-Français* se faisait fort de montrer le fondement fort honnête et rationnel de cette présumée « ingérence » qui, en outre de l'indispensable autorité d'un ministère responsable, prônait l'uniformisation des livres scolaires, l'amélioration des conditions de travail des instituteurs, davantage d'équité dans l'allocation aux institutions d'enseignement, etc.

Mais dès qu'il fut connu que le secrétaire provincial Robidoux pilotait la réforme et y engageait des ressources de son ministère, ce fut une véritable levée de boucliers autour du symbole vivant de la fidélité ou de toutes les fidélités, M^{gr} Laflèche. Mais le commandant était sans conteste le jeune archevêque de Montréal, « fin, spirituel... », ainsi que M^{gr} Bruchési vient d'être présenté par Rumilly. Tout le monde savait que l'ouverture de la session était imminente et qu'il n'y avait plus de temps à perdre ! C'est ainsi que commence à se dérouler, selon l'expression de Louis-Philippe Audet, « le film des événements... » Et nous devons, quant à nous, nous satisfaire de le faire tourner en accéléré.

Le premier ministre Marchand entamait la correspondance par une longue lettre au cardinal Rampolla, secrétaire d'État, l'assurant de sa profonde affliction « quand nous voyons une partie de notre clergé mettre en suspicion nos bonnes intentions et nos consciencieux efforts ». Le remède à pareille situation ? À défaut d'une légation permanente, au moins « l'envoi d'un délégué qui prolongerait son

¹ Louis-Philippe AUDET, « Le projet de ministère de l'instruction publique, dans *Mémoires de la Société Royale du Canada*, t. I, quatrième série : juin 1963, première section, p. 133. Ce long article contient un dossier de la correspondance entre les protagonistes de la grande querelle relative à la direction du domaine de l'instruction publique sous l'égide d'un ministre attitré ou d'un surintendant administratif. Ce dossier est l'outil indispensable de travail pour le sujet qui nous occupe à ce présent chapitre. Toutes les citations de ce chapitre, sans référence particulière, sont tirées de ce texte d'Audet.

² Cité *ibid.*

séjour dans notre pays, assez longtemps pour y établir des rapports amicaux entre le gouvernement et l'épiscopat ». Le signataire avait évoqué plus haut le souvenir d'une mission de M^{gr} Merry del Val, dans des conjonctures également difficiles. Il serait donc « désirable dans l'intérêt de l'Église du Canada, qu'un délégué apostolique [...] fasse un séjour plus prolongé parmi nous ». La réponse du prélat romain fut brève et sèche : il annonçait d'abord l'envoi d'une encyclique à l'épiscopat canadien, ce qui n'était l'objet d'aucune requête du premier ministre ; puis, ces quelques mots étaient rédigés en style très *romain* : « Sa Sainteté, tout en accueillant favorablement votre demande, se réserve de choisir le moment opportun de donner exécution à ce projet. »

Entre ces deux lettres, à la date du 22 novembre 1897, de M^{gr} Bruchési, alors à Rome, Marchand reçoit un télégramme (avec copie à l'intention du lieutenant-gouverneur Chapleau), et qui était d'un laconisme absolu :

Pape vous demande surseoir pour bill instruction publique lettre partie aujourd'hui.

Archevêque Paul de Montréal.

En première réaction des destinataires, ce fut un moment de consternation, puis de perplexité. Mais, en seconde pensée, le chef du gouvernement québécois ne pouvait rien changer à ses intentions, déjà publiées et même distribuées en la forme du discours du trône. Il câbla d'urgence à l'archevêque qu'il ne pouvait être question d'y changer quelque chose : *mesure dans discours du trône et annoncée partout*. Tout au plus, le message ajoutait ces mots : *Attendrai lettre avant de présenter bill*. Mis au courant, Chapleau, le lieutenant-gouverneur, endossait la position du premier ministre et le fit savoir par une autre longue lettre à « Sa Grâce Monseigneur Paul Bruchési ». Deux passages essentiels du message disaient : « Du moment que la loi elle-même contient des garanties surabondantes pour la surveillance la plus complète de toutes les écoles par l'autorité religieuse, l'Église ne saurait, il me semble, refuser le concours affectif de l'État dans l'œuvre de l'instruction publique [...]. C'est dans une confiance réciproque et dans une cordiale collaboration que grandiront les affections et les dévouements d'une population si sincèrement catholique. »

D'une autre lettre de M^{gr} Bruchési au premier ministre (datée du 22 novembre 1897), Louis-Philippe Audet compose le résumé suivant : « Le Saint-Père a voulu que je vous écrive personnellement. *Le Pape vous demande*, avec instance, de ne pas présenter cette mesure. Une modification du système de l'instruction publique provoquerait, actuellement, une grave désunion parmi les catholiques. » Voilà que toute l'affaire rempirait !

Des ministres, dont Robidoux le secrétaire provincial et le ministre Adélard Turgeon, fougueux dans sa jeune trentaine, menaçaient de démissionner. Il était même question d'en appeler au peuple ! Le 7 décembre, un échange entre Marchand et Chapleau : le premier craint « une agitation profonde dans la

population de cette Province » ; le second l'assure de sa « parfaite conformité de vues sur cette question ». Les deux hommes n'ont aucune intention de céder ! Chapleau le fait même savoir au cardinal Rampolla. Le lieutenant-gouverneur avait bien fait d'obéir à son impulsion, car... Deux jours plus tard, le prélat romain lui adresse un message inattendu, nettement temporisateur :

Saint-Père a voulu exprimer désir d'éviter toute innovation qui pût troubler la paix et les bons rapports entre l'Église et l'État. Il n'a pas eu l'intention d'exercer de telles pressions qui puissent amener Ministre à donner démission.

Soulagement à Québec... On ne s'attendait pas à cette nouvelle tournure des événements. Marchand pourra donc présenter le projet de loi en Chambre. Pour l'heure, il va répondre à la lettre de M^{gr} Bruchési, tandis que, de son côté, Chapleau adresse au cardinal Rampolla une lettre blâmant l'archevêque de Montréal. De ces deux lettres — encore longues ! — ne retenons que ces passages, mais poignants par leur lucidité même. D'abord du premier ministre Marchand :

Je m'étais permis de croire que mes soixante années de fidélité à l'Église étaient pour vous une suffisante garantie de ma bonne foi et de la sincérité de mes intentions. Mais j'apprends, avec regrets par votre lettre, qu'au lieu de m'accorder votre confiance, *vous vous êtes fiés aux articles de certains journaux politiques dont les rédacteurs ne possèdent aucun renseignement au sujet de mes projets*, pour motiver sur cette mesure, l'appréciation que vous avez communiquée au Saint-Père [...]. Cette préférence que vous avez accordée à ces journalistes et la suspicion qu'ils vous ont inspirée à mon égard, m'ont profondément affligé, en me plaçant, aux yeux du Saint-Père, dans une attitude d'hostilité à l'Église, que mes antécédents ne justifient pas et qui répugne à ma conscience et à mes sentiments de catholique.

Du lieutenant-gouverneur Chapleau au responsable de la diplomatie au Saint-Siège, et rappelant combien la crise a été évitée de justesse :

Aussi n'ai-je pas été surpris — si j'ai été affligé — de voir mon premier ministre me laisser entendre qu'il préférerait donner sa démission, plutôt [que] de prendre sur lui la terrible responsabilité de la crise, désastreuse pour la paix et le bien-être de ses administrés, qu'aurait produite la démarche qu'on lui demandait. Ses collègues protestants dans le Cabinet se seraient violemment refusés à cette démarche, et l'on pouvait prévoir la tempête politique et religieuse qui s'en serait suivie.

IV

Avant d'en arriver à la phase proprement législative d'une réforme (et non pas, comme on le dit incorrectement, d'une *refonte*) des lois en matière d'instruction publique, il fallait se livrer à un relevé, au moins sommaire, des thèses et oppositions, dont certaines franchement antagonistes, qui émergeaient à ce propos et se combattaient par l'intermédiaire d'adversaires ne perdant pas leur qualité de hauts dignitaires d'une hiérarchie religieuse ou d'une autorité civile démocratique. Rendue au plan de la confection proprement législative, la rivalité, qui ne s'était

pas atténuée, mettait toujours en cause les mêmes hautes autorités personnalisées : l'archevêque de Montréal et le premier ministre de la province de Québec.

Le parrain du projet de loi était le secrétaire provincial Joseph-Emery Robidoux qui pilota le cheminement des première et deuxième *lectures* dès décembre 1897. Il en fit l'historique, en révéla le contenu, donnant au passage des précisions rassurantes, comme celle-ci : « Nous garderons les crucifix aux murs de nos écoles. Nous voulons modifier notre loi de l'instruction publique, mais nous n'entendons pas toucher à celles de ces dispositions qui sont une sauvegarde pour la loi et les mœurs. » La mesure proposée du remplacement du surintendant par un ministre affecté à l'administration de l'instruction publique n'avait rien de nouveau puisque ce régime prévalait déjà entre 1867 et 1875. Trois ministres d'obédience conservatrice, qui étaient ou allaient aussi devenir premiers ministres, avaient eu alors la responsabilité de ce secteur de la plus haute importance.

Selon Robidoux, trois raisons militaient en faveur du changement réclamé : « Le peuple s'en occupera davantage [de l'instruction] ; et en Chambre, les "débats" captiveront l'attention publique. » La dernière raison était davantage élaborée : « Le surintendant a tous les pouvoirs d'un ministre. Tout ce que nous faisons, en remplaçant le surintendant par un ministre, c'est de remplacer un ministre irresponsable par un ministre responsable. Il y a là tout à gagner. Du reste, les pouvoirs du ministre ne seront autres que ceux qui sont maintenant possédés par le surintendant. » En réponse, le chef d'opposition, l'ex-premier ministre Edmund Flynn, ne se déclarait évidemment pas convaincu.

Le gouvernement, toutefois, pressait la procédure. Dès la rentrée de la période des fêtes, le 3 janvier 1898, la Chambre passait à la troisième lecture et accepta quelques amendements. Le résultat du vote fut net : 48 voix en faveur de la motion, 10 contre. Victoire attendue, facile, mais le prochain obstacle du Conseil législatif s'annonçait pour être bien plus redoutable, les libéraux s'y trouvant en minorité. Et surtout y *régnait*, selon un fort magistère d'influence, le prestigieux Thomas Chapais ! Dans l'opinion, le journaliste Jules-Paul Tardivel, qui méritait bien le préfixe de l'épithète *ultramontain*, livrait une lutte sans merci. Mais allait encore se manifester, sans plus attendre, la force trinitaire d'une espèce d'artillerie lourde épiscopale : M^{gr} Bruchési s'adjoignait ses deux frères dans le Christ, les archevêques Bégin de Québec et Duhamel d'Ottawa...

La lettre cosignée, qu'ils adressèrent le 5 janvier 1898 au premier ministre du Québec, comportait comme idée maîtresse ces deux lignes écrites en italiques dans l'intention de produire un effet maximum : « *Le projet de loi actuellement devant les Chambres porte, quoi qu'on en dise, une atteinte très grave à toute notre organisation scolaire.* » Les trois prélats s'en déclaraient « profondément chagrins », d'autant qu'à une réunion antérieure des mêmes parties, il avait été convenu que le projet de loi leur serait « communiqué un peu à l'avance », ce qui ne fut pas le cas, puisqu'ils n'en ont pris connaissance « que tout récemment et en

même temps que le public ». Et le paragraphe suivant requiert certes l'importance d'une citation en hors-texte par les insinuations qu'il contient :

Qui oserait dire qu'un ministère de l'Instruction publique ne sera pas, à chaque instant, entravé dans l'exercice de ses fonctions par les mille liens que créent les partis ? À qui fera-t-on croire qu'il sera plus indépendant et plus éclairé que le Conseil actuel dans tout ce qui sera désormais de son ressort ? Qui pourraient [*sic*] soutenir que les intérêts religieux seront, dans l'avenir, plus efficacement protégés par un homme politique que par une réunion d'hommes désintéressés et sincèrement dévoués à l'Église et à la Patrie ?

Décidément, Nos Seigneurs les évêques savaient faire flèche de tout bois ! Mais il y avait pire : et on hésite à l'illustrer par la transcription de deux courtes phrases parmi d'autres du même genre : « Ce projet de loi jette un voile sombre sur notre avenir ; il ouvre la porte à une foule d'abus, de misères, de conflits regrettables et pernicieux pour notre pays et pour l'instruction de la jeunesse [...]. Ce n'est pas le ministre qui réussira plus que le Conseil, à faire apprendre à tous les enfants des villes et des campagnes la lecture, l'écriture, le calcul, le catéchisme, la grammaire, l'histoire et la géographie, ni aucune autre des matières de l'enseignement. » C'est ce qu'on peut appeler un argument *ad hominem*.

Il n'était pas facile pour un catholique pratiquant, fût-il premier ministre, de répondre à ce type de lettre. Marchand le fit tout de même en rappelant d'abord qu'il avait fait parvenir à temps les textes du projet de législation « afin que vous eussiez, ainsi que la députation, le temps d'en faire l'étude en détail ». Surtout, « j'avais cru éviter tout danger *en ne donnant au Ministre que des fonctions purement administratives* », abandonnant à un comité catholique « la direction pleine et entière de l'enseignement ».

Il n'y avait pas d'autre moyen d'assurer « l'apaisement populaire, et, d'autre part, pour la cause de l'éducation, la garantie d'une sécurité complète ». Le premier ministre terminait sa lettre par l'expression du regret de se sentir placé « dans la désolante alternative de contrarier des opinions que je respecte infiniment, ou de soulever, par l'abandon de cette mesure, au lieu de l'apaisement qu'elle était destinée à produire, un désordre dont, dans mon âme et conscience, je ne puis assumer la responsabilité ». Il assurait, en finale, ses dignes correspondants qu'il « conserve à l'égard de Vos Grandeurs le profond respect qui leur est dû ». La polémique prenait un ton aigre-doux.

Un membre du cabinet, le procureur Horace Archambault, continua la résistance du gouvernement en soutenant, au contraire, la plus grande aptitude d'un ministre par comparaison à la fonction d'un surintendant. Tandis que le premier « sera responsable au peuple, il ne pourra fermer l'oreille aux cris et aux rumeurs qui monteraient jusqu'à lui, et s'il ne veut pas se rendre aux demandes qui lui sont faites, un mouvement pourra l'emporter et il sera remplacé par un autre ». Mais, au contraire, si l'on met « au poste de surintendant un homme aux idées avancées et aux tendances radicales, cet homme sera plus en état de produire du mal qu'un

ministre responsable aux Chambres ». En somme, c'était toujours le même type d'argumentation, mais la position du critère comparatif s'inversait selon l'interlocuteur qui prenait la parole. La dialectique du conseiller législatif Thomas Chapais allait être, elle, proprement assassine. Il l'exposa d'une façon fort sèche et sans appel au plan où il situait le contradicteur. Dans l'état actuel du statut du surintendant et de celui du ministre s'y substituant éventuellement, le conseiller législatif faisait découler des conséquences absurdes. Ce texte est pénétré d'une humeur bien davantage hargneuse que tout ce qui avait précédé :

Qu'on ne vienne plus nous dire après cela : le Conseil conserve ses attributions ; il garde tel privilège, il reste avec tel pouvoir, il a le droit de faire tel règlement ; nous ne lui enlevons rien. Non, vous ne lui enlevez presque rien, vraiment ! Vous lui enlevez que la suprématie et sa juridiction générale. Bagatelle ! sans doute. Il était un pouvoir, vous en faites un rouage ; il était le principal, vous en faites l'accessoire. Il était le supérieur, vous en faites l'inférieur. Il était un corps presque souverain, vous en faites un petit bureau de discipline !... Du moment que vous mettez un ministre à la tête du département de l'Instruction publique, ce ministre sera le maître. Et le Conseil tombera au rang de corps subalterne.

Dans ce type de rapprochement comparatif à deux termes, le revers de chacun n'est rien moins que l'absurdité, l'abus ou même la négation de l'autre. Les affirmations contradictoires ne peuvent pas être ou vraies ou fausses en même temps et sous le même rapport. À moins de poser *a priori* un standard supérieur pour le départage, il n'y a pas de solution au discours, non plus que dans le discours. Ou s'il existe ce standard, il est idéologique, et profondément.

Chez Chapais, le standard impliqué était livré en couches successives, comme : « Ne transformons pas les évêques membres *ex officio* de ce Conseil, en subalternes d'un politicien [...]

« Et par dessus tout, fermons à la politique la porte du temple de l'éducation [...]

« La politique, c'est la discorde, l'éducation, c'est l'harmonie ; la politique, c'est l'ambition, l'éducation, c'est le dévouement ; etc.

« Nous [conseillers législatifs] avons une responsabilité constitutionnelle comme chambre modératrice et pondératrice. Et nous avons aussi une responsabilité plus haute que celle qui est consignée sur les feuillets d'un statut.

« Nous sommes responsables, envers Dieu et notre pays, de l'exercice du pouvoir de révision parlementaire dont nous sommes investis [...]. »

Le tranchant de ces brèves propositions n'appelle aucune explication, ni aucun commentaire.

La procédure du vote au Conseil législatif produisit le résultat suivant : 9 voix en faveur du projet de loi et 13 pour son rejet ; une majorité de 4 voix ! Il n'y aura

donc pas de ministère de l'Instruction publique, non plus que d'uniformisation gouvernementale des manuels. Toutefois, certaines dispositions pratiques pouvaient laisser entrevoir une gratuité graduelle des livres scolaires et une possible évolution vers une certaine uniformité. Soixante-six ans plus tard, le ministre suivant de l'Éducation, Paul Gérin-Lajoie, concluait un essai combatif par cette phrase justificative :

À ceux qui disent que nous allons trop vite et que nous voulons tout faire à la fois, je réponds que nous avons un retard d'un demi-siècle à rattraper et qu'il est, dans l'histoire des peuples, des moments où il faut tout *faire à la fois*, parce que tout se tient ¹.

À la « Chambre Haute » (ainsi qu'on appelait parfois le Conseil législatif, à l'imitation de la Chambre des Lords), Thomas Chapais passait pour être une des plus fortes têtes parmi ses membres — ce qui n'est pas affirmer que l'historien ait toujours été à la hauteur de son talent. L'auteur d'une histoire de l'instruction publique, aussi compilateur des textes si utiles à notre rédaction (qui devait rester brève), Louis-Philippe Audet, suggère au lecteur : « Il faut relire ce discours dans lequel on trouve des envolées comme celle-ci qui nous font aujourd'hui sourire » :

Décréter qu'on va grever le budget d'une somme suffisante pour fournir des livres à tous les enfants, aux enfants des riches comme aux enfants des pauvres, c'est une absurdité, c'est un excès, c'est une faute contre les lois constitutionnelles de toute société bien ordonnée, c'est véritablement du communisme officiel et du socialisme d'État.

Comme quoi toute contre-idéologie risque de s'abîmer elle-même en idéologie.

À qui ferait observer que cette conclusion paraîtrait trop concentrée, voire lapidaire, nous répondrions que l'échec de la réforme du régime de l'instruction publique reste le *fait historique* majeur de ces années-là. Mais nous n'étions certes pas, principalement, motivé par la recherche de telle ou telle responsabilité, mais bien par le déroulement d'une crise grave dont la responsabilité pouvait bien avoir été partagée ².

¹ Paul GÉRIN-LAJOIE, *Pourquoi le bill 60*, Montréal, Les Éditions du jour, 1963, p. 146.

² Ainsi que s'interrogeait Bernard Chevrier, « pour n'avoir pu mettre à exécution un projet d'éducation, si essentiel pour le relèvement de toute une société, faudrait-il en reporter l'accusation sur les membres trop conservateurs d'un Conseil législatif qui, comme conçu, n'avait et n'a toujours pas sa raison d'être, ou encore, pour les questions concernant l'éducation, sur la trop grande soumission au clergé de certains dirigeants de l'époque ? » (« Le ministère de Félix-Gabriel Marchand (1897) » *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. 22, n° 1, juin 1968, p. 46).

CHAPITRE ONZE

Coexistence de l'homme politique et de l'homme de lettres

I

[Retour à la table des matières](#)

Il ne serait guère séant de faire comme si l'homme de lettres n'avait pas, aussi, existé en Félix-Gabriel Marchand. Il l'a suffisamment été, et dans plus d'un genre : théâtre surtout, mais aussi poésie et proses diverses, pour qu'on lui consacre un chapitre à cet effet. Il portait en lui un penchant tout naturel pour l'écriture, trahissant un état de nécessité et non le seul passe-temps classique du « désœuvré littéraire ». L'observation s'impose d'autant si l'on considère ce qu'était sa vie, ayant la politique comme principe d'unité, mais se déroulant dans une totalité familiale, professionnelle et sociale, où chaque pan trouvait sa projection naturelle.

De ses écritures diverses, il laissait aux lecteurs curieux un recueil de 400 pages, intitulé *Mélanges poétiques et littéraires*¹. Il le publia un an avant sa mort, comme s'il avait pressenti qu'il ne devrait pas attendre davantage. Une substantielle préface de la plume d'un grand ami, homme de livres² encore plus qu'homme de lettres, servait pour ainsi dire de caution aux propos, effectivement mélangés, d'un homme politique de haut rang et si notoirement connu depuis trente ans. Au moment de la parution, l'auteur était premier ministre en fonction, bien que pour peu de temps.

L'amical préfacier terminait sa présentation de tant de souvenirs communs avec quelque flagornerie : « et j'ose croire, — peut-être par un effet exagéré de ma partialité d'homme de lettres, — que Marchand écrivain vivra plus longtemps dans la mémoire des Canadiens que Marchand homme politique³ ». Oui, c'était bien

¹ Montréal, C.O. Beauchemin, 1899, 369 pages.

² Alfred Duclos Decelles (1843-1925) eut une longue carrière au triple titre de journaliste, d'historien et de bibliothécaire. Il se fit surtout connaître par de nombreuses œuvres biographiques. En 1880, il fut nommé bibliothécaire adjoint du Parlement du Canada et, cinq ans plus tard, bibliothécaire en chef.

³ Préface aux *Mélanges poétiques et littéraires*, p. XII.

cela, une fraternelle « partialité d'hommes de lettres ». Le condescendant Camille Roy, pour sa part, se permettra l'ambiguïté d'une espèce d'euphémisme en rappelant, quarante ans plus tard, que « Marchand a fait plus de politique que de littérature », en reconnaissant tout de même qu'il était « doué d'un remarquable tempérament littéraire ¹ ».

Si notre écrivain pouvait exceller en certaines proses, s'il fut d'une verve étonnante en certaines pièces de théâtre ou de « vaudevilles », ainsi que Rumilly les appelait ², c'est bien que les unes et les autres connaissaient du succès. Le fait est d'autant plus rare qu'il n'y a pas foison de dramaturges, « même en France », précisait Decelles, où « l'on compte dix Daudet pour un Sardou ³ ». Au Canada français, Marchand figure parmi un maigrelet quatuor d'auteurs qui « les premiers se sont risqués dans le genre dramatique : Joseph Quesnel, F.-G. Marchand, Pamphile LeMay, Louis Fréchette ⁴ ». Toutefois, aucun d'eux, à l'exception du second, n'est devenu un homme politique. Même Fréchette, qui avait, à cet égard, des prétentions et des ambitions, ne passerait pas le test ⁵.

On peut regretter que ce soient les poésies de Marchand qui constituaient sa production littéraire la plus faible. Elles furent publiées, tout de même, quelque trois quarts de siècle plus tard que les premiers essais de François-Xavier Garneau et de Napoléon Aubin. La révélation Crémazie s'était manifestée autour de 1860. Non, Marchand n'aurait certes pas démerité de la patrie, ni des muses, s'il ne s'était pas imposé de mettre en vers des « poésies fugitives ⁶ ».

On le lui fit bien sentir. Dès 1874, Albert Lareau dit sa « conviction » que M. Marchand « n'a jamais ambitionné le titre de poète. Depuis quelques années, il a cessé d'écrire des poésies, et je n'ai pas le courage de l'en blâmer ». Le critique ne fait pas de l'ironie facile : il admire sincèrement cet homme, alors au tournant de la quarantaine, voyant en lui le « type du journaliste gentilhomme ⁷ », et qui, lui, au moins, écrivait en prose !

¹ Camille Roy, *Manuel d'histoire de la littérature canadienne de langue française* (nouvelle édition), Montréal, Librairie Beauchemin, 1939, p. 85.

² « Il y avait encore d'autres endroits où passer ses soirées ; on jouait des vaudevilles de Félix-Gabriel Marchand, on applaudissait les concerts de Calixa Lavallée, les conférences de Fréchette et les tournées théâtrales françaises » (Robert RUMILLY, *Histoire de la Province de Québec*, tome I, *George-Étienne Cartier*, Montréal, Fides, 1971, p. 240-241).

³ Préface aux *Mélanges poétiques et littéraires*, p. XI.

⁴ Camille Roy, *op. cit.*, p. 177.

⁵ (De Fréchette), « rappelons, enfin, deux œuvres dramatiques sans importance : *Félix Poutré* (1878), *Papineau* (1880) et une *Histoire critique des Rois de France* (1881), qui manque absolument de critique » (Roy, *ibid.*, p. 61).

⁶ Charles AB DER HALDEN, *Études de littérature canadienne-française*, (chapitre consacré à « l'Honorable F.-G. Marchand », p. 309-325), Paris, de Rudeval éditeur, 1907, p. 322.

⁷ Albert LAREAU, *Histoire de la littérature canadienne*, Montréal, John Lovell, 1879, p. 482.

Du florilège poétique, qu'a sélectionné Marchand dans son livre des *Mélanges*, nous avons hésité entre deux courts poèmes pour illustrer sa manière. Le premier est intitulé *Le sonnet* et le sujet en est la difficulté d'en faire un, ce qui n'arrive qu'au dernier vers, justement libérateur :

Bravo !... j'ai mon sonnet !... on ne m'y prendra plus.

Le second porte sur un phénomène, tellurique et répétitif, qui nous est combien plus familier, *L'hiver*, bien entendu, ce qui donne :

L'hiver, de son souffle glacé,
A tout changé dans la nature...
Son léger manteau de verdure
Est par la neige remplacé.

L'oiseau frivole, au gai plumage,
S'est enfui loin de nos climats,
Et le silence, dans nos bois
N'est plus troublé par son ramage.

L'Aquilon fier et menaçant,
En parcourant la blanche plaine
Refroidit tout de son haleine,
Et tout se tord en gémissant...

Assis sur son trône de glace,
Il règne en tyran... Mais soudain ! ...
Son sceptre se fond dans sa main ! ...
C'est ainsi qu'ici bas tout passe.

J'ai choisi ce second poème, non pour des raisons chauvines ni météorologiques, mais surtout pour introduire le commentaire qu'il avait inspiré à un ami sur les ondes de Radio-Canada, entretenant ses auditeurs de, justement, Félix Gabriel Marchand. En ce jour du 15 décembre 1981, Laurent Laplante disait : « Je ne prétendrai certes pas qu'il s'agit d'un chef-d'œuvre, mais on admettra qu'un homme politique peut difficilement se conduire en brute fanatique une fois qu'il a figolé de tels quatrains ¹. »

II

Selon un critique contemporain, Marchand aurait subi l'influence d'Émile Augier ², dont le théâtre était très en vogue sous le Second Empire. Par le théâtre

¹ F.-G. MARCHAND, *Mélanges poétiques et littéraires*, p. 314 (*Le sonnet*) et p. 317 (*L'hiver*). Le texte de Laurent Laplante est tiré d'une conférence radiophonique portant sur Félix-Gabriel Marchand, et fut reproduit par le Service des transcriptions et dérivés de la radio, Maison de Radio-Canada, Montréal, le 15 décembre 1981.

² Charles AB DER HALDEN, *op. cit.*, p. 314.

de Marchand, nous sommes mis en présence d'un cadre de vie et de situations concevables sous le régime de la Confédération, mais pas vraiment devant la critique de la pensée et des mœurs bourgeoises de la France d'alors. À plus forte raison, Marchand s'abstint de faire, selon le conseil de son ami Decelles, le sujet de comédies des « scènes inénarrables » se déroulant durant les sessions des premiers parlements fédéraux de Québec. C'eût été une erreur que lui, parlementaire chevronné et doyen de la fonction législative, s'amusât à plaisanter des membres de la chambre du peuple par des comédies que la population aurait trouvé déplacées avec des propos risquant de paraître loufoques. Et puis, le perpétuel député de Saint-Jean songeait peut-être au moment où il deviendrait chef du gouvernement, ce qui finit par lui arriver, un peu tard il est vrai, puisqu'il était alors âgé de 65 ans. Sympathique, tout de même, cet instinct littéraire tenace...

Son théâtre peut être considéré comme une distraction d'esthète ou comme un défi personnel, mais on ne trouve rien dans ses pièces qui évoque un engagement, fût-il simplement allusif. Mais il y glisse volontiers un brin de fantaisie qu'annonce parfois le titre : *Un bonheur en attire un autre*, *Les faux brillants*, *Erreur n'est pas compte* ; mais le trait marquant est plutôt celui d'une satire de mœurs sociales. Le même instinct satiriste se retrouve dans d'autres pièces, qualifiées de « poésies » et qui sont d'assez longs monologues intérieurs comme *Les travers du siècle* et *Nos ridicules*. L'auteur s'applique à traquer ce que d'autres appelleraient l'illusion ou même des sortes d'*allusions* au second degré : les personnages et les choses ne sont pas ce qu'ils apparaissent, ni même ce que les uns et les autres, *effectivement*, sont...

Nous avons déjà noté que le traitement de la versification ne rehausse pas le rythme de l'action, ni n'accroît la portée du message. Deux pièces en vers ont subi cette formalisation artificielle et plutôt nuisible : *Les faux brillants*, *Le lauréat* (décrit comme « un opéra en deux actes »). La première de ces pièces, au joli nom de *Les Faux brillants*, a été *déversifiée* et modernisée dans une production théâtrale de Jean-Claude Germain, que celui-ci a montée à Montréal en 1977. La pièce en un acte, *Fatenville* (nom patronymique), dont l'action se situe « dans une petite ville à quelques lieues de Montréal » est probablement celle qui a connu le plus grand succès public. Elle est toute vivacité et esprit, du début à la fin. Et, dès la première phrase, par une expression argotique :

En v'là encore un qui va r'cevoir la balle ¹.

À la dernière page, l'héroïne, désirée, s'exclame avec humeur :

Il le faudra ben, pour m'en débarrasser.

¹ « Expression populaire qui signifie se faire refuser en mariage » (note de l'auteur).

Pour des effets de scène de cette nature, Marchand a déjà été surnommé « notre Molière québécois ». Il peut être parfois amusant de sourire à l'expression d'une outrance... Quoiqu'il en fût, l'ami Decelles confie au signataire des *Mélanges* qu'il lui est arrivé de se demander « pourquoi vous vous étiez tourné vers les fictions dramatiques plutôt que vers les fictions romanesques ! C'est sans doute la tournure spéciale de votre esprit qui vous a poussé du côté de cette mer si périlleuse du théâtre, car on ne choisit pas sa vie en ces sortes de choses : elle s'impose¹. »

La troisième et dernière section de la PROSE, avec sa quarantaine de pages, est bien plus courte que celle des PIÈCES DRAMATIQUES, qui en compte trois cents, et est considérablement plus longue que celle des POÉSIES DIVERSES ne dépassant pas la vingtaine de pages. La prose est aussi la plus variée, et sauf quelques exceptions, les morceaux ne sont pas datés, on ignore s'ils ont été, ou non, publiés, et si oui quand ils auraient été prononcés, etc. D'ailleurs, on en sait encore moins sur l'intention et la réalisation de ces *Mélanges* : qui a choisi, rassemblé, agencé ces textes disparates ? Si ce fut l'auteur lui-même, ce qui est assez probable, a-t-il consulté ou s'est-il fait aider ? Toutefois, on pourrait, avec un peu plus d'assurance, supposer qu'il a donné son visa à toute l'entreprise, au principe, à la confection et au résultat.

Jetons d'abord un coup d'œil général sur les titres de cette section de la PROSE. En tête, deux essais très inégaux, l'un de 25 pages, l'autre d'une seule. Leur titre nous révèle de quel genre ils relèvent ; peut-être celui qu'à défaut de mieux on qualifierait de « philosophie de vie » ? Nos gros *chagrins et nos petites misères*, puis *Conservons nos usages*. Ces titres disent déjà leur contenu. D'une part, « il nous faut un petit chagrin mignon que nous puissions choyer comme un enfant gâté, sans quoi la vie devient monotone » ; de l'autre, « le Canadien Français n'a rien à envier aux autres éléments qui nous entourent, en fait de bonne tenue, et lorsque, après un séjour plus ou moins prolongé au-delà de la frontière, il nous revient transformé, c'est très rarement pour le mieux. » Légère teinte de chauvinisme... Le « petit chagrin mignon » est autrement mieux enlevé que la seconde pièce, en appelant aux usages.

Puis, suit la pièce de résistance d'une vingtaine de pages, *Un tour de France sous la seconde république*². C'est de loin le texte qui intéresse le plus par ses divers parfums de jeunesse et de fraîcheur, de réflexion et d'observation. Il est aussi probablement le mieux écrit et le plus spirituel. Il *campe* comme il convient, le temps, l'intention, le départ... « J'arrive par la pensée d'une excursion dans les souvenirs, aujourd'hui lointains de mon dix-huitième printemps. » Nous sommes donc en 1850 ; la narration, c'est longtemps après, et elle n'a sans doute pas été écrite d'une seule coulée.

¹ DECELLES, préface aux *Mélanges*, p. X, XI.

² Ce texte ainsi que tous les autres sont tirés des *Mélanges* sans que la pagination de chacun ne soit mentionnée.

« L'adolescent », c'est ainsi qu'il s'interpelle, choisit le voilier qui ne prend que vingt-trois jours pour la traversée, tandis que le steamer (« Cunard » ou vapeur marchand) comporte *l'inconvénient* d'en prendre deux fois moins ! Quant à l'ambiance à bord, ainsi qu'à la cuisine, il faut savoir au moins ceci : « On pourvoyait au nécessaire en logeant dans un immense poulailler, sous le gaillard d'avant, toute une colonie bruyante de poulets, d'oies, de dindons et de canards dont les concerts assourdissants au début du voyage s'affaiblissaient par degrés, à mesure que l'appétit des passagers leur enlevait des choristes. » Et, puisque nous en sommes aux casseroles, comment, sur terre, cela se passait-il ? Plus précisément, comment les choses se passaient-elles *à bord* de la diligence ?

C'était pour me servir d'un anglicisme expressif — toute *une institution*, spacieuse et lourde, suspendue par d'épaisses courroies sur ses robustes essieux, elle pouvait rivaliser avec le cheval de Troie, pour le nombre des êtres humains renfermés dans ses flancs. J'en ai compté, à la fois, jusqu'à vingt-quatre, trois dans le coupé faisant face aux chevaux, six dans *l'intérieur*, ou compartiment du centre, six dans la *rotonde*, ou compartiment situé à l'arrière, trois sur *l'impériale*, au-dessus du siège occupé par le conducteur et le cocher et sept ou huit derrière l'impériale, pêle-mêle avec les bagages, sur une épaisse toile cirée qui couvrait le véhicule sur toute sa longueur [...].

Quels calculs risqués au départ !

Aux relais, distribués de cinq lieues en cinq lieues, une table d'hôte toute dressée attendait des voyages affamés. Mais à peine ceux-ci avaient-ils attaqué le premier service, que l'impitoyable conducteur, accusé à tort ou à raison de connivence intéressée avec le cabaretier, coupait court aux appétits par un appel formidable : « En voiture, Mesdames et Messieurs », nous criait-il de sa voix rauque, « nous sommes en retard ; en voiture. »

III

N'oublions pas que ce spirituel narrateur d'une aventure de voyage, qu'il avait vécue à l'époque de ses vingt ans, est maintenant un sexagénaire de la période *fin de siècle*. Il est probable que ce texte ait été écrit bien avant et qu'il ait dormi dans les cartons avec bien d'autres écritures d'une même main...

Si, en 1850, le jeune homme voyage en diligence plutôt qu'en train, ce n'est pas pour le seul pittoresque de l'aventure. Il nous explique que « le réseau des chemins de fer français était alors très incomplet » et qu'il fallait bien joindre ses « tronçons épars » par l'antique diligence ! Quant au « tour de France », dont le récit était annoncé dans le titre, il faudrait se satisfaire d'en imaginer quelque énuméré d'itinéraire...

Tout au plus, rappellerons-nous quelques détails savoureux dont l'énoncé reste bref. Ainsi, presque au terme du voyage Paris-Marseille, le jeune Marchand déplore d'arriver à Tarascon, « quelques années trop tôt, malheureusement, pour faire la connaissance de l'illustre Tartarin ». Même si le jeune voyageur n'ignore pas que le héros provençal ne naîtra de la plume d'Alphonse Daudet qu'en 1872, il

ne s'interdit toutefois pas de déplorer, sur-le-champ, que « c'est le désespoir de ma vie ».

Sa prise de contact avec la ville de Paris, avant que le baron Haussmann n'y ait « mis la main », fait que « toute superbe qu'elle était », elle « ne présentait pas le spectacle de sa magnificence actuelle ». Le Paris de 1848-1850, que connut Marchand, lui inspire nombre de considérations politiques. La trame de fond de ce qui est en train de bouger tient en ces deux mots : la *légende napoléonienne*. « Rappelée incessamment », elle « reprenait possession des esprits », rendant l'opinion publique « graduellement préparée à l'évolution prochaine ». Après cinq pleines pages d'une analyse circonstanciée, la conclusion reste toujours la même équation instable : si « l'opinion dormait sous la surveillance vigilante des hommes de l'Élysée », d'autre part, « la légende napoléonienne faisait toujours son chemin ».

L'un des charmes du récit, c'est l'aise avec laquelle l'écrivain Marchand passe d'un plan à l'autre : du politique à l'artistique, principalement au théâtre. Peut-être même est-il en train de songer à l'homme de théâtre qu'il aspire devenir ? Il observe d'abord que « la littérature comme la politique subissaient un temps d'arrêt. La grande lutte entre classiques et romantiques s'était modérée », à tel point que les uns et les autres « se partageaient la maison de Molière sans trop se rudoyer ». Il salue au passage « le grand chef du romantisme » qu'il ne sent pas le besoin de nommer, tout en saluant celui dont le « puissant génie avait dégagé le théâtre de ses entraves classiques ». Mais c'est presque trop, peut-on penser, lorsque Marchand se met à déplorer les nombreuses imitations de *Hernani* et de *Ruy Blas*. Certes, ne pouvait-il s'agir que de Victor Hugo.

Tout comme François-Xavier Garneau à Paris ¹ vingt ans plus tôt, avait été fasciné par une pièce historico-symbolique ranimant la gloire napoléonienne, le jeune Félix-Gabriel Marchand, dans la même ville et quelque vingt ans plus tard, se trouvait confronté au même sujet. Il était surtout frappé par la puissance de pareil moyen, servant « surtout les desseins de la gente officielle » avec cette « production étrange » *Bonaparte, ou les premières pages d'une grande histoire*. Vingt et un tableaux, « sans liaison, sans intrigue », précise le spectateur.

Rédigeant de mémoire, Marchand révèle avoir naguère « conservé à titre d'originalité » le programme « fort détaillé » de la représentation, lui permettant d'en faire, si longtemps après, un long et exact résumé. Évidemment, en guise de dénouement, on ne pouvait s'attendre à rien de moins qu'une apothéose finale ! On y aperçoit l'empereur, « entouré des anges et des archanges, parmi lesquels se

¹ Voir mon ouvrage : *Lire François-Xavier Garneau* (Institut québécois de recherche sur la culture, Québec, 1994) aux pages 56-57. En séjour en Angleterre et de passage à Paris, en 1831, le futur « historien national » avait aussi été profondément remué par une pièce intitulée *Napoléon*, qui se jouait alors au théâtre de la Porte Saint-Martin, sur les boulevards, en plein quartier populaire.

mêlent la plupart de ses généraux les plus batailleurs » et lui, plus empereur que jamais, « trônant majestueusement dans sa pose légendaire, etc. » Évidemment, tout cela aidait la cause du neveu, dit aussi « Napoléon le petit »...

Le futur premier ministre du Québec nourrissait toutefois une répulsion à l'égard du nouveau régime, issu du coup d'État du 2 décembre 1851. Il synthétise ainsi la suite : « Au gouvernement populaire succéda le régime personnel d'un Napoléon. — C'est tout dire. » Il n'avait pas tout dit justement : il lui restait à ajouter un lamento sur les malheurs de la mère-patrie : « Il s'ensuivit un règne de prodigalités inouïes, de corruption, de favoritisme et d'arbitraire, une exploitation en règle de la fortune publique par quelques privilégiés, une véritable orgie administrative, aboutissant, sous le désastre national de Sedan, à l'humiliation de la France. » L'auteur trouve même opportun de poser cette question : « Cet exemple des malheurs de notre mère-patrie ne nous fournit-il pas la matière de sérieuses réflexions ? » Et « d'autant que nous jouissons, en vertu de la constitution dont l'Angleterre nous a dotés d'institutions libres, démocratiques dans leur essence, sous l'empire desquelles chaque citoyen possède une part dans le contrôle et la responsabilité de l'administration publique ».

Mais justement, il ne faut pas l'imiter, la France, à cet effet, les mêmes causes pouvant produire des conséquences identiques au Canada. Du pluriel de ces causes, il n'en retient qu'une : « L'indifférence de l'électeur, le peu de prix qu'il attache à ses droits politiques, etc. » Et voilà que, subrepticement, un texte qui, jusqu'à maintenant, se défendait fort bien comme récit de voyage, se termine presque sur un ton de prêchi-prêcha en traitant de morale électorale...

Il y a donc eu dénivellement de ton, de sujet et, même allusivement ou contextuellement, d'interlocuteur. En effet, un critique, d'origine française mais spécialisé en littérature canadienne, a trouvé à propos de signaler que les remarques de Marchand « ne s'adressent évidemment qu'à l'électeur canadien », car « chacun sait que, dans notre vieille Europe, en France surtout, ces conseils de sagesse et de conscience politique sont et seront toujours superflus¹ ». Mais il fallait savoir ménager l'ironie du léger récit.

IV

Nous effectuons un retour de France au Canada avec les deux textes suivants, au surplus fort disparates. Si le premier est proprement de circonstance, *Inauguration du premier chemin de fer canadien*, les conditions de la publication ou de la livraison orale du second, *Notre Constitution*, ne sont pas rappelées. Nous allons renvoyer l'examen de ce dernier au chapitre suivant où il trouvera, par son

¹ Charles AB DER HALDEN, op. cit., p. 325.

importance politique particulière, une place davantage naturelle et proprement concluante.

Quant à *l'Inauguration*, le style qui en est badin et humoristique convient à des cérémonies imprégnées souvent de fausse ou comique solennité... La ville de Félix-Gabriel Marchand se sentait fière d'avoir été désignée, la première au Canada, à construire une voie ferrée. D'une longueur de 15 milles, elle joignait Saint-Jean à Laprairie, reliant ainsi le lac Champlain au Saint-Laurent.

Il s'agissait d'une entreprise technologique assez mystérieuse et toute nouvelle, pour la construction de la voie, mais encore davantage pour la fabrication de la « force motrice », la commande de la locomotive ayant été octroyée à une usine écossaise. Finalement livrée avec retard, et par voilier, au port de Montréal, « cette nouvelle causa un grand émoi » dans la région du Richelieu. Et suscita aussi force discussion entre « les curieux de toutes les espèces », « le parti des sceptiques », celui des « enthousiastes », etc. « En un mot, les badauds, comme toujours, se partageaient en deux camps opposés : celui des gens qui ne doutent de rien et celui des gens qui doutent de tout. »

Le grand jour arrivé, tout était à l'heure pour les discours bien *sentis*, le champagne pétillant, l'ingénieur-mécanicien, « tout pénétré de l'importance de sa fonction ». Mais voilà que celui-ci, « plus solennel que jamais dans son rôle de *deus ex machina*, appuie majestueusement la main droite sur l'aiguille motrice. Aussitôt, la locomotive s'agite, exhale des soupirs plus gros, plus précipités, plus véhéments que jamais ; elle s'ébranle dans un suprême effort, les roues font péniblement un demi-tour en avant et... s'arrêtent !... La locomotive [...] semble affectée d'un tremblement épileptique. » Le parti des sceptiques triomphait.

Conciliabule secret, au village, le soir même... Débats animés la nuit qui suivit... Jusqu'à l'idée lumineuse de faire venir un ingénieur américain afin de résoudre le problème. Des jours passent, le temps qu'il arrive. Il est arrivé ! « L'épreuve, renouvelée en petit comité cette fois, produisit le même résultat » : soit, « la rétive machine fait encore une demi-évolution et... retombe dans son immobilité. » Pendant que la consternation devient maîtresse des lieux, un cri enthousiaste : « J'ai trouvé ! » lance l'expert d'outre-frontière : « Mes amis, vous n'avez pas donné assez d'avoine à votre cheval. »

Explication : « L'Écossais, habitué au charbon comme combustible, ignorait tout à fait la différence d'intensité entre le calorique produit respectivement par le charbon et le bois. »

Combustion : « On jeta du bois en plus fortes quantités sur le brasier et bientôt la locomotive ranimée commence à se mouvoir, avec lenteur d'abord ; puis, augmentant graduellement sa course, elle finit par atteindre une rapidité, étonnante pour l'époque, de vingt milles à l'heure ! »

Conclusion : « Dès ce moment le problème était résolu : l'ère des chemins de fer était inaugurée en Canada. » Ce n'était pas un fait nouveau que coexistent capricieusement avatars politiques et machinations ferroviaires...

Bien qu'étant l'une et l'autre des discours de circonstance, les deux pièces en prose qui viennent à la suite sont fort différentes en contenu sinon par leur forme. De la première au titre interminable (*Réponse à l'adresse présentée à l'Auteur, par le Maire et les Citoyens de Québec, le 27 décembre 1897, à l'occasion du 30^e anniversaire de son entrée dans la carrière parlementaire*), nous avons fait mention (et citation) dans des pages antérieures et notamment au premier chapitre consacré à Marchand (le septième du plan d'ensemble).

Le message suivant fut le *Discours présidentiel prononcé devant la Société Royale du Canada à l'occasion de sa 17^e session annuelle*. Dans des contextes officiels, et donc peu personnalisés, ce genre de texte n'offre guère d'intérêt si ce n'est que de rappeler la qualité de membre de Marchand, puis de président de la docte et digne société. Il saisissait au passage l'occasion de rappeler la célébrité d'un François-Xavier Garneau dont *l'Histoire du Canada* « l'a placé au rang des plus illustres historiens de notre époque », ainsi que d'un Louis Fréchette dont le poème épique, *La légende d'un peuple*, lui valut les lauriers de l'Académie française.

Enfin, le recueil des proses des *Mélanges* se ferme par un *Discours prononcé lors de l'inauguration du monument Chénier, à Montréal*¹. Ce texte prouve l'intensité du sentiment nationaliste de Marchand à l'égard des patriotes de 1837-1838. Il les avait déjà célébrés dans un poème intitulé *Hymne aux martyrs de 1837*. L'hommage en prose est ici plus subtilement justifié sans que ne s'en atténue l'admiration fervente portée au « héros de Saint-Eustache ». Dans les deux textes, Chénier est salué comme « le brave des braves »².

Ce discours vaut d'être parcouru avec quelque attention, car il est intéressant comme révélateur de la fibre nationaliste d'un successeur d'Honoré Mercier. Si l'hommage est focalisé sur Chénier, il s'étend aussi aux trois autres « braves » et « martyrs », Cardinal, Duquette, Delorimier. En particulier, Chénier « personnifiait

¹ Selon l'historien Jean-Paul BERNARD, « l'histoire assez extraordinaire des projets de monument à la gloire de Chénier renseigne surtout sur l'importance que peut avoir un enjeu symbolique ». Plus bas, l'auteur écrit : « Un comité formé en 1893 [...] qui peut compter sur l'influence d'Honoré Mercier, donnera à Chénier son monument au square Viger, à Montréal, le 24 avril 1895 » Il y a tout lieu de croire que ce fut le monument à l'inauguration duquel Marchand prononça son discours. Ajoutons, toujours d'après Bernard, qu'en 1937, à l'occasion du centenaire de sa mort, on lui éleva un monument à Saint-Eustache. (*Dictionnaire biographique canadien, vol VII : De 1836 à 1850* à l'article consacré à Chénier, p. 186-189.)

² Notons qu'à notre connaissance, l'expression « brave des braves » se serait appliquée pour la première fois à Michel Ney (1769-1815), « fils d'un tonnelier » et qui devint maréchal de France. Il est possible que Marchand connaissait l'expression ainsi que la gloire de Ney : peut-être comme reliquat, au Canada, de la légende napoléonienne ?

exactement cette vaillante jeunesse de l'époque, imprudente peut-être [...] ; glorieuse, cependant [...] ; glorieuse surtout par l'importance du résultat obtenu ».

Lequel ?

« Notre grand et beau pays était alors soumis à l'exploitation systématique d'une minorité arrogante, uniquement préoccupée du souci de ses sordides convoitises et cumulant pour cet objet toutes les fonctions publiques. » Il est difficile de peindre un état de choses perverses en moins de mots. Néanmoins une demi-page, bien ordonnée, en détaille les accusations explicites. Or, « ce pillage, organisé et protégé obstinément par le pouvoir exécutif, durait depuis des années et rendait illusoire le système représentatif, autorisé par la constitution de 1791 ».

Bref, « le pays subissait le joug d'une conspiration en règle »... Il n'est jusqu'à lord Durham, lui-même, qui n'hésite pas à reconnaître les fautes commises par l'exécutif canadien. « Lorsqu'il parle des luttes du gouvernement avec l'assemblée législative, c'est pour justifier celle-ci en admettant que sa fermeté à refuser les subsides était le seul moyen à sa disposition pour soumettre les fonctionnaires publics à quelque responsabilité. » Il s'ensuit clairement que « l'auteur véritable de l'insurrection de 1837, c'est le gouvernement despotique de l'époque ». On peut poser en principe que, « par sa violation des droits concédés au peuple canadien en vertu de la loi et des traités, il a lui-même fait acte de révolution, et provoqué la population à la guerre civile ». Les voies constitutionnelles ayant vainement été tentées, il ne restait plus qu'à répondre « par la force des armes aux insolentes provocations officielles ».

Puis il y eut, entre autres batailles, Saint-Eustache et l'héroïque Chénier ! Il était « au nombre des plus ardents, des plus sincères et des plus résolus ». Pas question de fuir devant une armée de 2 000 hommes, bien organisés, auxquels on ne peut opposer qu'une « poignée de braves » : le sacrifice ultime plutôt. Mais « cette mort héroïque a porté ses fruits », car « la défaite des insurgés de 1837 nous a valu la victoire dans l'arène politique ». Jugement discutable, sans doute.

À partir de maintenant, la suite de l'histoire s'accélère pour en arriver au plus tôt à la face résolument positive de presque toutes les commémorations. « Et si nous jouissons aujourd'hui des privilèges d'un peuple libre [...], c'est que les événements de cette époque tourmentée ont révélé aux autorités impériales tous les criminels attentats que ses indignes représentants commettaient ici, en son nom et à son insu. » Hommage, donc, au brave Chénier et à ses compagnons qui sont morts avec lui ainsi qu'aux autres, sans oublier les morts sur l'échafaud, qui ont aussi payé de leur vie « le triomphe du gouvernement responsable sur le régime oligarchique ». Et, comme pour enlever un dernier doute sur le recours à la violence, notons bien, insiste Marchand, que « leur œuvre n'a pas été celle d'une faction populaire ; ses résultats ont bénéficié à la nation entière ».

C'est la minute, finale, de la proclamation de foi ; il serait maladroit de l'écourter même en n'y changeant rien du tout :

Elle ¹ a donné naissance aux réformes qui ont fourni au Canada l'occasion de devenir un pays grand, prospère, heureux, dont les divers éléments de population peuvent aujourd'hui, sous une administration honnête et patriotique, s'unir sans se confondre, vivre côte à côte dans une parfaite harmonie, en s'appréciant mutuellement, et en travaillant, dans l'heureux concours de leurs aptitudes spéciales, au bien-être commun.

Le chapitre suivant reprendra le même thème à un autre niveau et à l'enseigne de « notre constitution ». Il n'avouera pas l'enflure qui gonfle d'habitude de telles allocutions.

Des dix enfants qu'eut le couple de Félix-Gabriel Marchand et Marie-Hersélie Turgeon, une fille allait, pour sa part, se livrer à des activités littéraires et sociales marquantes. Cinquième enfant de la famille, Joséphine épousera Raoul Dandurand, jeune avocat et déjà libéral influent. Ce futur sénateur deviendra bien davantage, presque un personnage de légende, dans la diplomatie canadienne naissante des années 1920 ².

Née en 1862 et décédée en 1925, Joséphine Marchand poursuivit une longue et féconde carrière de conférencière et de journaliste. Par discrétion probablement, davantage que par goût du mystère, elle signait volontiers ses textes d'un pseudonyme (Josette, Météor, Marie Vieuxtemps). C'est d'ailleurs dans *Le Franco-Canadien*, le premier journal fondé par son père, qu'elle fit ses débuts. Au tournant de la trentaine, elle crée, en 1893, la première revue féminine de langue française, *Le Coin du Feu*, à laquelle elle collabore sous le couvert de ses pseudonymes. Un recueil de ses chroniques paraît en 1901 sous le titre de *Nos travers*, qui se trouve à être, par hasard, la contraction de deux titres d'ouvrages de son père, *Les travers du siècle* et *Nos ridicules* ³.

Il est probable que « Madame Dandurand », née Marchand, devait attacher une importance particulière à sa production théâtrale avec des saynètes comme *Rancune*, *La carte postale*, *Ce que pensent les fleurs*, *Victimes de l'idéal*. Son

¹ Soit *l'œuvre* des insurgés de 1837-1838, d'après le contexte précédent.

² L'Université du Québec à Montréal a mis sur pied (en avril 1996) une *chaire Raoul-Dandurand* (honorant la mémoire de l'ancien président de la Société des Nations) en *études stratégiques et diplomatiques*. Cette fondation fut interprétée comme une compensation pour la fermeture du Collège militaire Royal de Saint-Jean (article de Jocelyn Coulon, dans *Le Devoir* du 12 avril, 1996). Le titulaire de cette chaire est le professeur Charles-Philippe David.

³ Voir respectivement, dans les *Mélanges poétiques et littéraires* : « Les travers du siècle », p. 303-307 ; et « Nos ridicules », p. 307-310.

théâtre était fait pour être joué et il le fut effectivement : à Québec, à Saint-Jean-sur-Richelieu, à Montréal et, même, pour la dernière pièce, à Ottawa, dans les salons du Sénat en 1907...

Pour son propre compte et de façon autonome, Joséphine Dandurand menait une vie active, pratiquant une efficace politique de présence¹. Ses mérites civiques furent reconnus même en France, comme Officier d'Académie, membre du Club Lycéen de Paris, etc. En préface à une œuvre de jeunesse² l'autorité littéraire de l'époque, Louis Fréchette, louait en particulier « une facilité naturelle, une allure indépendante et primesautière qui donne l'impression de quelqu'un laissant courir sa plume sur le papier sans le moindre effort, sans aucunement s'inquiéter de bien dire et, sans s'en douter le moins du monde, racontant merveilleusement des choses charmantes³ ». Le père devait être fier de sa fille.

¹ Par exemple, dans la Société Saint-Jean-Baptiste (aux niveaux national et régional) ; au Conseil national des Femmes du Canada (étant sa première directrice) ; aussi comme membre de délégation au Congrès international des Femmes (tenu à Paris en 1900 pendant l'Exposition universelle) ; ainsi qu'au premier Congrès de la Langue française, qui se tint à Québec en 1912, etc.

² *Contes de Noël*, Montréal, John Lovell, 1889, 159 pages.

³ Cité par Réginald HAMEL, John HARE et Paul WYCZYNSKI, *Dictionnaire pratique des auteurs québécois*, Montréal, Fides, 1976, p. 167-168.

CHAPITRE DOUZE

« C'est l'édifice fédéral renversé »

I

[Retour à la table des matières](#)

Le texte des *Mélanges* de Félix-Gabriel Marchand, dont nous n'avons pas encore fait état, porte un titre d'une concision qu'on qualifierait de familière du seul fait du pronom possessif : « *Notre* constitution ». Sur trois pleines et fortes pages, ce texte est bizarrement placé entre le récit fantaisiste de l'inauguration du premier chemin de fer canadien et la réponse de l'homme politique lors de la célébration dont on lui fit hommage à l'occasion du trentième anniversaire de son entrée dans la carrière parlementaire. Cette excellente pièce d'écriture politique, ne comportant pas de date, est aussi dépourvue de toute autre espèce d'information circonstancielle. Et cela vaut peut-être mieux ainsi à propos d'une rédaction, pour ainsi dire « classique », et puisque d'une grande clarté, ne requérant aucune *clé* d'interprétation.

Le sujet est donc principalement celui du modèle d'un fédéralisme organisateur, fonctionnant, et non pas surtout la description d'une fédération prêtant flanc aux conflits et litiges. L'auteur en présente l'esquisse, en raffermir certaines lignes structurelles car l'organisation d'ensemble, qu'il va proposer, avant tout mixte, est historiquement dérivée des deux modèles britannique et américain. L'objectif de l'auteur va consister à faire ressortir ce qu'à la fin de l'exposé il qualifiera de « véritable principe fédéral », mais vu sous l'angle de la compréhension générale de système et non de telle ou telle insuffisance propre à la singularité de ce système en particulier.

L'auteur pose d'abord, en prudent axiome de base, que « le gouvernement parfait n'est pas encore inventé »... Le système républicain convenant particulièrement bien aux États-Unis, tandis qu'à l'opposé, la monarchie constitutionnelle étant le modèle préféré en Grande-Bretagne, le « renversement » de ces modèles ne pourrait donc se faire qu'au prix d'une révolution, n'ayant, par conséquent, rien d'un progrès. On n'inverse certes pas « une expérience plusieurs fois séculaire ». En effet, la sphère des opérations politiques en Angleterre s'applique à « un pays d'une étendue restreinte, habité par un peuple homogène ».

À la fois « la force des circonstances » et « le concours intéressé des différentes classes sociales » ont permis le perfectionnement graduel des divers rouages. Le fait est d'autant plus notable qu'il s'agit d'un pays sans constitution écrite. En tiennent lieu des usages et des *précédents* parlementaires ou administratifs qui sont « transmis d'âge en âge, et modifiés selon les nécessités de chaque époque, sans commotion sociale, par l'action législative ».

On tient compte autant des *particularités locales* que des *intérêts sectionnels*. En effet, « à côté de chaque prérogative accordée au souverain, de chaque privilège concédé à l'élément aristocratique ou à l'élément populaire, elle a placé un tempérament qui en prévient les abus ». Il s'ensuit donc « entre les trois ordres qui se partagent la direction des affaires publiques, un équilibre constant, au moyen duquel chaque élément, dans sa sphère propre, conserve une liberté et un contrôle légitimes ». (C'est ce que les grands ancêtres John Locke et Montesquieu ont proposé comme la doctrine générale de la *séparation des pouvoirs* : fait que, toutefois, Marchand ne rappelle pas). Donc, en résumé :

Les parties intégrantes du parlement britannique émanent des divers éléments de la nation [...] ; elles ont, entre elles, le lien indissoluble de l'intérêt commun, et apportent respectivement à l'action parlementaire, comme à l'œuvre administrative, un contrepoids qui en assure l'efficacité ; ce parlement est un tout homogène dont les membres, unanimes quant au but de leurs travaux, ne diffèrent que sur les moyens d'y arriver. C'est l'unité législative proprement dite.

Passant ensuite de la longue histoire britannique à la plus récente expérience américaine, notre théoricien en trouve la différence « dans les circonstances particulières du peuple qu'il régit », soit « au contraire l'expression écrite et inviolable du pacte intervenu entre plusieurs États, indépendants les uns des autres qui, pour certains objets d'intérêt commun, se sont réunis sous une seule et même direction, tout en conservant leur autonomie et le contrôle exclusif de leurs affaires locales. Ce pacte ne peut se modifier sans le concours des États coalisés ; il définit et limite les pouvoirs de l'administration centrale, ainsi constituée. » Ce type d'organisation s'exprime en la forme de trois propositions fondamentales :

C'est la confédération ¹ sur ses vraies bases.

¹ Aux XVII^e, XVIII^e, XIX^e siècles, les auteurs, traitant de la pensée *fédéraliste* ou de la *réalité fédérative*, ne distinguaient pas avec exactitude les faits de fédération de ceux de confédération. Ainsi, dans le présent contexte, c'est de fédération qu'il s'agit ; ainsi, au Canada depuis 1867, la « Confédération » est une fédération. Il en est de même pour la Confédération helvétique qui est une fédération. (Toutes les citations du texte de Marchand, utilisées dans le présent chapitre,

La responsabilité ministérielle n'y existe pas comme en Angleterre où *le Roi règne mais ne gouverne pas*.

Pour définir la position du chef de l'exécutif américain il faudrait renverser ce vieil axiome et dire : *Le Président gouverne mais ne règne pas*.

Et s'il « n'a pas toutes les prérogatives du souverain britannique », par ailleurs, « il possède des pouvoirs administratifs plus étendus », et ses ministres « sont responsables à lui seul, aucunement au parlement ». Mais la constitution, par une clause de prudence, oppose aux abus éventuels « un contrepoids formidable par le privilège qu'elle accorde au Sénat électif de désavouer les actes ministériels, même de décréter au besoin la déchéance (*impeachment*) du président de la République ». Et ainsi se clôt sur lui-même le cycle des pouvoirs et contre-pouvoirs, aurait pu aussi ajouter l'auteur.

Enfin, le Canada, « *notre constitution* »... ? C'est d'abord et avant tout un composite. D'une part, « il relève de la métropole anglaise par son éducation politique et par ses traditions parlementaires ; mais il est assimilé aux États-Unis par sa condition matérielle, par ses *particularités locales* ». Celles-ci sont nombreuses et d'évidence : territoire immense, diversité des régions, climat ; mais, plus que tout : productions, croyances et origines populaires.

C'est du fait de cette « étrange combinaison de circonstances » à laquelle s'ajoute la « ressemblance partielle à deux modèles distincts », qu'est sorti « un caractère mixte, participant à la fois de deux régimes différents : union fédérale par la forme, unité politique par le fonctionnement ». Et, faisant fi de la nuance conceptuelle, Marchand conclut avec force qu'en définitive, il s'agit d'une « alliance hybride de deux systèmes opposés ». Rien de moins.

II

Mais il y a problème grave, car « grâce aux préférences bien connues du plus influent des auteurs de cette nouvelle constitution¹, l'idée centralisatrice a fortement présidé à sa création. On nous a dotés, par un *compromis regrettable*, d'une confédération, *unique de son espèce*, dont l'organisme est l'*opposé du système fédératif* tel qu'il a été compris jusqu'à nos jours. »

sont extraites de son livre, *Mélanges poétiques et littéraires*, Montréal, C.O. Beauchemin et fils, 1899, p. 350-353.)

¹ Bien évidemment, John A. Macdonald...

Qu'eût-il fallu à la place ? Les biographes de Marchand, Michèle Brassard et Jean Hamelin, répondent avec assurance qu'il « réitère sa préférence pour une fédération qui déléguerait certains pouvoirs à un gouvernement central plutôt que l'inverse ». Mais quand la confédération fut établie, Marchand allait s'y rallier, tout en se promettant « de travailler à lui donner, par des réformes opérées d'une manière constitutionnelle, les véritables caractères du système fédéral¹ ».

Du reste, ce n'est pas encore la fin du texte : il manque encore deux paragraphes d'une importance capitale. Son auteur se devait d'établir en clair « le véritable principe fédéral » annoncé plus haut. Il « comprend le concours de plusieurs États, indépendants et souverains chez eux, déléguant à un gouvernement central de leur création, certains pouvoirs limités et définis, pour des objets d'intérêt commun. La devise : *E pluribus unus* est l'expression la plus exacte de ce principe, dans le sens qu'on lui donnait avant l'existence de notre confédération canadienne. »

Mais celle-ci, l'actuelle fédération, « fait exception. Comme l'a déclaré dans une discussion parlementaire, un de ses fondateurs les plus autorisés, sir George Cartier, elle peut se définir par la contrepartie de la devise citée plus haut : *Ex uno plures*, ce qui signifie, en bon français, un pouvoir fédéral omnipotent d'où émanent les pouvoirs locaux. »

Il ne reste plus qu'à reproduire le point de chute, plutôt décevant, d'une communication qui, malgré sa brièveté, reste rigoureuse et de belle tenue sur le fédéralisme au Canada en l'an 1899 :

« C'est l'édifice fédéral renversé. » N'est-ce pas un peu la pensée critique globale de Jean Lesage et de ses libéraux dans la première moitié de la décennie 1960, alors que naissait ce qui allait être connu comme justement la Révolution tranquille de l'époque ?

III

Pointant la nécessité de remettre l'édifice fédéral à l'endroit, une si brève conclusion devient d'une grande acuité. Dans la bouche d'Honoré Mercier, elle n'aurait pas étonné, encore qu'il conviendrait de garder en mémoire le discours prononcé par Marchand à la cérémonie de l'inauguration du monument Chénier à Montréal. Certes, Marchand avait, à sa façon intime, mais fervente, la fibre patriotique, et même nationaliste, tout autant que son prédécesseur à la tête du Parti libéral et du gouvernement du Québec.

¹ *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. XII, 1891-1900, Les Presses de l'Université Laval, p. 754.

Dans le très court texte sur le modèle de la genèse fédérative que nous venons d'examiner, il a dit l'essentiel tout en faisant un usage économe de mots. Marchand n'était pas « orateur », ont répété tant d'historiens et de chroniqueurs. C'est vrai que n'étant pas véhément, il ne se *payait* justement pas de mots. Peut-être que l'écrivain consciencieux en savait-il exactement le « prix »... Aussi, littérairement, les maniait-il avec grand soin, sans la moindre affectation, et encore moins d'exagération.

Robert Rumilly, qui avait un penchant pour les palmarès, a éprouvé le besoin de préciser que « sans doute Marchand n'était pas un grand homme d'État », soit « une de ces fortes personnalités qui soulèvent des admirations et des haines également passionnées. Nous l'avons déjà dit : son gouvernement ressemblait beaucoup plus à celui de Taillon qu'à ceux de Chapleau et de Mercier.¹ » C'est, en effet, un péché mignon de maints historiens de volontiers polir encore les effigies de grands hommes — et, assez souvent, autant pour le pire que pour le mieux.

Laurent-Olivier David, porté pour sa part à souligner un certain ton de théâtralité romantique chez ses personnages, s'est occupé un jour de 1894 des « trois hommes les plus populaires de notre temps » : Laurier, Chapleau, Mercier. D'abord, le retiennent la taille et l'allure : « Laurier est le plus grand des trois... Chapleau..., plus fort en chair... Mercier est le plus massif des trois, le plus fortement constitué... » Puis, après quelques autres triades du genre, l'auteur aligne celle-ci, traitant de la sensibilité morale : « Laurier aurait sauvé Riel par principe, par esprit de justice ; Mercier par sentiment national ; Chapleau a laissé faire par prudence². »

Au moment de terminer cet essai *dualisé* par l'objet, il nous apparaît que Marchand mériterait bien de rallier ces trois-là en formant un quatuor fin de siècle, dont il serait la dernière recrue et tout en faisant, par sa présence et son action, le compte ! Les raisons ne manqueraient pas ; mais encore quoi, en particulier ? Ça ne pourrait pas être par la première phrase, exagérée, de ce même L.-O. David, déjà citée en amorce à l'étude de Marchand qui commençait le chapitre sept³.

Mais, en laissant le livre de David, comme je bute sur la dernière page du même chapitre, il apparaît, aussi clairement, que ce doive être par une courte phrase que Marchand rejoint les trois autres premiers ministres : « Il n'était pas de

¹ Robert RUMILLY, *Histoire de la Province de Québec*, tome IX, F.-G. Marchand, Montréal, Éditions Bernard Valiquette, 1939, 13- 235

² L.-O. DAVID, *Souvenirs et Biographies 1870-1910*, Montréal, Librairie Beauchemin, 1911, p. 101, 103.

³ « Il est des hommes dont la vie est bonne pour leurs parents, leurs amis, leurs concitoyens, pour tout le monde ; dont la vue seule inspire de bons sentiments autour d'eux. Félix Marchand était de cette classe privilégiée d'hommes qui paraissent vivre pour être heureux et rendre les autres heureux » (*ibid.*, p. 135).

ceux qui semblent croire que le talent dispense d'avoir de la vertu ¹ » ce qui n'est tout de même pas un euphémisme.

Et, faisant un dernier retour à notre duo biographique des deux « M », nous proposerions ce dernier contraste en la forme d'un éloge croisé : Honoré Mercier nous intrigue souvent en nous émouvant ; Félix-Gabriel Marchand nous émeut parfois sans nous intriguer.

IV

Un jour, l'artériosclérose finit par l'emporter sur la robuste constitution et la vie pleine, quoique ordonnée, qu'avait menée l'homme politique depuis sa jeunesse. En mai 1900, tombant malade, il va se reposer chez son fils Gabriel, résidant avec sa famille dans la ville de Saint-Jean. Après quelques mois de soins efficaces, il connaît l'illusion d'un regain au point d'annoncer sa rentrée à Québec. Illusion : il fait une rechute, et doit s'aliter ; mais il tient à rester dans la capitale, habitant rue Sainte-Ursule, chez son gendre, le docteur Arthur Simard. Il y décédera au sein de sa famille le 25 septembre 1900, étant alors dans sa soixante-neuvième année. Il ne s'était guère occupé d'amasser une fortune ².

Le jeune notaire avait commencé à exister politiquement par le journalisme, c'est par le journal *Le Canada-Français* qu'il prendra congé de « Mes chers amis de St-jean », au moment de passer, comme il le disait, « à travers une crise qui pourrait se dénouer fatalement... » L'homme d'honneur, qui venait de remercier par écrit ses concitoyens de l'avoir honoré de leur confiance depuis sa jeunesse, faisait encore allusion à sa « scrupuleuse exactitude », dans l'accomplissement du mandat qu'on lui avait conféré pendant toutes ses années. Il posait en principe moral de n'avoir « jamais compris que la parole donnée à une collectivité engageât moins l'honneur et la conscience qu'un engagement pris envers un particulier ». Mais le politicien en lui parlait aussi, regrettant en particulier de devoir « désertier l'arène au moment où s'engage la lutte fédérale », car « j'aurais voulu apporter mon faible appui à mon ami Monsieur Laurier ³ ».

C'était la première fois, dans la province de Québec, qu'un premier ministre en fonction disparaissait de la grande scène ; il eut droit à d'imposantes funérailles nationales. Une foule considérable, estimée à 50 000 personnes, « encombraient les abords du parlement et les hauteurs avoisinantes ». Wilfrid Laurier ne pouvait

¹ *Ibid.*, p. 139.

² « En mourant, Marchand laissa tout juste à sa veuve une police d'assurance-vie et quelques biens qui la mettaient à l'abri des besoins de l'existence. En fait, il mourut pauvre, beaucoup plus pauvre que quand ses électeurs du comté de Saint-Jean l'avaient envoyé, pour la première fois, les représenter à l'Assemblée législative de Québec », Lionel FORTIN, Félix-Gabriel Marchand, Saint-Jean-sur-Richelieu, Éditions Mille Rochers, 1979, p. 201.

³ Cité *ibid.*, p. 203.

manquer ce dernier rendez-vous, comme premier « porteur » d'honneur. L'archevêque de Québec, Louis-Nazaire Bégin, célébrait la cérémonie des obsèques. Un biographe va jusqu'à avancer qu'« à vrai dire, les funérailles de Marchand devaient dépasser en pompes même celles de Cartier, de Chapleau et de Mercier, et devenir l'apothéose de cet homme qui fut de son vivant l'incarnation de la bonté, de la droiture et de l'honneur ¹ ».

Deux incidents jetèrent, toutefois, une ambiance regrettable sur l'événement. Le premier fut l'oraison funèbre, prononcée par l'archevêque de Montréal, M^{gr} Bruchési ! Pour faire court, écoutons encore Robert Rumilly : « Le jeune archevêque n'avait pas oublié le projet du ministère de l'Instruction publique [...]. Il glissa dans l'éloge de Marchand des réserves sur certains projets, sur certaines mesures... — « Cela n'empêche pas », reconnut l'archevêque, « que ses intentions étaient droites et qu'il n'ait eu recours qu'à des moyens honorables. » Madame Marchand empêcha son gendre, Dandurand, de faire un éclat. Le jeune sénateur repartit, furieux, pour Montréal, n'admettant pas qu'on garnisse « d'épines la couronne mortuaire de Marchand ² ».

L'autre incident se produisit au sujet du lieu de l'inhumation : à Sainte-Foy, près de Québec, au cimetière Belmont. Tout le monde s'attendait à un enterrement dans sa chère petite ville de Saint-Jean-sur-Richelieu. De cette « affaire », qui présentait fort peu de choses en commun avec celle de Chénier ou de Guibord, nous ne pouvons que transcrire quelques lignes énigmatiques, évoquant, mais sans pouvoir les préciser, des raisons d'ordre familial et d'autres raisons d'ordre politique ³.

Quoi qu'il en fût des circonstances entremêlées d'il y a un siècle, une pierre tombale indique aujourd'hui le lieu du repos, au cimetière Belmont, de Félix-Gabriel Marchand. Sur ce monument est apposée une plaque de bronze, représentant le profil du dernier premier ministre du Québec au XIX^e siècle. L'inscription en latin était d'une grandeur toute romaine : *Vir probus*.

Ces deux termes comportent leur nuance superlative en latin : leur association, ici, les renforce encore. Il s'agissait vraiment d'un *homme probe*, soit, selon le *Petit Robert*, d'un homme pratiquant « la vertu qui consiste à observer scrupuleusement

¹ *Ibid.*, p. 205, 207.

² Rumilly ajoutait encore ces deux lignes : « Tous les journaux, sans exception, rendirent hommage à la dignité et à la bonne volonté de Marchand » (*op. cit.*, p. 240-241).

³ « Le choix de ce cimetière consterna plusieurs citoyens du comté de Saint-Jean qui s'attendaient de voir le corps de Marchand enterré à Saint-Jean. Gabriel Marchand, le fils, dut même s'en excuser auprès des amis de son père dans une lettre parue dans *Le Canada-Français* du 5 octobre 1900. Il expliqua qu'il s'était rendu au désir de sa mère qui ne voulait pas "se séparer de celui qui pendant cinquante ans avait été le compagnon de sa vie". Sans faire abstraction de ces raisons d'ordre familial, il semble cependant manifeste que des raisons d'ordre politique firent pencher la balance dans le choix du dernier lieu de repos du premier ministre défunt » (FORTIN, *op. cit.*, p. 207-208).

les règles de la morale sociale, les devoirs imposés par l'honnêteté et la justice ». Un journaliste de *La Patrie* de Montréal n'attendit pas le contreseing de l'Histoire, disant cette belle parole : « La Probité est en deuil ; que le vieil Honneur porte le crêpe. »

INDEX

[Retour à la table des matières](#)

A

Achintre, Auguste
Albani, Madame
Angers, Auguste-Réal
Archambault, Horace
Arpin, Charles
Atwater
Aubin, Napoléon
Audet, Louis-Philippe
Augier Émile

B

Bachand, Pierre
Baldwin, Robert
Beausoleil, Cléophas
Bégin, M^{gr}
Bélanger, François-Honoré, curé
Belleau, Isidore
Bernard, Jean-Paul
Bertrand, Jean-Jacques
Boivin, Léopoldine
Boucher de Boucherville, Charles
Boucher de La Bruère, Pierre
Bourassa, François
Bourassa, Henri
Bourget, M^{gr} Ignace
Bourguignon, Isaac
Brassard Michèle
Brébeuf
Bresse, Guillaume
Brown, George
Bruchési M^{gr} Paul
Buies, Arthur

C

Cardinal
Carnegie, Andrew
Caron, René-Adolphe
Caron, René-Édouard
Cartier, George-Étienne
Cartier, Jacques
Casot, père
Cazes Paul de
Champlain, Samuel de
Chapais, Thomas
Chapleau, Joseph-Adolphe
Chase-Casgrain, Thomas
Chauveau
Chauveau, Alexandre
Chauveau, Pierre-J.O.
Chénier
Cherrier, Côme-Séraphin
Chevré, Paul
Chevrier, Bernard
Crémazie

D

Dandurand, Joséphine, née Marchand
Dandurand, Raoul,
Dansereau, Arthur
Dansereau, Dollard
DarwinDaudet, Alphonse
David, Laurent-Olivier
Decelles, Alfred Duclos
Delorimier
Dessaulles, Louis-Antoine
Dorion, Antoine-Aimé

Doucet, Louis-Joseph
Doutre, Joseph
Drolet, F. X.
Dufour, Pierre
Duhamel, M^{gr}
Dumont, Gabriel
Duplessis, Maurice
Duquette
Durham, lord

F

Fabre, Hector
Faucher de Saint-Maurice
Fauteux, Gaspard
Fauteux, Héva
Flynn, Edmund J.,
Fortin, Lionel
Fréchette, Jeanne
Fréchette, Louis

G

Gallichan, Gilles
Garceau, père
Garneau, François-Xavier
Gendreau, père
George d'Angleterre
Gérin-Lajoie, Antoine
Gérin-Lajoie, Paul
Germain, Jean-Claude
Gouin, Lomer
Gouin, Paul
Gowen, Hamond
Guibord

H

Hamel, Philippe
Hamelin, Jean
Hausmann, baron
Howe, Joseph
Hugo, Victor

J

Jetté, Louis-Amable
John, sir

Joly de Lotbinière, Henri-Gustave

K

King, Mackenzie
Kipling, Rudyard

L

Labelle, curé
Laberge, Charles-Joseph
Laflèche, M^{gr}
Lafontaine, Louis-Hippolyte
Laframboise Maurice
Laliberté, J. B.
Langelier, Charles
Langevin, Hector-Louis
Laplace, Laurent
Larcher-Larreau, Albert
Laurier, Wilfrid,
Lavallée, Calixa
LeMay, Pamphile
Lemieux, François-Xavier
Lemieux, Rodolphe
Léon XIII
Lesage, Jean
Letellier de Saint-Just, Luc
Lévis, duc de
Locke, John
Loranger, Thomas-Jean-Jacques

M

Macdonald, John A.
Machiavel
Mackenzie, Alexandre
Macnider, Mary
Marat, petit
Marchand, Charles
Mercier (fils), Honoré
Mercier (petit-fils) Honoré
Mercier, Alexis
Mercier, Eliza
Mercier, Jean-Baptiste
Mercier-Gouin, Léon
Merry del Val, M^{gr}

Molière

Molleur, Jacques-Emery

Montalembert

Morin, Augustin-Norbert

Mousseau, J.-Alfred

Mowat, Oliver

N

Napoléon III, dit le petit

Ney, Michel, 210

O

Ouimet, Gédéon

P

Pacaud, Ernest

Papineau, Auguste

Papineau, Louis-Joseph

Paradis, Andrée

Parent, Étienne

Parent, Simon-Napoléon

Parmentier, Francis

Pearson, Lester

Pelletier, Louis-Philippe

Perreault, Ovide

Plamondon, Marius

Q

Quesnel, Joseph

R

Rampolla, cardinal

Raymond, Maxime

Rhodes, William

Riel, Louis

Riel, affaire

Robidoux, Joseph-Emery

Ross, John-Jones

Rouillard, Eugène

Routhier, Adolphe-Basile

Roy, M^{gr} Camille

Rumilly, Robert

S

Saint-Denis, Virginie

Sardou

Scott, Thomas

T

Taché, M^{gr}

Taillon, Laurent-Olivier

Taillon, Louis-Olivier

Tardivel, Jules-Paul

Tarte, Israël

Taschereau, cardinal

Taschereau, Louis-Alexandre

Templé, Edmond

Turcotte, Arthur

Turgeon, Adélard

Turgeon, Marie-Hersélie

V

Verchères, Madeleine de

Vercingétorix

Viger, Denis-Benjamin

W

Wade, Mason

Wiman, Erastus